

CAHIER DE ReCHERCHE

FEVRIER 93



N° 41

L'EVOLUTION DES DIFFERENCES D'OPINIONS ENTRE GROUPES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

Une tentative de synthèse

Ariane Dufour
Jean-Luc Volatier

Crédoc - Cahier de recherche. N°
41. Février 1993.

CREDOC•Bibliothèque



CRÉDOC

CENTRE D'ENTREPRISE DE RECHERCHE

x

CRÉDOC

L'ÉVOLUTION DES DIFFÉRENCES D'OPINIONS
ENTRE GROUPES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

Une tentative de synthèse

Ariane Dufour
Jean-Luc Volatier

Cette recherche a été réalisée au sein du Département "Aspirations", dirigé par Georges Hatchuel

Secrétariat : Lucette Laurent

FEVRIER 1993

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

R7 041

Cette recherche a bénéficié d'un financement au titre de la subvention recherche attribuée au CREDOC.

Les données utilisées dans ce rapport proviennent du système d'enquêtes "**Conditions de vie et Aspirations des Français**". Ce système d'enquêtes a été financé en 1991-1992 par :

- . La Caisse Nationale des Allocations Familiales
- . Le Commissariat Général du Plan
- . Le Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts
- . L'Electricité de France
- . Le Gaz de France
- . L'Observatoire de l'Energie du Ministère de l'Industrie et du Commerce Extérieur
- . L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)
- . Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (SES)
- . L'Agence Nationale Pour l'Emploi
- . Le Centre d'Etudes des Transports Urbains
- . Le Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes
- . Le Ministère de l'Equipement et du Logement
- . Total R.D.
- . France-Télécom
- . La Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
- . La Commission Nationale d'Evaluation du RMI
- . L'Association Française des Banques
- . La Mutuelle Assurance Artisanale de France
- . Le Ministère des Finances (DGCCRF)
- . L'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure (Ministère de l'Intérieur)
- . Le Ministère du Tourisme (DIT)
- . Le Ministère de la Jeunesse et des Sports

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur adjoint du CREDOC)
- . Franck Berthuit, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Lucette Laurent, Jean-Luc Volatier.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer
Directeur : Robert Rochefort

Sommaire

	Pages
Introduction	1
PREMIERE PARTIE Un bilan général	7
1. Diminution des disparités d'opinions entre groupes socio-démographiques .	9
2. Analyse par critère socio-démographique : opposition croissante entre diplômés et non-diplômés	14
3. Analyse par thème	15
DEUXIEME PARTIE Etude thématique de l'évolution des différences d'opinions entre groupes sociaux	19
Chapitre 1 Perception des conditions de vie	23
Chapitre 2 Perception du cadre de vie et opinions sur le logement	37
Chapitre 3 Maux de société et état de santé ressenti	45
Chapitre 4 Modernisme et traditionalisme : une uniformisation partielle des opinions	51
Chapitre 5 Utilité des découvertes scientifiques et opinions sur la diffusion de l'informatique	63
Chapitre 6 Souhaits de transformation de la société : les non-diplômés de plus en plus radicaux	69
Chapitre 7 Opinions sur le système de santé	79
Conclusion des deux premières parties	85

TROISIEME PARTIE : L'évolution des différents groupes socio-démographiques dans l'espace des opinions	87
1. Objectifs	89
2. Variables sélectionnées pour l'analyse	90
3. L'espace général des opinions dans la période 1978 - 1991	91
4. Les différences d'opinions entre groupes socio-démographiques dans le premier plan principal : positions moyennes dans la période 1978-1991 .	98
5. Evolution des opinions, de 1978 à 1991, pour l'ensemble de la population.	101
6. Evolution des différences d'opinions entre catégories socio-démographiques	103
 ANNEXES :	
Annexe 1 Méthode de mesure des évolutions des liens statistiques entre opinions ou perceptions et caractéristiques socio-démographiques...	117
Annexe 2 Stabilité des premiers axes de l'analyse au fil des ans	141
Annexe 3 Projection dans le premier plan principal, des opinions sur les réformes de la société, année par année.	145
Annexe 4 Projection dans le premier plan principal, de la variable âge *diplôme	149
Bibliographie sommaire	153

Introduction

Le déclin des clivages politiques traditionnels suscite souvent les commentaires et les interrogations des observateurs de la vie politique. Parfois, on se félicite de la fin des grandes oppositions qui nuisaient à l'unité nationale, parfois au contraire, on regrette la dilution des idées et le déclin des "grands débats de société", considéré comme un témoignage de l'affaiblissement de la démocratie.

Les prises de position politiques ne dépendent cependant pas uniquement d'**opinions générales sur la société** et sur son fonctionnement, mais aussi de la **perception des conditions de vie personnelles** de tout un chacun, qui peuvent influencer sur les choix politiques sans passer par une étape préliminaire de formalisation des "idées". Après une phase d'homogénéisation des conditions de vie objectives, les années 80 et le début des années 90 sont plutôt marquées par une tendance à l'accroissement des disparités de niveau de vie, même s'il est difficile de définir ce concept qui regroupe de multiples éléments¹. Parallèlement à ce mouvement objectif, comment ont évolué les disparités de perception des conditions de vie entre groupes sociaux ou démographiques ? Peut-on réaliser un bilan global qui tiendrait compte à la fois des opinions générales et des impressions sur les conditions de vie personnelles ? **Peut-on, en résumé, conclure à une homogénéisation ou une accentuation des clivages d'opinion ou de perception entre groupes socio-démographiques ?**

Telle est la question générale à laquelle cette étude tente d'apporter une réponse. A partir des résultats de 1978 à 1990 de l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français", nous avons mesuré systématiquement, pour chaque année, les liens entre une vingtaine de questions d'opinion ou de satisfaction et les principales caractéristiques socio-démographiques utilisées dans l'enquête : âge, catégorie socio-professionnelle (PCS), taille d'agglomération, diplôme.

¹ G. HATCHUEL, V. PAYET-THOUVENOT, G. POQUET, *"Les inégalités en France et leur évolution depuis un dizaine d'années"*, Crédoc, Collection des Rapports n°83, Février 1990.

Ne se référant qu'à cette seule origine d'information, l'étude ne constitue certes pas une synthèse générale et exhaustive sur le sujet, déjà étudié par ailleurs avec d'autres matériaux, mais fournit plutôt un éclairage sur cette question au moyen d'une source que l'on peut considérer comme relativement privilégiée. Les thèmes abordés par l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français" sont en effet assez divers et concernent aussi bien les conditions de vie personnelles que les grands sujets de société : perception du niveau de vie, du cadre de vie, de l'état de santé personnel, opinions sur la famille, sur les transformations de la société et le progrès technique, sur les politiques sociales et le système de santé, sujets d'inquiétudes individuels et collectifs.

Globalement, on peut conclure, à partir des résultats de cette analyse, que les disparités d'opinions ou de perceptions entre groupes socio-démographiques ont plutôt diminué en treize ans. Il est cependant très difficile de généraliser, tant les évolutions sont contrastées selon les opinions et les groupes socio-démographiques considérés. Un bilan aussi synthétique que possible fera l'objet de la **première partie** de ce rapport. Dans la **seconde partie**, l'évolution des liens entre les opinions et les caractéristiques socio-démographiques seront plus ou moins détaillés thème par thème. Dans la **troisième partie**, une analyse factorielle permettra de visualiser ces évolutions.

En première approche, on peut se risquer à faire un classement entre les marqueurs socio-démographiques de plus en plus liés aux opinions ou perceptions et ceux qui le sont de moins en moins.

- *Le niveau d'études* vient en tête de ce classement. **Les écarts d'opinions entre non-diplômés et diplômés ont eu en effet tendance à s'accroître en général entre 1978 et 1990.** Pour les perceptions des conditions de vie personnelles, le niveau d'études intervient peu en début de période, mais commence à entrer parfois en ligne de compte à la fin des années 80.

Le résultat est encore plus net pour les opinions générales : les avis des diplômés s'éloignent de plus en plus au fil du temps de ceux des non-diplômés, mouvement qui traduit souvent une plus grande sérénité chez les Français munis au moins du baccalauréat et **de plus nombreuses revendications de transformations radicales** de la société parmi les non-diplômés. Les opinions sur la famille, le mariage et le travail féminin sont une exception forte à la règle : l'écart entre les opinions plus

"traditionalistes" des moins diplômés et les positions plus "modernistes" des bacheliers ont eu tendance à se réduire très significativement.

- La *catégorie socio-professionnelle* et l'*âge* ont subi des évolutions variables selon les sujets, mais sont majoritairement marqués par une diminution des disparités entre groupes. Ainsi, **les écarts d'opinions entre groupes repérés par leur catégorie socio-professionnelle ou leur appartenance à une classe d'âge se sont plus souvent réduits bien qu'elles aient évolué diversement selon les thèmes**. Par exemple, en ce qui concerne le pessimisme vis-à-vis des conditions de vie personnelles futures, **l'optimisme des jeunes s'oppose de plus en plus fortement au pessimisme des personnes âgées**, ce qui peut traduire autant une accentuation des effets de cycle de vie qu'une modification des écarts entre générations. A cet exemple relativement isolé mais de forte ampleur, on peut opposer, pour la majorité des questions d'opinion, une stabilité ou une diminution des différences selon l'âge, par exemple pour le souhait de réformer la société.
- Enfin, les écarts d'opinions selon *le lieu de résidence* se sont **presque toujours atténués** et ont même parfois disparu. Les opinions sur la famille sont l'illustration typique de ce phénomène : les ruraux sont devenus de moins en moins "traditionalistes" et les urbains de moins en moins "modernistes".

L'analyse synthétique des évolutions par "grands thèmes" fournit des conclusions moins nettes. Il semble cependant que les mouvements "dissensuels" sont plus fréquents pour les sujets "économiques" au sens large (perception du niveau de vie personnel et opinions sur le progrès technique) que pour les thèmes de société (opinions sur la famille, le mariage, le travail des femmes). Les évolutions des opinions sont aussi assez consensuelles pour les thèmes relatifs à l'action de la collectivité (système de santé, prestations familiales, cadre de vie).

La seconde partie de l'étude est consacrée à un exposé thématique détaillé. **L'évolution des disparités de perceptions et d'opinions y est donc étudiée thème par thème** : perceptions des conditions de vie, du cadre de vie et des conditions de logement, perceptions de son état de santé ; opinions sur la famille, jugements portés sur le progrès technique et souhaits de transformation de la société; opinions générales sur le système de santé¹ . Quelques phénomènes ponctuels, mais particulièrement nets sont ainsi dégagés. Certains ont déjà été évoqués ci-avant ("optimisme" des jeunes, "radicalisme" des non-diplômés, homogénéisation des opinions sur la famille, le mariage et le travail féminin). Parmi les autres mouvements, on peut citer la réduction des écarts de satisfaction au sujet du cadre de vie entre habitants des grandes agglomérations et ruraux ou habitants des petites villes, dans la mesure où elle relativise certaines interrogations sur les conséquences de l'urbanisation. Le fort accroissement des manifestations de "maux et symptômes" dans certaines catégories sociales féminisées (femmes au foyer et, dans une moindre mesure, employées) conduit à s'interroger sur la signification du "stress" qui apparaît assez lié à un sentiment général d'inquiétude.

Dans le domaine des opinions générales sur la société, un clivage important sur le thème du progrès technologique peut être mis en évidence : les non-diplômés se distinguent de plus en plus des diplômés par leur méfiance, en particulier à l'égard de l'informatique. Cette évolution peut être reliée à la contestation croissante de ce groupe social.

Enfin, d'autres opinions apparaissent, au contraire, de plus en plus "consensuelles", notamment au sujet du fonctionnement du système de santé. Ce phénomène ne signifie pas qu'aucun clivage n'existe dans la population à ce sujet, mais plutôt que les opinions ne s'interprètent plus aussi bien qu'auparavant au moyen des caractéristiques socio-démographiques "classiques".

¹ Deux thèmes présents dans la synthèse générale ne seront pas détaillés isolément : les inquiétudes et les points de vue sur la politique familiale. Pour le premier de ces thèmes, se référer à "Consommation et Modes de vie", N° 62, Novembre 1991. Pour le second, on se référera au rapport: L. CLERC, G HATCHUEL, J.L. VOLATIER, *"La perception des politiques de la famille"*, Collection des Rapports du Crédoc, N° 101, Juillet 1991.

La troisième partie de l'étude permet d'analyser les évolutions des grandes catégories d'opinions des différents groupes socio-démographiques, notamment leur satisfaction ou insatisfaction générale et leur "modernisme" ou traditionalisme".

En général, la plupart des groupes apparaissent de moins en moins satisfaits de leurs conditions de vie ou du fonctionnement de la société. Cependant, les évolutions vers l'insatisfaction sont plus ou moins marquées selon les groupes. Il en résulte parfois un resserrement des écarts de point de vue, par exemple entre les parisiens de moins en moins mécontents et les ruraux de moins en moins satisfaits. En revanche, les écarts de satisfaction ont tendance à augmenter très nettement entre les diplômés qui restent relativement satisfaits et les non-diplômés de plus en plus mécontents. Une poussée particulièrement forte de mécontentement apparaît nettement dans les couches "moyennes" de la population : 35-60 ans, employés et ouvriers, ménagères, familles, personnes peu ou pas diplômées.

Enfin, l'analyse multidimensionnelle permet aussi de confirmer la réduction des écarts entre les catégories les plus "modernistes" (jeunes, diplômés, urbains) et les plus "traditionalistes" (âgés, peu diplômés, ruraux).

Mais avant d'entrer dans le détail de ces évolutions contrastées, tentons d'en dresser un bilan général.

P R E M I E R E P A R T I E

U N B I L A N G E N E R A L

**Une diminution sensible des disparités d'opinions
entre groupes socio-démographiques...**

**...mais des différences croissantes
entre diplômés et non-diplômés**

1 - Diminution des disparités d'opinions entre groupes socio-démographiques

Pour l'ensemble des thèmes étudiés dans ce rapport, peut-on conclure à un mouvement général d'accroissement ou de diminution des disparités de perceptions ou d'opinions ? Afin de donner des éléments de réponse à cette question, nous avons simplement compté, question par question, le nombre de cas d'accroissement et de diminution des disparités. La méthode utilisée pour mesurer la nature des évolutions est basée sur le calcul des intensités des liaisons statistiques entre variables d'opinion, d'une part, et marqueurs socio-démographiques d'autre part, au moyen du test classique du X² (cf. méthodologie en annexe 1). Le résultat obtenu dépend bien entendu du choix des questions étudiées, mais cette synthèse permet quand même de mettre en évidence les grandes tendances en explorant des thèmes très divers. Il ne faut donc pas s'attacher à analyser ici de petites différences qui risqueraient d'être peu significatives, mais à dégager plutôt les résultats les plus nets.

Tableau de synthèse générale des évolutions des liens :

	âge	taille d'agglo.	diplôme	PCS	Ensemble
nombre de diminutions de disparités	10	17	4	10	41
nombre de stabilités de disparités	8	4	11	10	33
nombre d'augmentations de disparités	4	1	7	2	14
total du nombre de questions étudiées	22	22	22	22	88

L'examen de ce tableau général permet de conclure à une diminution générale des disparités d'opinions (41 diminutions de liens au total, contre seulement 14 augmentations) ou à une certaine stabilité (33 cas). Cette diminution des disparités d'opinions est certes due en grande partie au critère "taille d'agglomération". Mais si l'on exclut ce critère, elle reste quand même significative.

Liste des questions de perceptions et d'opinions utilisées dans l'étude

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va....

- Beaucoup mieux
- Un peu mieux
- C'est pareil
- Un peu moins bien
- Beaucoup moins bien

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va....

- Beaucoup mieux
- Un peu mieux
- C'est pareil
- Un peu moins bien
- Beaucoup moins bien

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années ?

- Vont s'améliorer beaucoup
- Vont s'améliorer un peu
- Vont rester semblables
- Vont se détériorer un petit peu
- Vont se détériorer beaucoup

Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

- Oui
- Non

Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez ; dans l'ensemble, en êtes-vous ?

- Très satisfait
- Satisfait
- Peu satisfait
- Pas satisfait du tout

La taille de votre logement vous semble-t-elle suffisante pour une famille comme la vôtre ?

- Oui
- Non

Les dépenses de logement représentent-elles pour votre budget personnel (ou celui de votre foyer) ?

- Une charge négligeable
- Une charge que vous pouvez supporter sans difficulté
- Une lourde charge
- Une très lourde charge
- Une charge à laquelle vous ne pouvez faire face

Par rapport aux personnes de votre âge, pensez-vous que votre état de santé est ... ?

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Pas satisfaisant du tout

Avez-vous souffert au cours des quatre dernières semaines de ?

- Maux de tête, migraines (O/N)
- Mal au dos (O/N)
- Nervosité (O/N)
- Etat dépressif (O/N)
- Insomnies (O/N)

Etes-vous d'accord avec l'idée suivante : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu" ?

- Oui
- Non

Parmi ces opinions, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ? Le mariage est :

- Une union indissoluble
- Une union qui peut être dissoute dans des cas très graves
- Une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties
- Ne sait pas

Des opinions diverses peuvent être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre ?

- Elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge
- Elles ne devraient travailler que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire
- Elles devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent
- Elles devraient toujours travailler
- Elles ne devraient jamais travailler
- Ne sait pas

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne ?

Un peu
Beaucoup
Pas du tout

Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme :

Une chose souhaitable
Une chose peu souhaitable, mais inévitable
Une chose regrettable et dangereuse

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer ?

Oui
Non

Si oui :

Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?

Réformes progressives
Changements radicaux
Ne sait pas

Etant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France en (1978...1990) ?

Très bien.
Assez bien
Assez mal
Très mal
Ne sait pas
Ne veut pas répondre

Certains pensent que quand on a de l'argent et des relations, on est mieux soigné. Etes-vous ...

Tout à fait d'accord
Assez d'accord
Pas du tout d'accord

Etes-vous d'accord avec l'opinion suivante : le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins.

- Tout à fait d'accord
- Assez d'accord
- Pas très d'accord
- Pas du tout d'accord

Indicateur d'inquiétudes (trois inquiétudes déclarées parmi les quatre suivantes).

- Maladie grave
- Agression dans la rue
- Accident de la route
- Accident de centrale nucléaire

Vous savez que les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales) destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement ?

- Suffisante
- Insuffisante

Actuellement les allocations familiales sont les mêmes pour tous quel que soit le revenu. Trouvez-vous...

- Que c'est bien ainsi
- Qu'elles devraient être supprimées à partir d'un certain revenu
- Qu'elles devraient être calculées en fonction du revenu (diminuées progressivement quand le revenu augmente)
- Ne sait pas

De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ? Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes :

- Cela leur permet de vivre
- Cela leur enlève tout sens des responsabilités

2 - Analyse par critère socio-démographique : opposition croissante entre diplômés et non-diplômés

Il y a presque toujours **diminution des disparités** pour un critère : la **taille d'agglomération**¹. Pour pratiquement tous les thèmes étudiés, perception du niveau de vie et des conditions de vie, opinions sur la famille, le mariage, le travail des femmes, etc.,... les ruraux ou, à l'opposé, les habitants de l'agglomération parisienne ont été souvent nombreux à perdre leurs positions caractéristiques (17 diminutions d'écart contre 1 augmentation seulement).

Pour deux critères, l'âge et la PCS, on observe une diminution des écarts d'opinions majoritaire, mais non systématique (respectivement 10 diminutions, contre 4 augmentations et 10 diminutions, contre 2 augmentations).

Pour bon nombre de thèmes, **les plus jeunes prennent des positions qui se rapprochent de celles des générations antérieures, quand ce ne sont pas les Français les plus âgés qui font le chemin inverse !** Les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes sont à ce titre exemplaires : les jeunes, en particulier les diplômés, sont souvent revenus du "modernisme" et les plus âgés ont commencé à abandonner des points de vue caricaturalement "traditionnalistes". La contestation de la jeunesse sur des thèmes ponctuels (inégalités d'accès aux soins de santé par exemple) ou plus généraux (souhaits de transformation de la société) s'est atténuée et n'est plus caractéristique. C'est l'optimisme vis-à-vis des conditions de vie personnelles futures qui oppose maintenant très fortement les plus jeunes aux plus âgés : 49% des jeunes de 18 à 24 ans pensent en fin d'année 1991 que leurs conditions de vie personnelles vont s'améliorer dans les cinq ans, alors que seulement 6% des personnes âgées de plus de 65 ans sont de cet avis. Par ailleurs, la perception des conditions de vie présentes se différencie fortement et de plus en plus entre d'une part, les plus jeunes et les personnes âgées qui ressentent peu de difficultés et d'autre part, les adultes de 25 à 50 ans qui déclarent plus souvent s'imposer des restrictions ou subir de lourdes dépenses de logement.

¹ Ce résultat est conforme aux conclusions d'études précédentes. Cf. R. ROCHEFORT, "*Argent, stress, individualisme, uniformisation*". Consommation et Modes de vie, N°54, Décembre 1990.

En revanche, il y a **augmentation des disparités** pour une des quatre caractéristiques étudiées : le **niveau d'études** (7 augmentations, contre 4 diminutions). Les oppositions naissantes ou en voie d'accroissement entre diplômés et non-diplômés sont principalement concentrées sur quatre thèmes : la perception des conditions de vie personnelles, les opinions au sujet du progrès technique, les souhaits de transformation de la société, la perception de l'état de santé.

Pour chacun de ces quatre thèmes, les Français sans diplômes ou munis du seul certificat d'études manifestent un mécontentement relativement élevé qui s'oppose de plus en plus à la satisfaction des diplômés (bacheliers et personnes ayant effectué des études supérieures). En matière de perception des conditions de vie, le niveau d'études n'était pas, au début des années 80, un critère de discrimination pertinent, au contraire de l'âge ou de la catégorie socio-professionnelle. Il commence à l'être, même si les différences de perception du niveau de vie selon le niveau d'études sont encore relativement embryonnaires. Bien plus forts sont les écarts d'opinion selon le diplôme au sujet du progrès technique ou des transformations à apporter au fonctionnement de la société. Il faut en particulier souligner le fait que les non-diplômés sont de plus en plus nombreux à souhaiter une transformation de la société par des réformes radicales.

3 - Analyse par thème :

Des évolutions contrastées peuvent être mises en évidence selon les thèmes. Pour trois d'entre eux, il y a davantage d'augmentations des disparités d'opinions que de diminutions : les opinions sur le progrès technique, la perception du niveau et des conditions de vie, la perception de l'état de santé personnel.

Six thèmes sont en revanche marqués par une diminution des disparités d'opinions : les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes ; les opinions sur le système de santé ; la politique de la famille ; les inquiétudes ; la perception du logement et du cadre de vie ; les opinions sur la justice et sur les transformations de la société.

Cependant, une conclusion générale ne peut être affirmée en toute rigueur que pour un seul sujet : les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes. Sans

contestation possible, il y a bien homogénéisation des opinions émises à ce sujet, tant les mouvements sont francs et massifs.

Pour tous les autres thèmes, les conclusions sont moins nettes et peuvent dépendre sans doute des questions utilisées, car les évolutions sont moins marquées ou moins uniformes.

Tableau récapitulatif par thème

	nombre de diminutions de disparités	nombre de stabilités de disparités	nombre d'augmentations de disparités
opinions sur le progrès technique.....	1	3	4
perception du niveau et des conditions de vie.....	4	7	5
perception de l'état de santé.....	1	4	3
inquiétudes.....	2	2	0
perception du logement et du cadre de vie.....	6	5	1
opinions sur les transformations sociétales.....	5	2	1
opinions sur la politique familiale.....	8	4	0
opinions sur le système de santé.....	4	4	0
opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes.....	10	2	0

**Détail de l'évolution des liens entre opinions et
variables socio-démographiques**

	âge	taille agglom.	diplôme	PCS
niveau de vie personnel passé	=	0	+	=
niveau de vie des Français passé	-	-	+	-
conditions de vie personnelles futures	+	=	=	+
restrictions régulières	+	-	0	=
cadre de vie quotidien	-	-	0	-
opinion dépenses de logement	+	-	=	=
perception taille de logement	=	-	=	-
perception état de santé personnel	=	0	+	-
symptômes ou "maux de société"	0	=	+	+
modernisme/traditionalisme ¹	-	-	-	-
famille	-	-	-	-
mariage	-	-	-	-
travail des femmes	=	-	-	=
utilité des découvertes scientifiques	=	+	+	=
diffusion de l'informatique	+	-	+	=
changement de la société	-	-	+	=
opinions sur la justice	-	-	=	-
inégalités d'accès au système de santé	-	-	-	=
la santé est-elle l'affaire des médecins ?	=	-	=	=
indicateur d'inquiétude	-	-	=	=
prise en charge des familles défavorisées...	-	-	=	-
prestations familiales suffisantes ?	-	-	0	-
prestations familiales fonction du revenu ?	=	-	0	-

Mode de lecture : = pas d'évolution, + augmentation de l'intensité du lien statistique, - diminution de cette intensité, 0 pas de lien statistique dans la période.

¹ Cette opinion composite n'a pas été comptabilisée dans la synthèse générale, pour éviter une redondance ou un double compte avec les opinions qui servent à sa construction : points de vue sur la famille, le mariage, le travail des femmes.

Si l'on essaie de tirer un enseignement général de cette analyse par thème, on peut avancer que les différences d'opinions entre groupes sociaux ou démographiques semblent de plus en plus relatives au domaine économique ou technologique et de moins en moins à celui des comportements de société ou aux opinions sur le système social (santé, famille). En particulier, la confiance dans le progrès technique et la perception du niveau de vie ou des conditions de vie semblent devenir des positions plus "dissensuelles". Dans le premier cas, les non-diplômés s'avèrent de moins en moins confiants par rapport aux bacheliers ou aux diplômés d'études supérieures. Dans le second cas, les jeunes ont une espérance plus grande que les plus âgés dans l'amélioration de leurs conditions de vie personnelles futures et, de façon moins marquée, les 25-39 ans déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget.

Ces deux désaccords majeurs sur le progrès technique et les conditions de vie ne se sont pas formés au même moment. Le creusement des divergences de point de vue sur les thèmes de l'informatique et de l'utilité des découvertes scientifiques entre diplômés et non-diplômés a eu lieu essentiellement dans la première moitié des années 80, alors que les différences de perception des conditions de vie futures se sont plutôt accrues dans la deuxième moitié de la décennie.

Après avoir brossé un tableau général des évolutions structurelles des opinions, il est temps d'entrer maintenant dans l'étude plus concrète des évolutions thème par thème.

DEUXIEME PARTIE

**ETUDE THEMATIQUE DE L'EVOLUTION
DES DIFFERENCES D'OPINIONS
ENTRE GROUPES SOCIAUX**

L'examen de l'évolution d'un lien statistique, tel qu'il a été réalisé dans la première partie, a le mérite de pouvoir être appliqué systématiquement, de la même façon, pour toutes les questions d'opinions étudiées et pour toutes les caractéristiques socio-démographiques en cause. C'est la raison pour laquelle nous l'avons utilisé dans la synthèse globale.

Ce simple calcul est bien entendu insuffisant quand on s'intéresse aux évolutions qui ont affecté un thème particulier. Il ne suffit pas, dans ce cas, de s'intéresser à une question d'opinion en tant que "variable", mais plutôt à chaque modalité de réponse à cette question. Symétriquement, il faut examiner les évolutions d'opinion de chaque groupe socio-démographique un par un (par exemple, les jeunes de moins de 24 ans, etc...) et non se satisfaire de la constatation d'un "effet d'âge croissant" relativement abstrait.

Dans cette optique, nous avons sélectionné un certain nombre d'évolutions structurelles remarquables par leur régularité ou leur ampleur, mais qui ne témoignent pas toutes d'une augmentation ou d'une diminution globale des disparités d'opinion. Cependant, les évolutions des différences d'opinion sont tellement diverses selon les thèmes et même selon les questions, qu'il n'est pas facile de dégager des tendances générales d'analyse.

Par rapport à une précédente étude d'évolution des variations d'opinions¹ entre catégories socio-démographiques, nous avons conservé la quasi-totalité des thèmes² (perception du niveau de vie, opinions sur la famille, le cadre de vie, le progrès technique, la santé et les soins médicaux, la société et la justice, la politique sociale), mais nous les avons regroupés différemment, selon leur caractère personnel ou non. Sont ainsi rassemblés d'abord (chapitres 1,2 et 3), les **indicateurs de satisfaction vis-à-vis des conditions de vie se référant au vécu personnel de l'enquêté** (niveau de vie, cadre de vie et logement, état de santé). Dans un second temps sont analysées les **opinions plus générales** sur la famille, le progrès technique, la société et le système de santé (chapitres 4,5,6 et 7).

¹ L. LEBART, *"Sept ans de perceptions, évolution et structure des opinions en France de 1978 à 1984"*, Crédoc, Mai 1986.

² Nous avons exclu cependant les pratiques associatives qui ne sont pas assimilables à des opinions ou des perceptions.

Chapitre 1

Perception des conditions de vie

A chaque vague d'enquêtes annuelle, les interviewés prennent position sur l'évolution de leur niveau de vie personnel depuis dix ans, sur le changement du niveau de vie de l'ensemble des Français dans ce même passé récent¹, et sur l'amélioration future de leurs conditions de vie personnelles au cours des cinq prochaines années. On leur demande donc de se prononcer à la fois sur leur propre passé, sur le passé de l'ensemble de la population tel qu'ils le perçoivent, et sur un avenir personnel à court et moyen terme². On recueille aussi leur sentiment sur leurs restrictions éventuelles.

S'agissant du niveau et des conditions de vie, les disparités de perception les plus fortes opposent les plus jeunes, en général optimistes pour leurs conditions de vie futures et conscients d'une amélioration de leur niveau de vie, aux plus âgés qui sont à la fois les plus pessimistes et les plus négatifs sur leur situation récente.

Dans ce contexte, l'évolution majeure est le **creusement d'un écart de plus en plus profond entre l'optimisme des jeunes et le pessimisme des personnes âgées.**

Par ailleurs, les diplômés s'opposent de plus en plus, par leur satisfaction et leur optimisme croissant, aux non-diplômés. Au début des années 80, la perception des conditions de vie économiques des Français ne se différenciait pas selon le niveau d'études.

¹ Cette opinion générale a été regroupée dans ce chapitre avec les perceptions des conditions de vie personnelles essentiellement parce qu'il était difficile de la classer ailleurs. Elle n'obéit cependant manifestement pas à la même logique. L'opinion sur le niveau de vie récent des Français a tendance en particulier à s'uniformiser dans les différents groupes socio-démographiques, alors que ce n'est pas le cas de la perception des conditions de vie personnelles.

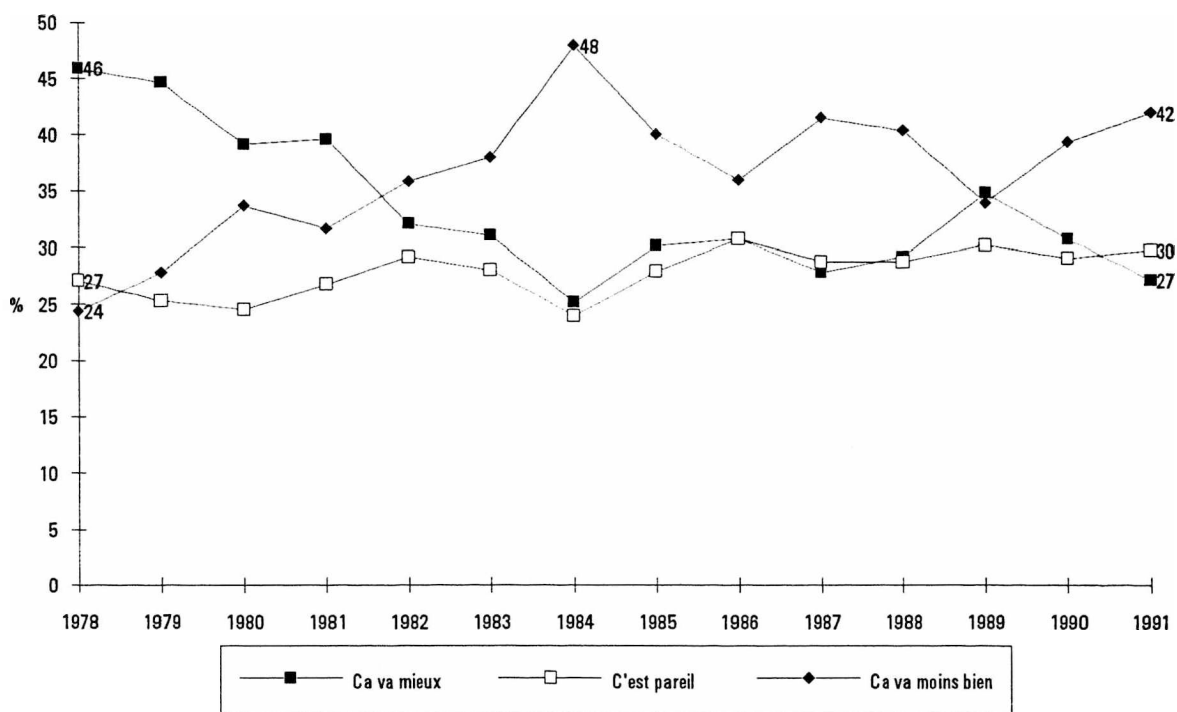
² Les fortes fluctuations conjoncturelles des opinions exprimées conduisent cependant à estimer que ce sont les conditions économiques des mois précédents l'enquête qui l'emportent dans la formulation des appréciations des interviewés : les réponses reflètent plutôt les impressions relatives aux derniers mois écoulés ou aux mois futurs.

1 - Le niveau de vie personnel depuis dix ans : les diplômés de plus en plus satisfaits

Depuis 1982, les Français qui estiment que leur niveau de vie personnel a diminué au cours des dix dernières années sont majoritaires. L'évolution de cette opinion peut être résumée en deux mouvements opposés : de 1978 à 1984, une nette dégradation de la perception des conditions de vie passées ; de 1984 à 1989, une amélioration plus timide de cette perception. L'année 1990 marque une rupture à la baisse dans cette dernière tendance positive. Cette appréciation du niveau de vie et de son évolution est donc très liée à la perception des changements conjoncturels de la situation économique (graphique 1).

Graphique 1

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

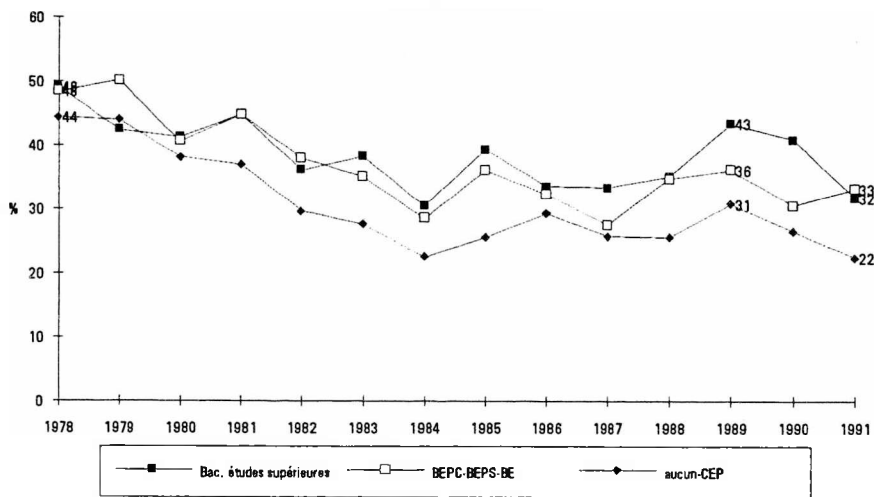
Comment chaque groupe ou catégorie de Français a-t-il vécu ces deux périodes bien distinctes : 1978-1984 et 1984-1989 ?

Dans l'ensemble, les diverses catégories de population ont perçu ces deux périodes de la même façon. Les différents groupes démographiques ou sociaux ont ressenti une

dégradation en première période et, moins uniformément, une amélioration, ou au moins une stabilisation, des conditions de vie personnelles dans la seconde. Des différences de perception selon le niveau de diplôme commencent à apparaître à la fin des années 80, alors que les critères habituellement les plus discriminants étaient et restent toujours l'âge et la PCS (graphique 2).

Dans une première période (1978-1982), on perçoit donc de la même façon l'évolution de son niveau de vie passé, qu'on soit titulaire d'un diplôme supérieur ou d'un diplôme de niveau BEPC. Seuls les moins diplômés (titulaires du CEP et sans diplôme) commencent à se distinguer par une perception relativement plus négative. Depuis 1983, ce mouvement s'est accéléré : les Français n'ont plus la même appréciation selon leur niveau d'études. La hiérarchie des diplômes apparaît clairement dans le choix des réponses : on estime d'autant plus que son niveau de vie s'est amélioré au cours des dix dernières années qu'on est diplômé.

Graphique 2
Niveau de vie personnel depuis 10 ans : pourcentage de réponses "Ca va mieux"
selon le niveau d'études

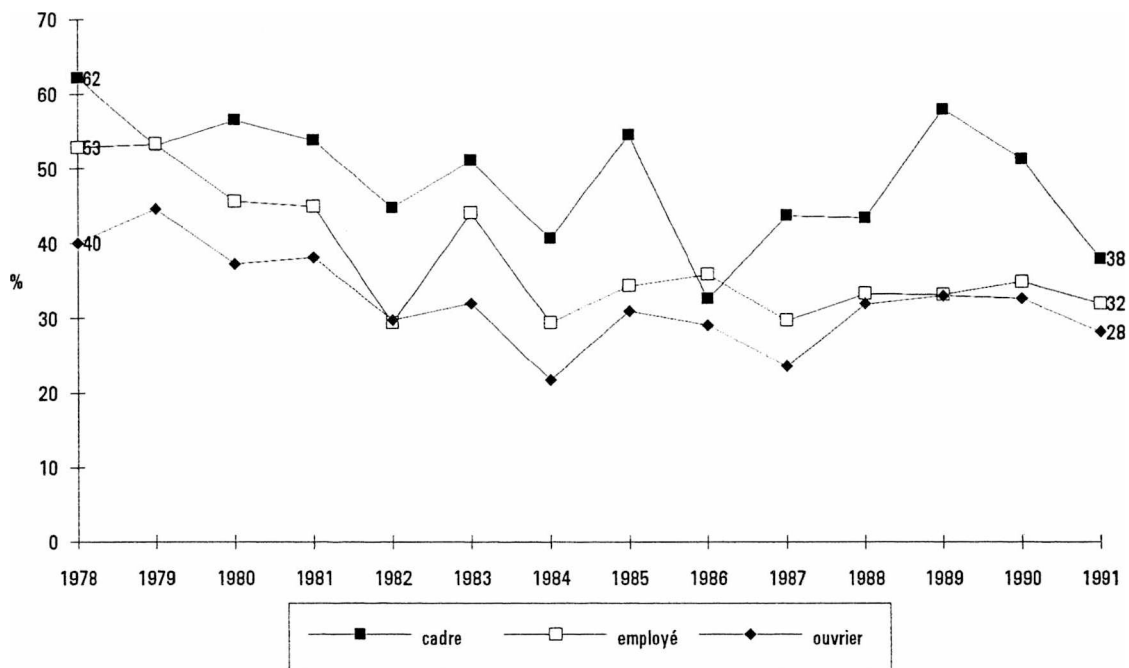


Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

L'établissement de ce nouveau clivage selon le niveau d'études s'accompagne d'une accentuation de l'écart de perception entre les cadres et les employés. Depuis 1988 en particulier, les employés sont aussi insatisfaits que les ouvriers, alors qu'en début de période, ils étaient plus proches des cadres ou au moins dans une position médiane.¹ (graphique 3)

Graphique 3

Niveau de vie personnel depuis 10 ans : pourcentage de réponses
"Ca va mieux", selon la PCS

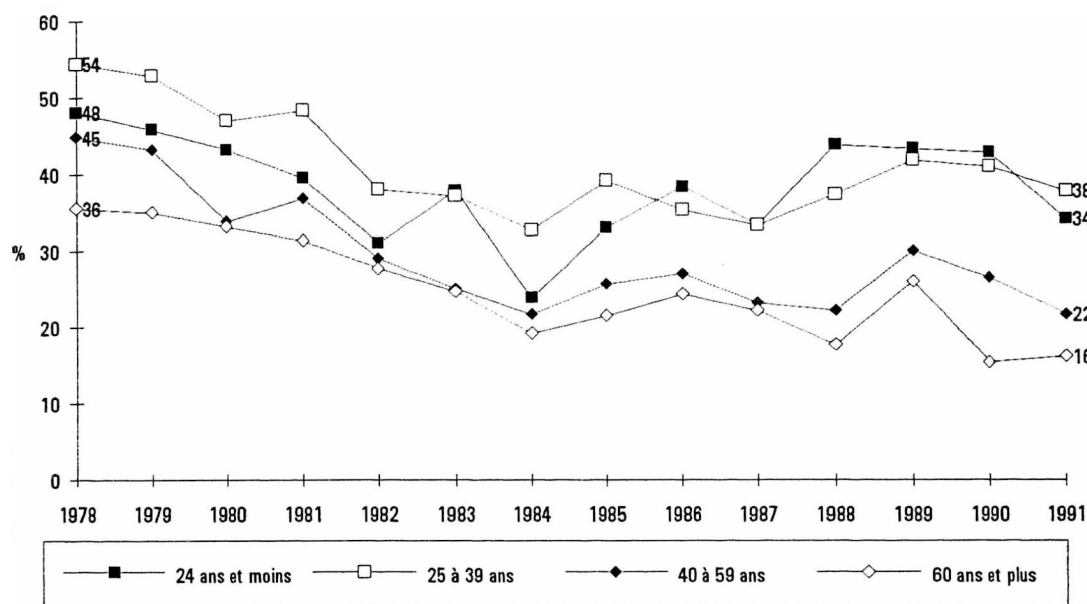


Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

¹ Il ne faut pas oublier que ces différences de perception sont en principe relatives à des évolutions et non à des situations à un instant donné. Autrement dit, si les perceptions concordaient avec les situations réelles, une simple différence dans la perception des évolutions du niveau de vie personnel correspondrait à un accroissement des disparités de niveau de vie et non seulement à l'existence de disparités. On peut cependant se demander si la réponse de l'interviewé obéit à ce principe de positionnement dynamique "en évolution". Les opinions relatives à l'évolution du niveau de vie par rapport aux années passées ne sont-elles pas simplement, dans certains cas, le reflet de l'appréciation des conditions de vie actuelles de la personne interrogée ? Un mécontentement instantané au moment de l'enquête se traduirait ainsi par le choix de la réponse traduisant théoriquement un sentiment de détérioration du niveau de vie.

D'autre part, les jeunes de moins de 25 ans ont rejoint les jeunes adultes de 25 à 39 ans parmi les plus satisfaits, alors qu'ils occupaient au début des années 80 une position médiane. Une fracture s'est ainsi constituée aux alentours de 40 ans : relative satisfaction en deçà, insatisfaction au delà. (graphique 4)

Graphique 4
Perception d'une amélioration du niveau de vie
personnel, selon l'âge



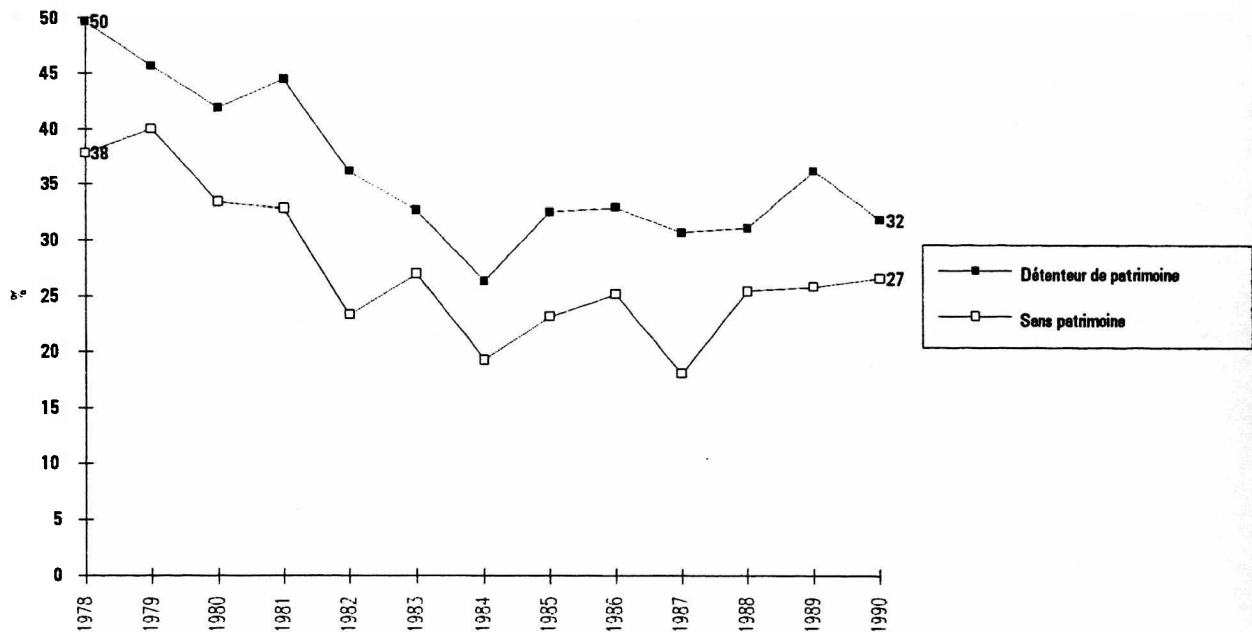
Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

Des interactions avec la possession de patrimoine ou d'équipements nombreux

Si l'on considère la population dans son ensemble, les personnes possédant un patrimoine sont plus satisfaites que celles qui n'en possèdent pas. L'écart est de 12 points en 1978, il se réduit à 7 points en 1983, pour ensuite rester contenu entre 7 et 10 points. La situation patrimoniale au moment de l'enquête est donc assez largement liée à la perception de l'évolution du niveau de vie des dernières années (graphique 5). Cette différence entre détenteurs de patrimoine et non détenteurs serait sans doute encore plus forte si l'on raisonnait "à âge égal", dans la mesure où les plus âgés ont une perception plus négative que les jeunes, alors qu'ils sont plus nombreux à disposer d'un patrimoine.

Graphique 5

Niveau de vie personnel depuis 10 ans : pourcentage de réponses
"Ça va mieux" selon la possession d'un patrimoine



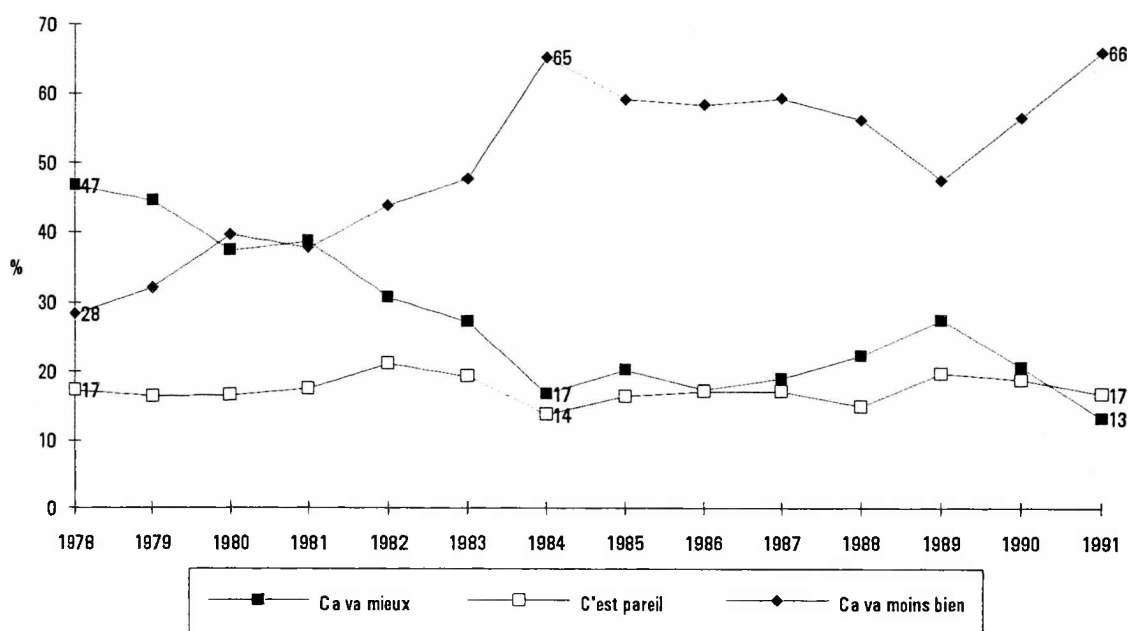
Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

2 - La perception du niveau de vie des Français depuis dix ans

Bien plus que pour le niveau de vie personnel, on estime que la situation globale des Français s'est détériorée sur la période, avec une aggravation de cette perception négative entre 1978 et 1984 et une stabilisation ou une légère amélioration depuis.

Graphique 6

Perception du niveau de vie des Français depuis une dizaine d'années



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Le décalage s'est accru dans la période entre la perception du niveau de vie personnel et celui de l'ensemble de la population, comme si l'on considérait que la crise frappait davantage "les autres". Ce moral de "gagnant" ou de "privilegié" s'est développé un peu dans toutes les couches de la population¹. Par ailleurs, l'opinion sur les conditions de vie passées des Français varie moins en fonction des caractéristiques socio-démographiques des répondants que la perception du niveau de vie personnel. C'est la raison pour laquelle nous ne détaillerons pas ici les dispersions de cette opinion plus générale.

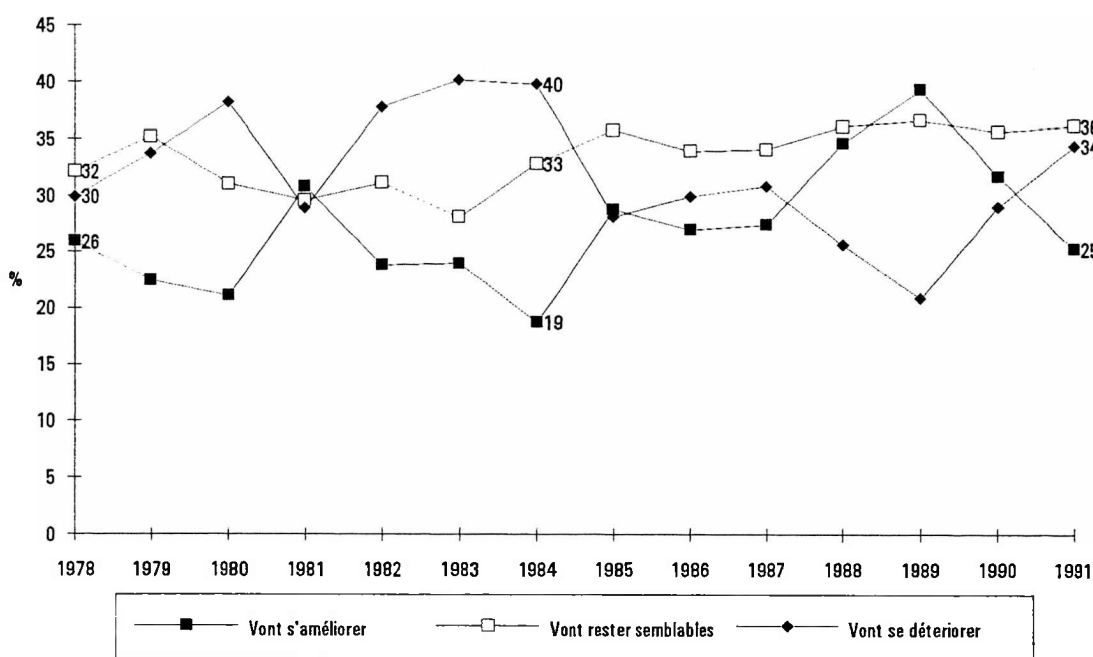
¹ G. HATCHUEL, "Les grands courants d'opinions et de perceptions en France de la fin des années 70 au début des années 90", CREDOC, Mars 1992.

3 - Les conditions de vie à cinq ans : l'optimisme est caractéristique de la jeunesse

Pendant les quelques années de croissance économique relativement forte (de 1987 à 1989), l'optimisme sur les conditions de vie futures a gagné du terrain. Mais cette tendance favorable a été stoppée en 1990.

Graphique 7

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années ?

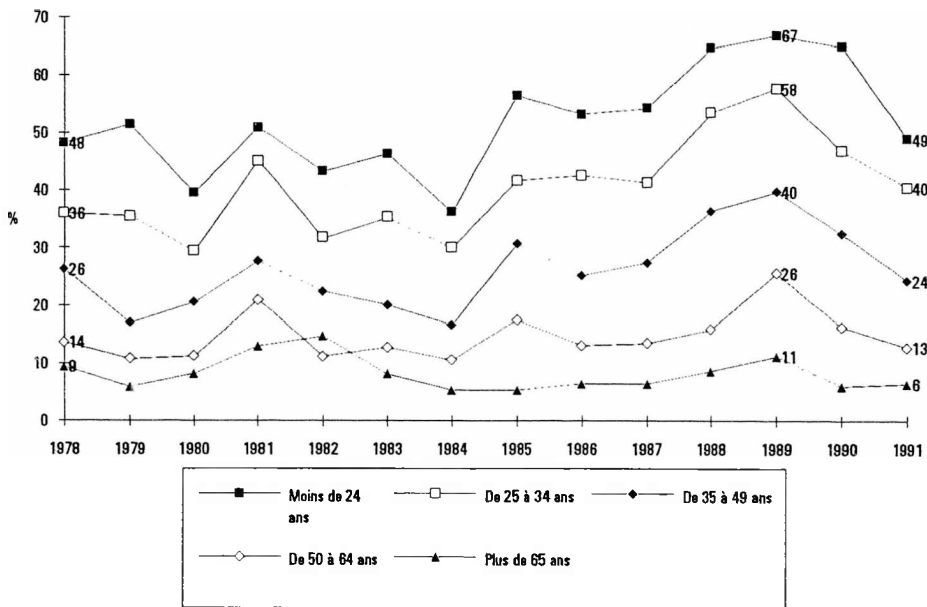


L'optimisme est très lié à l'âge

"L'écart d'optimisme" atteint près de 60 points entre les moins de 24 ans et les plus de 65 ans en 1989, alors qu'il était de 40 points en 1978 (graphique 8) : l'écart, déjà conjoncturellement très important entre générations, s'est donc creusé encore plus dans les périodes favorables sur le plan économique. Il est donc important de souligner ici le décalage considérable existant entre la perception du passé et l'anticipation de l'avenir. Quel phénomène peut en effet expliquer le pessimisme des personnes âgées sur leurs conditions de vie personnelles futures ? Quelles menaces pèsent aussi lourdement sur les Français les plus âgés ? En matière de perception des conditions de vie personnelles passées, nous avons vu que les différences s'étaient principalement accrues selon le niveau de diplôme et non selon l'âge : les différences

entre groupes d'âge sont relativement stables, seuls les plus jeunes (moins de 25 ans) ayant rejoint les 25-39 ans parmi les plus satisfaits. Ce n'est donc pas seulement la perception de leurs conditions de vie actuelles qui peut expliquer le pessimisme des personnes âgées vis-à-vis de leurs conditions de vie futures. Les risques pesant sur le système de retraite par répartition peuvent peut-être expliquer une part de ces anticipations négatives, d'autant que de sombres prévisions sont régulièrement mises au devant de la scène médiatique sans que des modifications soient apportées au système. Il s'agit sans doute aussi en partie d'un effet "cycle de vie" : les jeunes débutent souvent leur vie professionnelle dans des conditions d'emploi peu avantageuses qui ne peuvent que s'améliorer par la suite, alors que les améliorations significatives de niveau de vie peuvent paraître plus improbables aux personnes âgées. En tout état de cause, cette opposition "optimisme-pessimisme" en fonction de l'âge est devenue l'un des plus forts clivages d'opinion de l'enquête. Il rejoint en intensité l'opposition "traditionalisme-modernisme" en matière de moeurs, qui tend au contraire à s'affaiblir au fil du temps.

Graphique 8
Perception des conditions de vie personnelles dans les 5 prochaines années :
% de réponses "elles vont s'améliorer"
en fonction de l'âge

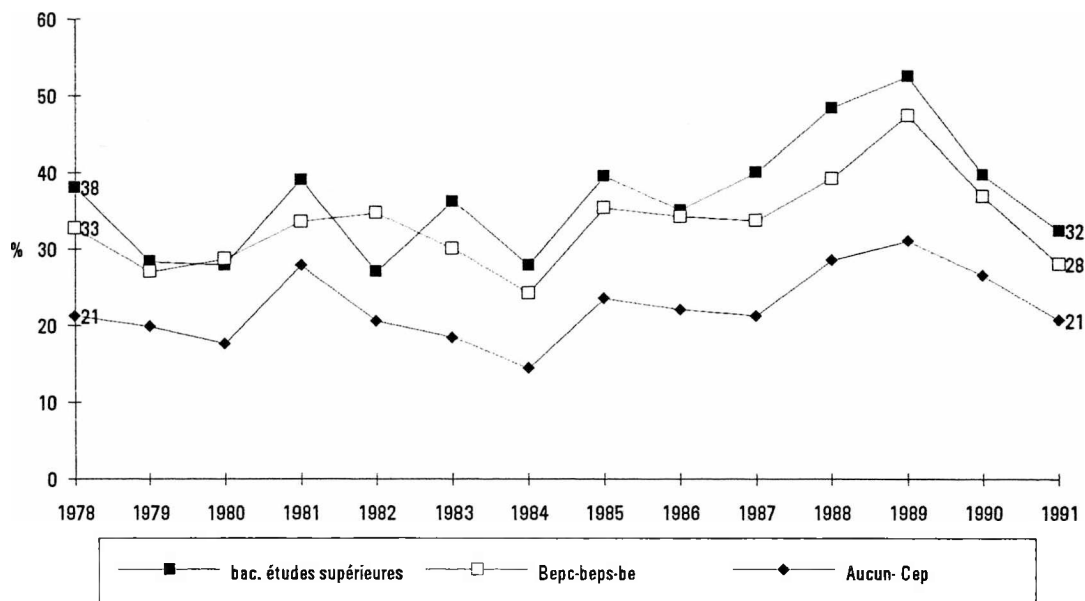


Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Les diplômés sont plus optimistes

Dans une moindre mesure, le diplôme semble jouer aussi un rôle sur la période : plus on est diplômé, et plus on est optimiste pour l'avenir. Mais ce rôle est assez constant au cours des treize années d'étude (graphique 9).

Graphique 9
Perception des conditions de vie personnelles
dans les 5 prochaines années : % de réponses "elles vont s'améliorer"
en fonction du niveau d'étude



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

4 - Un sentiment général de se restreindre, surtout aux âges médians

Le sentiment de devoir s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de son budget a eu tendance globalement à se diffuser dans la première moitié des années 80 et à se stabiliser, voire à se restreindre, depuis.

Tableau 1

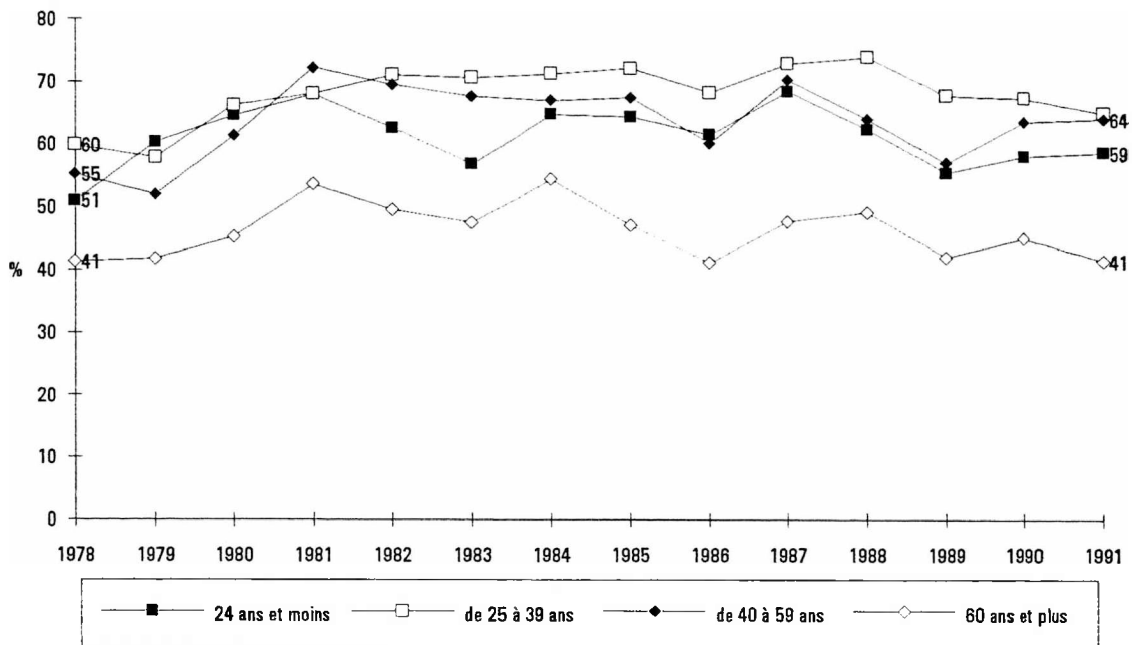
Part des Français qui déclarent s'imposer régulièrement des restrictions

	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
24 ans et moins	51	60	64	68	63	57	65	64	61	68	62	55	58	59
de 25 à 39 ans	60	58	66	68	71	71	71	72	68	73	74	68	67	65
de 40 à 59 ans	55	52	61	72	69	68	67	67	60	70	64	57	64	64
60 ans et plus	41	42	45	54	50	47	54	47	41	48	49	42	45	41
Ensemble	52	52	59	66	64	62	65	64	58	65	63	57	59	58

Source : CREDOC

Les personnes âgées ont moins le sentiment de se restreindre que les 25-60 ans, et ce, depuis le début de la période. On peut même noter une tendance à un léger accroissement des disparités de perception entre générations dans les années 80. Depuis 1983, les 25-39 ans sont, de plus en plus nettement, les plus nombreux à déclarer s'imposer des restrictions régulières (graphique 10).

Graphique 10
Part des Français qui déclarent s'imposer
régulièrement des restrictions



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Le sentiment de s'imposer des restrictions varie peu selon le niveau d'études ou le lieu de résidence. Corrélativement aux disparités selon l'âge, des différences de perception selon la PCS existent notamment entre les retraités et les actifs et entre les cadres-professions libérales et les employés - ouvriers. Mais ces différences sont stables dans le temps.

5 - Conclusion du chapitre "perception des conditions de vie"

En conclusion, ce premier chapitre sur la perception des conditions de vie passées et futures met en évidence un accroissement des disparités de perception, surtout dans la période 1984-1990. S'il fallait résumer ces évolutions multiples en une seule phrase, on pourrait dire que **les diplômés se distinguent de plus en plus par leur satisfaction vis-à-vis de leurs conditions de vie personnelles et les jeunes par leur optimisme croissant pour leurs conditions de vie futures**. Il serait cependant tout à fait inopportun de tirer de cette constatation un enseignement sur les conditions de vie réelles des Français. Les études réalisées par ailleurs montrent en effet que les

conditions de vie des personnes âgées, surtout de celles qui vivent en couple, se sont plutôt améliorées dans les années 80 et que celles des jeunes sont restées relativement stables¹.

Notons à ce sujet que les disparités de perception selon les caractéristiques socio-démographiques des répondants sont dans certains cas (par exemple pour l'âge) moins importantes quand elles se rattachent à des situations passées (niveau de vie personnel dans les dix dernières années) que quand elles sont purement prospectives (niveau de vie personnel dans les cinq prochaines années). Autrement dit, l'introduction d'un autre niveau de subjectivité dans le questionnement peut aboutir à une plus forte corrélation avec des données factuelles de type socio-démographique.

Tableau 2

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
niveau de vie personnel passé	=	0	+	=
niveau de vie des Français passé	—	—	+	—
conditions de vie futures	+	=	=	+
restrictions régulières	+	—	0	=

Symboles utilisés :

augmentation de l'intensité de la liaison :	+
stabilité de cette intensité :	=
diminution de cette intensité :	—
pas de liaison significative sur la période :	0

¹ G. HATCHUEL, V. PAYET-THOUVENOT, G. POQUET, "Les inégalités en France et leur évolution depuis une dizaine d'années", déjà cité.

Un second tableau synthétique permet de relativiser l'importance des évolutions mises en évidence dans le tableau 2. Des évolutions de disparités de perceptions significatives peuvent en effet aboutir, en fin de période, à des différences seulement moyennes si l'on part d'une situation où n'existe aucun lien. C'est le cas ici des différences d'appréciation du niveau de vie selon le niveau de diplôme, qui ont augmenté significativement dans la décennie 80, mais pas suffisamment pour atteindre, en fin de période, les niveaux de disparités selon l'âge ou la PCS.

Tableau 3

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
niveau de vie personnel passé	****	0	*	**
niveau de vie des Français passé	*	0	*	*
conditions de vie futures	****	*	**	***
restrictions régulières	***	0	0	**

Mode de lecture :

association très forte (valeur test ¹ strictement supérieure à 10) :	****
association forte (valeur test comprise entre 8 et 10) :	***
association relativement forte (valeur test comprise entre 5 et 7) :	**
association moyenne (valeur test de 3 ou 4) :	*
association faible ou inexistante (valeur test inférieure strictement à 3) :	0

¹ La valeur test utilisée ici pour estimer l'intensité d'un lien statistique entre deux variables qualitatives est le logit du complément à 1 de la probabilité d'indépendance associée au test du X². $\log(1-p)/p$ où p est la probabilité qu'on obtienne, sous hypothèse d'indépendance entre la variable d'opinion et la caractéristique socio-démographique, la valeur du test du X² qu'on a effectivement obtenu. Plus cette probabilité est faible, plus l'hypothèse d'indépendance est improbable, plus l'intensité du lien statistique peut être considéré comme fort, plus la valeur test est élevée. On considère habituellement qu'un lien statistique est probable quand la valeur-test est supérieure ou égale à 3.

Chapitre 2

Perception du cadre de vie et opinions sur le logement

1 - Perception du cadre de vie : généralisation de la satisfaction

De la fin des années 70 au début des années 90, les opinions des Français sur le cadre de vie quotidien ont été très positives et se sont même lentement améliorées. Pratiquement 85 % de la population se déclarent satisfaits dans les dernières années.

Tableau 4
Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien ?
Dans l'ensemble, en êtes-vous ...

Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Très satisfait	30	30	28	28	26	26	28	28	28	27	31	28	29	25
Satisfait	50	54	55	53	52	55	54	54	56	57	54	57	54	58
Peu satisfait	16	12	13	14	16	13	14	14	12	12	10	10	12	12
Pas satisfait du tout	5	4	4	5	5	6	5	5	4	4	4	5	4	4
Ensemble (y. c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

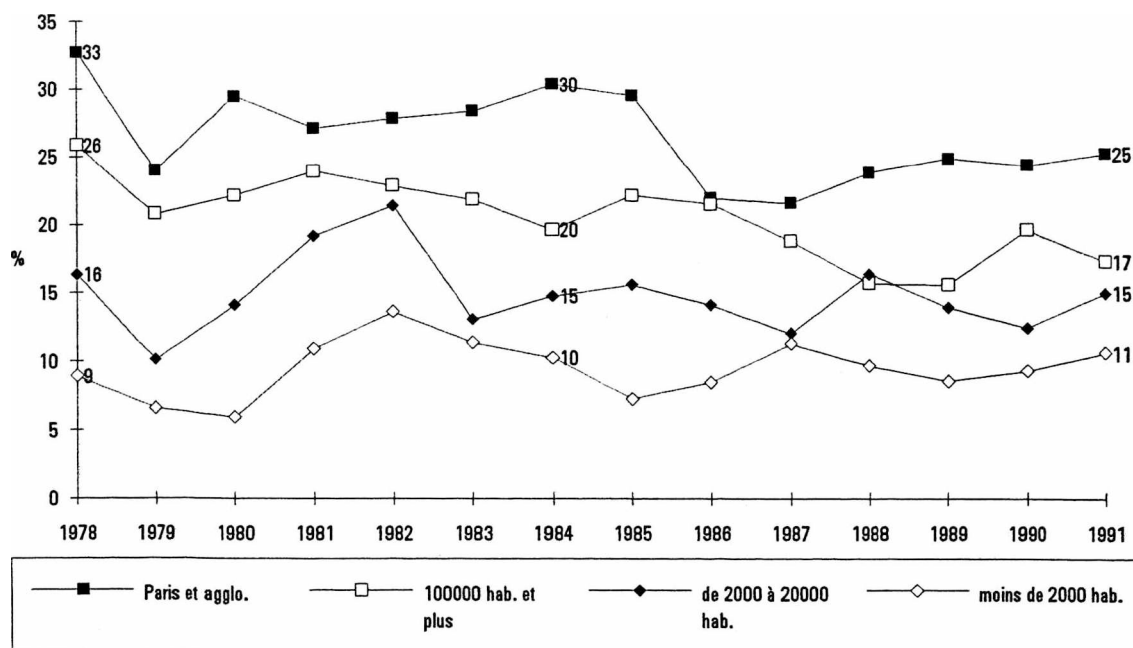
Les opinions ainsi exprimées dépendent essentiellement de la taille de l'agglomération, - plus celle-ci est petite, plus on est satisfait - et, dans une moindre mesure, de l'âge et de la catégorie socio-professionnelle. Ce sont les personnes âgées et les cadres qui sont le plus satisfaits. Le degré de satisfaction varie faiblement selon le niveau de diplôme en début comme en fin de période.

Pour tous ces sous-groupes socio-démographiques, il y a eu, dans les treize dernières années, réduction des divergences quant à l'appréciation portée sur le cadre de vie personnel. Une homogénéisation aussi générale est suffisamment rare dans le système d'enquêtes pour qu'il soit intéressant de la souligner : trois autres types d'opinions

seulement ont subi une évolution semblable : les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes (avec une ampleur encore plus importante, nous le verrons plus loin), la perception des inégalités d'accès aux soins de santé et les jugements sur la prise en charge des familles défavorisées. Cette homogénéisation des perceptions sur le cadre de vie ne signifie pas que celui-ci s'est objectivement amélioré là où il était le plus critiqué. Simplement, les catégories de Français parmi lesquelles figuraient le plus de mécontents à la fin des années 70 en comptent moins aujourd'hui.

Ainsi, les habitants de l'agglomération parisienne sont les plus mécontents et les ruraux les plus satisfaits. Mais l'ampleur des écarts entre ces groupes extrêmes s'est nettement réduite : **alors qu'environ 30% des Parisiens étaient insatisfaits en début de période, ils ne sont plus qu'un sur quatre au début des années 90. Les habitants des grandes villes de province sont aussi de moins en moins insatisfaits : un sur cinq en fin de période, contre un sur quatre en début.** Le pourcentage de ruraux mécontents de leur cadre de vie reste, au contraire, relativement stable, autour de 10% (Cf graphique 11).

Graphique 11
Part des insatisfaits de leur cadre de vie quotidien
selon la taille d'agglomération



Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

Les disparités d'appréciation en fonction de l'âge ont eu, elles aussi, tendance à se réduire. Les jeunes de 24 ans et moins étaient 35 % à être insatisfaits de leur cadre de vie en 1978, ils ne sont plus que 19 % en 1990. Les personnes âgées de 65 ans et plus étaient seulement 10 % à être mécontents en 1978, elles ne sont toujours que 12 % en 1990. Finalement, ce sont aujourd'hui les 25-34 ans qui sont les plus insatisfaits et non les plus jeunes (moins de 25 ans)¹.

Parallèlement, les différents types d'actifs (cadres, employés, ouvriers) sont de plus en plus satisfaits et se rapprochent des retraités, qui apprécient toujours autant leur cadre de vie. Parmi les actifs, les écarts entre les ouvriers - les plus nombreux à être mécontents- et les cadres ou professions libérales sont restés relativement stables.

2 - Perception du coût et de la taille du logement : maintien d'un certain mécontentement chez les 25-34 ans

2.1 La taille du logement : nette amélioration chez les plus jeunes (24 ans et moins)

Les Français sont globalement très nombreux à considérer que le nombre de pièces de leur logement est suffisant : 78 % en 1978 et 85 % en 1990.

Tableau 5
Le nombre de pièces d'habitation de votre logement vous semble-t-il suffisant pour une famille comme la vôtre ?

Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Oui	78	82	82	82	82	82	86	84	85	84	83	85	85
Non	22	18	18	18	18	18	14	16	15	16	17	15	15
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

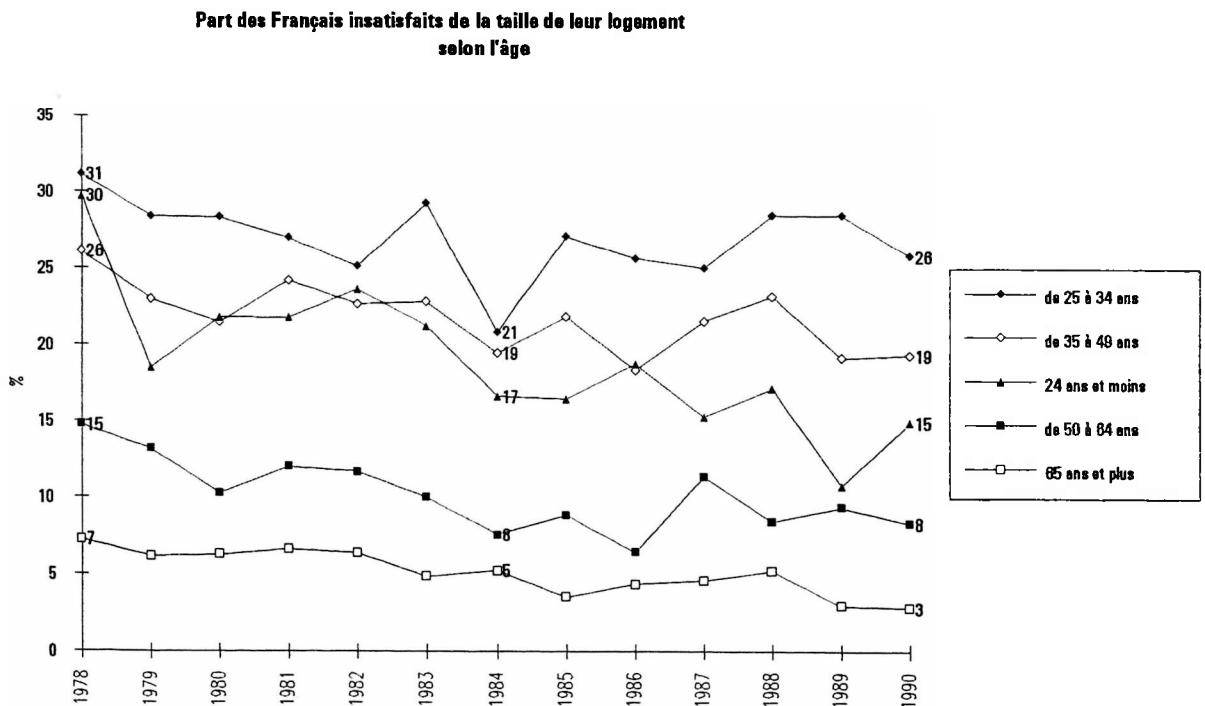
Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

¹ Plusieurs indicateurs de satisfaction se sont nettement améliorés dans les années 80 pour les moins de 25 ans : perception des conditions de vie futures, restrictions, cadre de vie, taille du logement, ..., phénomène sans doute lié à la solidarité familiale.

Cependant, quand on étudie les différences d'opinions entre catégories, on note de nettes différences selon l'âge : les 25-35 ans sont les plus mécontents et les personnes âgées les plus nombreuses à considérer la taille de leur logement comme suffisante. Les ruraux se sentent aussi plus à l'aise que les urbains et les retraités que les actifs, en particulier que les salariés. Mais il n'y a pas de différences de niveau de satisfaction entre cadres, employés et ouvriers.

Contrairement aux opinions sur le cadre de vie, la perception de la taille du logement ne tend pas à s'uniformiser entre les différents groupes socio-démographiques, sauf entre les ruraux et les habitants des grandes agglomérations. Les écarts entre classes d'âge se sont en particulier maintenus, voire même légèrement accrus. **Les opinions des jeunes de 24 ans et moins se sont spectaculairement améliorées** ; ce mouvement est sans doute lié à la prolongation de l'utilisation du domicile parental ou au retard de la vie en couple. De ce fait, les 25-34 ans se retrouvent isolés parmi les plus insatisfaits. Ils ont légèrement moins bénéficié de l'amélioration générale que les plus jeunes et, dans une moindre mesure, que leurs aînés (graphique 12).

Graphique 12



Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

2.2 Le coût du logement : maintien ou légère augmentation des difficultés des 25-34 ans

Parmi les trois indicateurs relatifs au logement et au cadre de vie, la perception du coût du logement est le seul à ne pas s'être amélioré globalement et même à avoir subi une évolution plutôt négative. Les dépenses de logement sont en effet de moins en moins souvent considérées comme "négligeables". Cependant, les opinions les plus défavorables ("très lourde charge" et "ne fait pas face") sont stables.

Tableau 6

Les dépenses de logement représentent-elles pour votre budget personnel (ou celui de votre foyer) ?

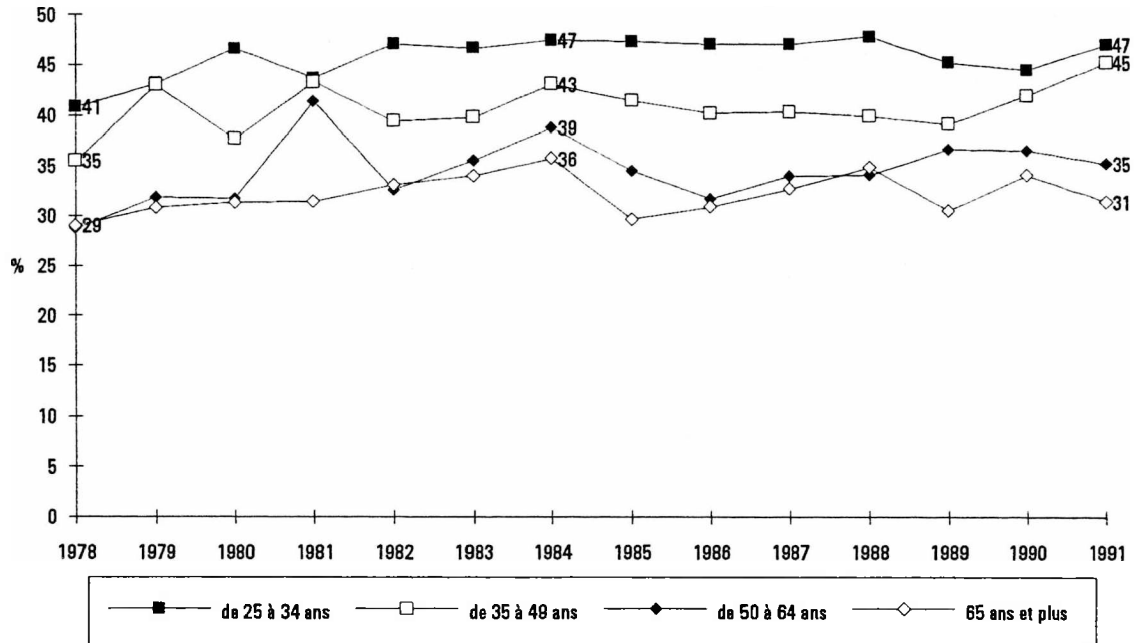
Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Une charge négligeable	15	16	16	13	14	16	12	15	14	11	11	10	11	12
Une charge que vous pouvez supporter sans difficulté	48	43	43	44	45	43	43	44	45	47	47	50	46	44
Une lourde charge	28	31	30	34	32	33	34	33	32	34	32	31	33	34
Une très lourde charge	5	6	6	5	6	5	7	5	5	5	6	5	5	5
Une charge à laquelle vous ne pouvez faire face	1	1	2	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	2
Ensemble (y c non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

Par ailleurs, les différences de perceptions des dépenses de logement selon les groupes sociaux se maintiennent et restent en particulier importantes entre classes d'âge. Les 25-34 ans sont près d'un sur deux à considérer leurs dépenses de logement comme "lourdes ou très lourdes" ou à "ne pas pouvoir y faire face" alors que les personnes âgées de 65 ans et plus ne sont qu'une sur trois à être dans ce cas (graphique 13).

Graphique 13

Part des Français considérant leurs dépenses de logement
comme "une lourde charge", "une très lourde charge",
ou "une charge à laquelle ils ne peuvent pas faire face"



Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

Enfin, les différences de perception des dépenses de logement entre les habitants de grandes agglomérations et les ruraux ont eu tendance à s'atténuer.

3 - Conclusion du chapitre "cadre de vie, logement"

Peut-être en raison de la rurbanisation et du peuplement des banlieues lointaines, l'ensemble des différences d'opinions sur le logement et le cadre de vie ont eu globalement tendance à se réduire sensiblement entre les habitants des grandes villes et les résidents des plus petites agglomérations ou les ruraux (cf tableau 7).

Les différences d'appréciation selon l'âge, le diplôme ou la PCS sont restées globalement stables ou ont eu tendance à se réduire légèrement.

Tableau 7
Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons:

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
perception du cadre de vie quotidien	—	—	0	—
opinion sur les dépenses de logement	+	—	=	=
satisfaction à propos de la taille du logement	=	—	=	—

Les évolutions dissensuelles sont très rares dans ce chapitre : seule la permanence de la perception négative des dépenses de logement des adultes jeunes s'oppose à l'amélioration de la perception des autres classes d'âge et contribue au léger accroissement des disparités de perception des dépenses de logement.

Enfin, l'amélioration de la perception du cadre de vie quotidien se retrouve dans tous les groupes sociaux. Il s'agit là d'une des évolutions les plus consensuelles de cette étude. Ce sujet suscite, dans les années les plus récentes, peu de disparités d'opinions selon les caractéristiques socio-démographiques. Le seul critère de différenciation significatif reste la taille d'agglomération. Par contre, sur la taille et le coût du logement, des disparités d'appréciation assez fortes se maintiennent principalement selon l'âge et la PCS (Tableau 8).

Tableau 8
Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-90)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
perception du cadre de vie quotidien	*	**	0	*
opinion sur les dépenses de logement	***	*	0	***
satisfaction à propos de la taille du logement	***	**	0	**

Chapitre 3

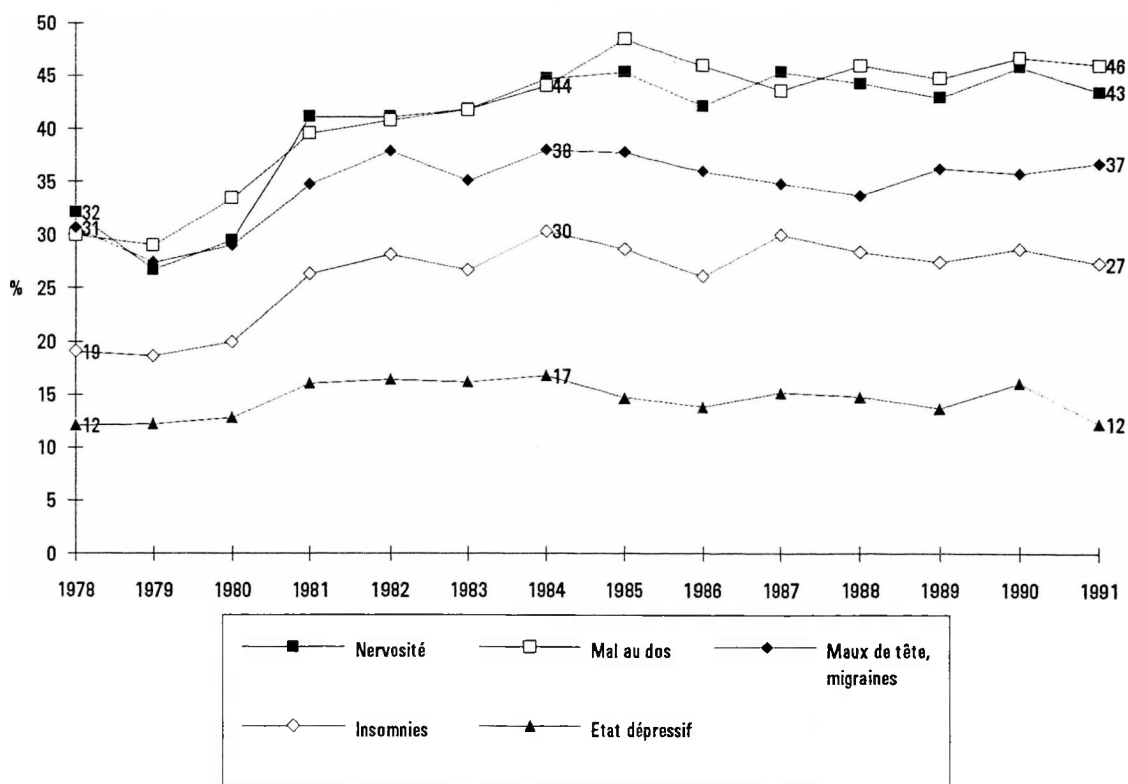
Maux de société et état de santé ressenti

1 - Symptômes : le "malaise" croissant des femmes au foyer

Pour tous les types de "symptômes", "maux" ou "affections" recueillis par l'enquête "Aspirations et conditions de vie", on peut observer deux périodes bien distinctes : de 1978 à 1984 environ, une augmentation nette et plutôt régulière ; de 1985 à 1990, une grande stabilité. Maux de tête, de dos, insomnies, nervosité et état dépressif ont suivi en effet la même évolution générale. Quelques variantes légères sont cependant à signaler : les maux de tête ont cessé de se diffuser en 1982, les insomnies en 1984, la nervosité et le mal au dos en 1985. L'état dépressif a gagné un peu de terrain entre 1978 et 1981 seulement.

Graphique 14

Avez-vous souffert au cours des quatre dernières semaines de...?



Source : Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

Par ailleurs, l'ampleur des mouvements observés est variable. En 1978-1979, trois symptômes se partageaient la première place : maux de tête, mal au dos et nervosité. Depuis 1985, **mal au dos et nervosité ont "distancé" les maux de tête**. En revanche, les insomnies et l'état dépressif restent chacun à leur place respective dans le bas du tableau.

Mais ce mouvement d'augmentation des symptômes déclarés au début de la décennie 1980 n'est pas synonyme d'une insatisfaction croissante vis-à-vis de l'état de santé personnel, nous le verrons au chapitre suivant.

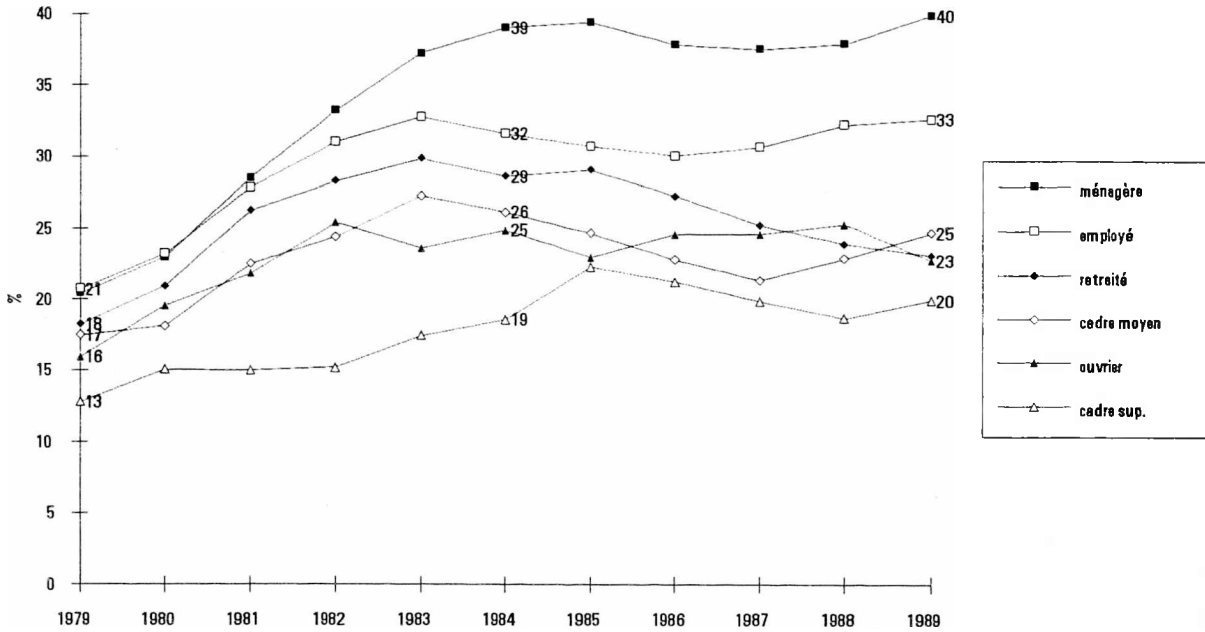
Si l'on construit un indicateur du nombre de symptômes déclaré, on relève bien évidemment une évolution identique à celle de chacun d'entre eux. Mais ce qui nous intéresse ici est davantage la "déclaration de symptômes" que le fait d'avoir l'un d'entre eux précisément ; c'est la raison pour laquelle nous utiliserons plutôt cet indicateur général. **Le fait de déclarer des "maux" ou des "symptômes" est peu lié à l'âge** (contrairement à la morbidité recueillie par des médecins). **La déclaration de "maux" n'est pas non plus très corrélée au niveau d'études**. La profession (ou l'activité) et le sexe sont en revanche des critères discriminants. En particulier, **les femmes au foyer, et dans une moindre mesure, les employé(e)s déclarent nettement plus de petites affections que les actifs et même que les retraités**. Ce sont d'ailleurs les pensionnés, les ouvriers et les cadres supérieurs qui déclarent le moins souvent souffrir de 3 maux ou plus au début des années 90.

Les écarts de déclaration entre catégories socio-professionnelles se sont nettement accrues dans les années 80. Les femmes au foyer ont conforté leur position : elles sont près de 40% à déclarer souffrir de trois maux ou plus alors qu'elles n'étaient que 20% à la fin des années 70 (graphique 15).

On peut rapprocher ce phénomène de la montée des inquiétudes chez les femmes âgées de 50 ans environ ou chez les employés. Déclaration de symptômes et inquiétudes sont en effet statistiquement liées.

Graphique 15

Part de ceux qui déclarent souffrir d'au moins trois "maux"



On a effectué exceptionnellement un lissage en moyenne mobile centrée d'ordre trois pour faciliter la lecture du graphique assez chargé (6 séries)

Source CREDOC

Nous manquons de clés pour interpréter cette expression grandissante de "malaises" chez les femmes au foyer et les employés. Elle n'est pas synonyme d'une insatisfaction croissante vis-à-vis de l'état de santé personnel. Les causes purement "médicales" semblent donc être à exclure a priori. Un accroissement de disparités de perception s'observe également entre les diplômés et les non diplômés, qui ont tendance à déclarer plus de maux. Mais cet écart demeure assez faible.

2 - Perception de l'état de santé : les personnes âgées les plus insatisfaites

Par rapport aux personnes de leur âge, les Français sont presque tous satisfaits de leur état de santé : entre 80% et 90% d'entre eux selon les années. La perception de l'état de santé aurait même tendance à s'améliorer légèrement (cf tableau 9).

Tableau 9
Par rapport aux personnes de votre âge, pensez-vous que votre état de santé est...?

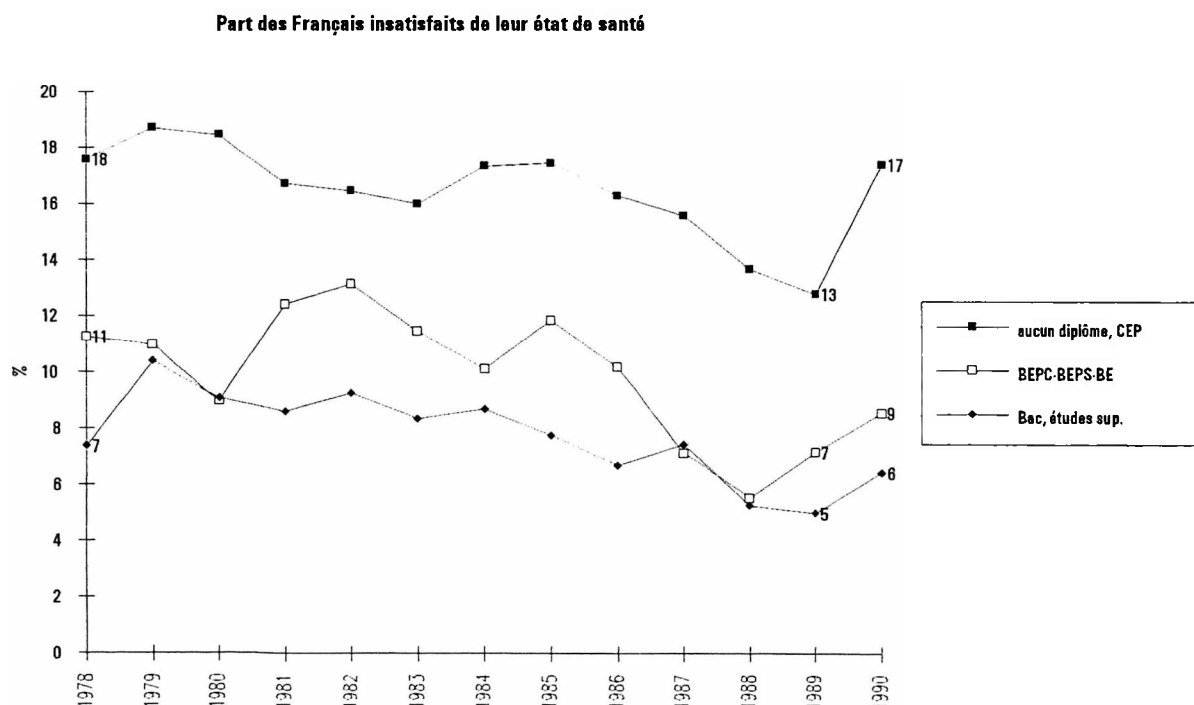
Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Très satisfaisant	27	27	28	28	25	27	27	25	26	26	28	26	25	27
Satisfaisant	58	56	56	58	61	59	58	60	60	61	61	64	62	63
Peu satisfaisant	12	13	13	12	13	11	12	12	11	10	9	8	11	8
Pas du tout satisfaisant	3	3	3	3	2	3	2	2	2	3	2	1	2	2
Ens. (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC

Cette lente amélioration ne cache pas de mouvement structurel : Les jeunes sont toujours les plus satisfaits et les personnes âgées les plus insatisfaites, les différences de jugement entre classes d'âge ne bougeant pratiquement pas. Les disparités de perception selon le niveau d'études sont restées aussi relativement stables dans la période, malgré quelques inflexions ponctuelles (graphique 16).

Enfin, le croisement de l'âge et du niveau de diplôme montre qu'à âge égal, les différences de perception de l'état de santé selon le niveau de diplôme sont sensibles : les non-diplômés sont toujours les plus insatisfaites.

Graphique 16



Source : CREDOC

3 - Conclusion du chapitre "perception de l'état de santé"

La perception de l'état de santé personnel et la déclaration de "maux" varient relativement peu selon les caractéristiques socio-démographiques courantes. La perception de l'état de santé personnel par rapport aux personnes du même âge est plus négative quand l'âge augmente ou quand le niveau d'études diminue. Le nombre de maux déclarés est plus fort pour les femmes au foyer et les employé(e)s. Ces écarts se maintiennent en général ou s'aggravent légèrement entre la fin des années 70 et le début des années 90.

Tableau 10

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
nombre de "maux"	0	=	+	+
état de santé ressenti	=	0	+	-

L'augmentation de la déclaration des "maux" par les femmes au foyer, et dans une moindre mesure, par les employés est sans doute le phénomène marquant de ce chapitre.

Tableau 11

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
nombre de "maux"	0	0	0 ¹	**
état de santé ressenti	**	0	**	*

¹ La significativité de ce lien est encore faible, mais en progrès. Il n'est donc pas contradictoire d'avoir en évolution une intensification du lien et en "statique" une absence de lien vraiment significatif

Chapitre 4

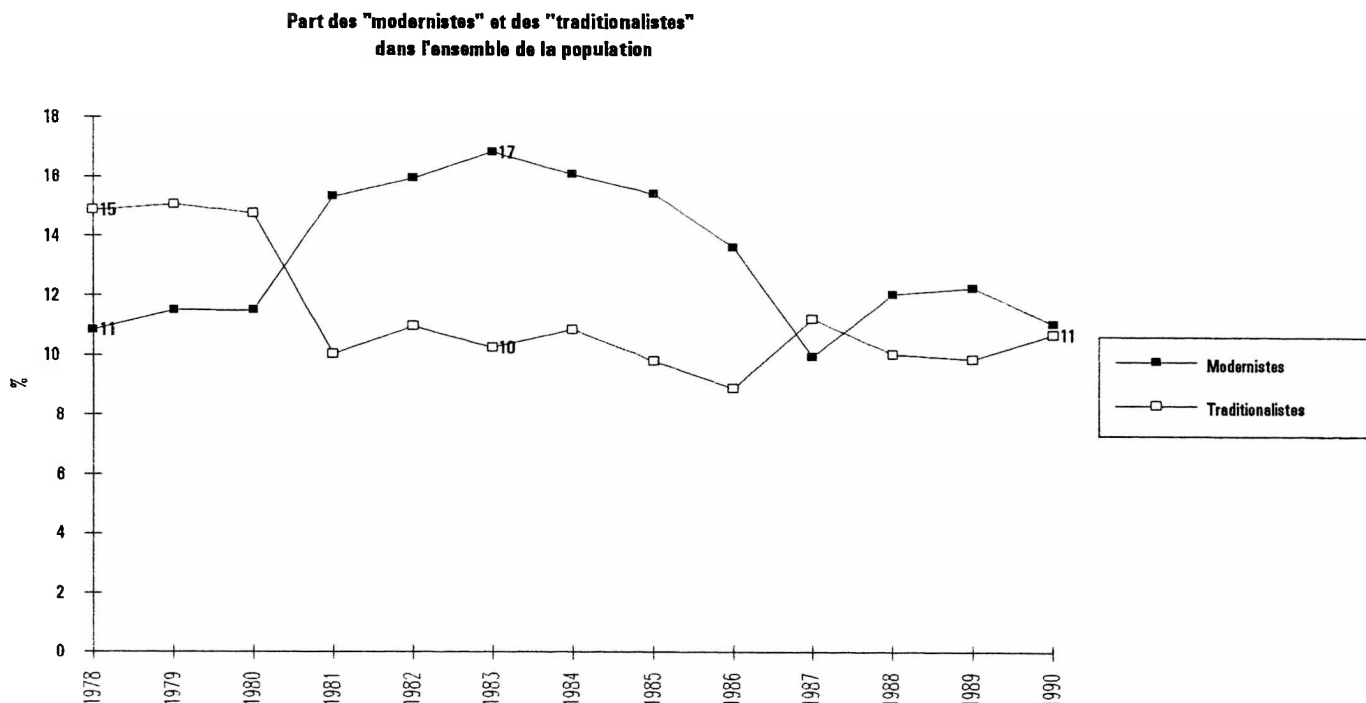
Modernisme et traditionalisme : une uniformisation partielle des opinions

La décennie 80 est caractérisée par l'augmentation, puis la régression dans la population française d'opinions "modernistes", en particulier dans les groupes initialement plus favorables au "libéralisme en matière de moeurs", c'est-à-dire les diplômés et les jeunes par exemple. Finalement, le poids des personnes qualifiées de "modernistes" ne s'est pas largement modifié en dix ans : 12 % de la population en fin de période, alors qu'il était de 11 % en 1978 (graphique 17). Mais il est en diminution par rapport au milieu de la période (plus de 15 % en 1983). Par modernisme, nous entendons ici l'opinion qui considère simultanément que "la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu", que "le mariage est une union dissoluble par simple accord des deux parties", et que "les femmes devraient travailler quand elles le désirent". A l'opposé, les traditionalistes sont ici ceux qui estiment que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu", que "le mariage est une union indissoluble", et que "les femmes ne devraient jamais travailler, ou jamais lorsqu'elles ont des enfants en bas âge".

Ce retournement d'opinion depuis 1983 est cependant d'ampleur limitée : les différences d'attitudes sur la famille, le mariage ou le travail féminin sont tellement liées aux caractéristiques socio-démographiques (âge, niveau d'études et, dans une moindre mesure, urbanisation) que les clivages existant au début des années 80 restent toujours valables : les jeunes sont plus modernistes que les personnes âgées, les diplômés plus que les non-diplômés, les parisiens plus que les ruraux. Simplement, les écarts se sont amoindris et les opinions partiellement uniformisées. On pourrait comparer ce phénomène à l'amortissement mécanique d'un choc brutal par un ressort: la révolution libérale en matière de moeurs des années 60-70 aurait suscité une réaction vers "moins de modernisme", de bien plus faible ampleur, qui déboucherait sur une stabilisation ou sur des évolutions plus lentes. Cette réaction vers "moins de modernisme" est plus forte dans les groupes sociaux ou démographiques qui ont justement vécu dans les années 70 et au début des années 80 le plus fort mouvement vers le "modernisme" telle la catégorie des "jeunes diplômés urbains" (graphique 18). Elle est plus faible ou quasiment inexistante dans les catégories qui,

au contraire, n'avaient pas été touchés par le mouvement. L'analogie avec la mécanique peut être de nouveau évoquée ici : le mouvement vers "moins de modernisme" serait analogue à la force de rappel d'un ressort qui agirait proportionnellement au choc initialement exercé.

Graphique 17

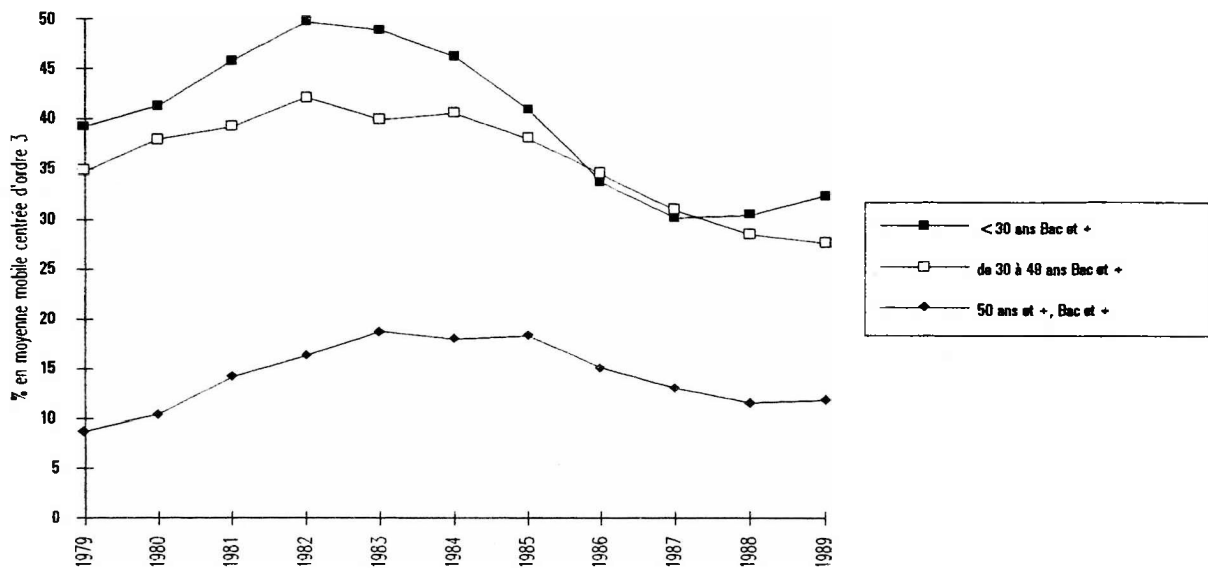


source : Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

Cette évolution générale en deux temps (extension du noyau moderniste jusqu'en 1983, puis reflux) ne se traduit pas de façon similaire quand on étudie séparément chacune des trois opinions qui définissent l'appartenance aux groupes dits "modernistes" ou "traditionalistes". Globalement, les opinions sur la famille, le mariage ou le travail féminin sont assez stables et sont moins nettement affectées par des courbes "en cloche" ou "en U" qui manifesteraient un aller-retour. Les opinions favorables au travail féminin sont même en légère hausse. Mais cette stabilité globale dissimule une uniformisation qui se traduit par des évolutions contradictoires dans différents sous-groupes.

Graphique 18

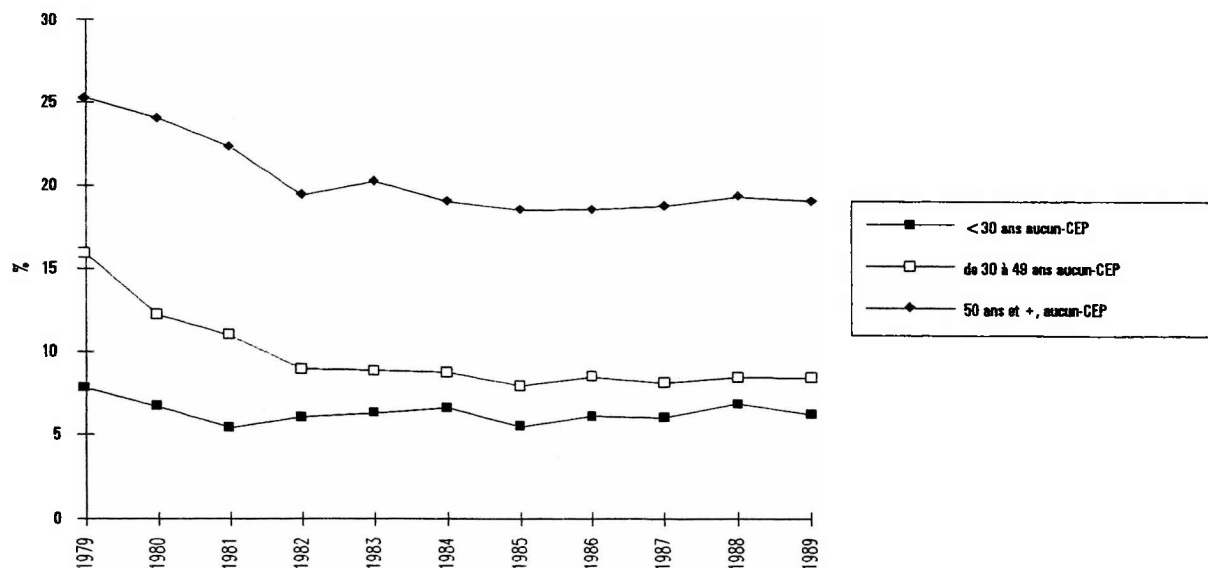
Part des "modernistes" chez les diplômés
selon leur classe d'âge



Source Crédoc

Graphique 19

Baisse puis stabilisation du traditionalisme
chez les non-diplômés



Source Crédoc

Cette uniformisation des opinions est assez forte en ce qui concerne les opinions sur le mariage et, dans une moindre mesure, sur la famille. Elle est nettement plus faible dans le domaine des opinions sur le travail féminin, parce que **les groupes de Français les plus favorables au libre travail des femmes ne sont pas revenus à leurs attitudes antérieures.**

1 - La famille :

La famille constitue l'unique endroit "où l'on se sent bien et détendu" pour plus des deux tiers des Français, en 1978, comme en 1983 ou 1990. Les opinions de l'ensemble de la population sur cette question sont à peine affectées par une légère décroissance de 1982 à 1986, qui n'excède pas 10%.

Tableau 12
Etes-vous d'accord avec l'idée suivante : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu" ?

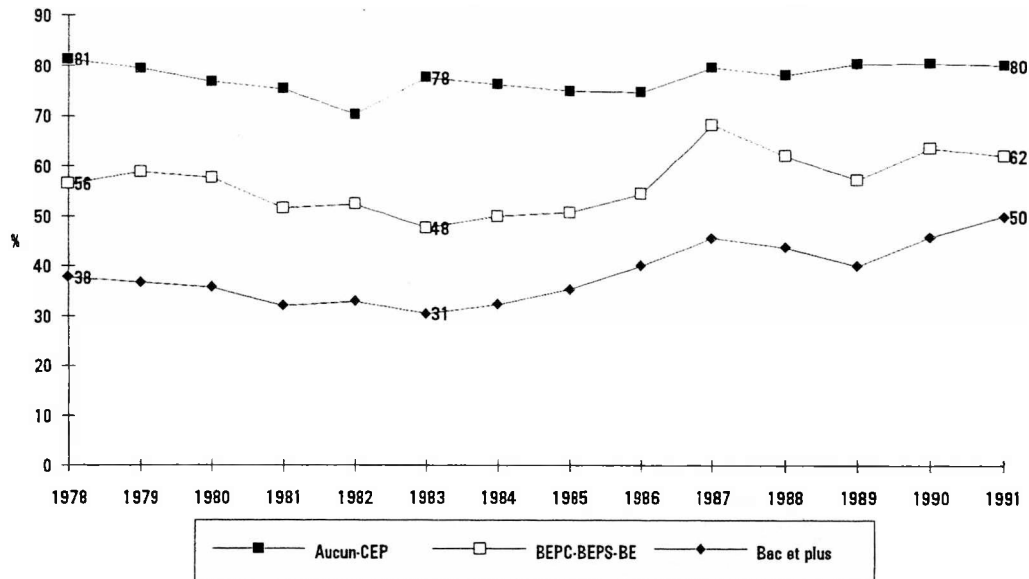
années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Oui	70	69	67	64	61	63	63	63	64	70	68	66	69	69
Non	30	31	33	36	39	37	37	37	36	29	32	34	31	31
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC

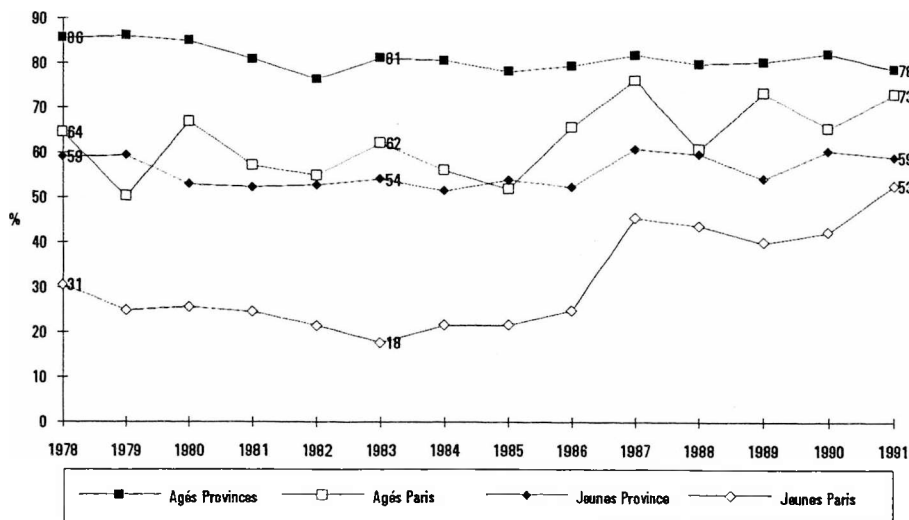
Cette stabilité d'ensemble cache des disparités profondes, qui sont le signe de lourdes mutations dans la société française au cours des années 80. En effet, les catégories les plus centrées sur la famille en 1978 (habitants des zones rurales, non diplômés, personnes âgées) le sont moins ou autant en 1990, tandis que les catégories les moins attachées à la famille en début de période (diplômés de l'enseignement supérieur, Parisiens, jeunes) le sont plus à la fin des années 80. Par exemple, les jeunes de moins de 40 ans vivant en région parisienne sont, depuis 1987, au moins 4 sur 10 à considérer que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" alors qu'ils n'étaient que 20 à 30% dans les années précédentes (graphique 21). Les diplômés du bac ou d'études supérieures qui étaient 38% à être de cet avis en 1978 et seulement 31% en 1983, ont depuis cette date des positions de plus en plus favorables à la famille (graphique 20).

Néanmoins, la hiérarchie des âges, diplômes et lieux d'habitation est toujours respectée en 1990 : on est d'autant plus centré sur la famille qu'on est moins diplômé, plus âgé ou provincial. Simplement, comme pour le "modernisme" en général, les écarts entre ces différentes catégories de la population se sont resserrés.

Graphique 20
"La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"
selon le niveau de diplôme d'enseignement général



Graphique 21
Pourcentage d'accord avec l'idée selon laquelle
"La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"
selon l'âge et la zone de résidence



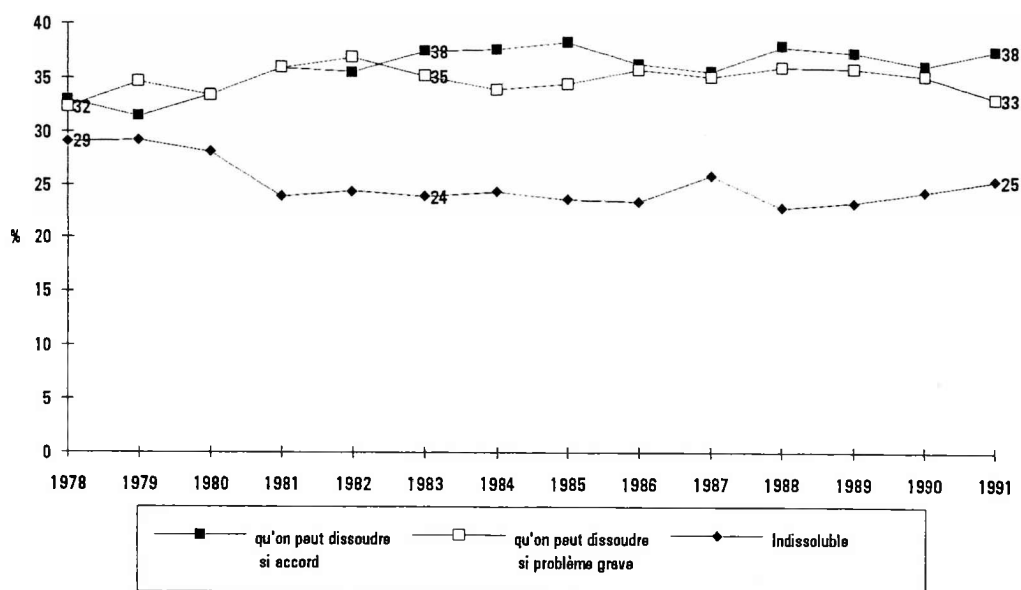
Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

2 - Pour les Français, le mariage n'est pas une union indissoluble

En 1978, les Français étaient assez également partagés entre trois avis : "Le mariage est une union indissoluble", "Le mariage est une union qui peut être dissoute en cas de problème grave" et "Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties" (ces modalités remportaient les suffrages de respectivement 28, 32 et 33 % des Français).

Au début des années 80, un rééquilibrage s'est opéré en faveur de la dissolubilité du mariage, aussi bien sur simple accord qu'en cas de problème grave. Depuis 1981-82, on ne note plus d'évolution sensible sur ce sujet (graphique 22).

Graphique 22
Le mariage est une union...



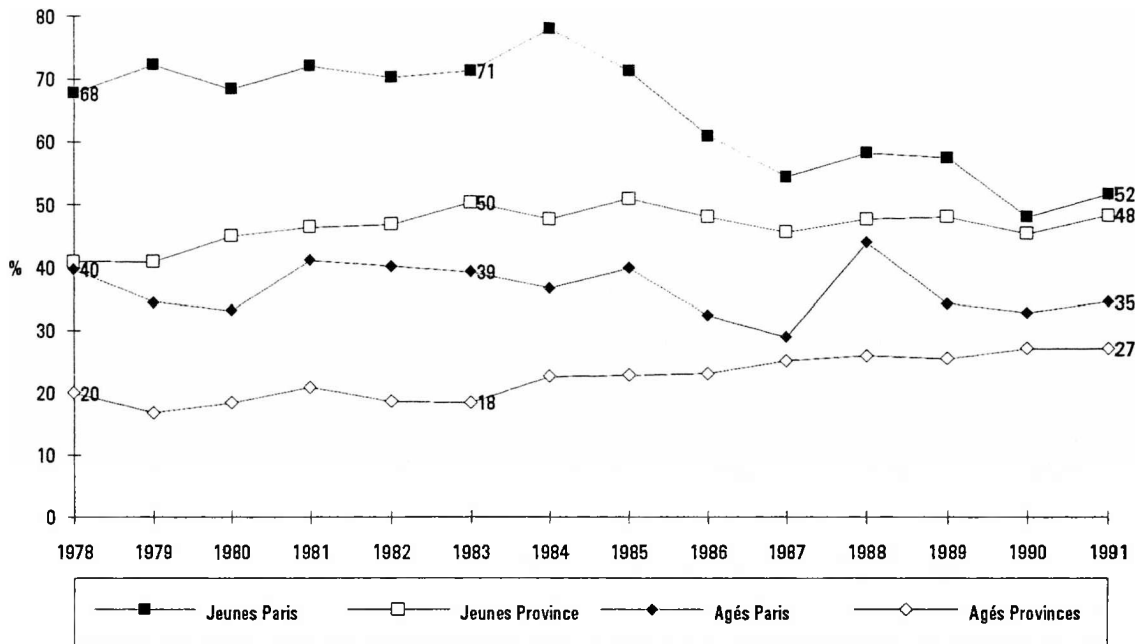
Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Encore une fois, l'évolution d'ensemble cache des mouvements contrastés suivant les groupes sociaux. Intéressons-nous par exemple à la modalité la plus "permissive" : "le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties". Dans l'ensemble de la population, cette modalité est passée de 33 à 37% entre 1978 et 1990. Au sein du groupe des plus diplômés (Bac et plus), cette modalité évolue pendant la même période de 53 à 46% ; au sein du groupe des moins diplômés, de 27 à 30% (graphique 24). Les extrêmes se rapprochent, bien que l'écart reste encore conséquent. On observe un rapprochement encore plus important entre les opinions

des Parisiens et des Provinciaux, et un peu plus faible entre les plus jeunes et les plus âgés (graphique 23).

Graphique 23

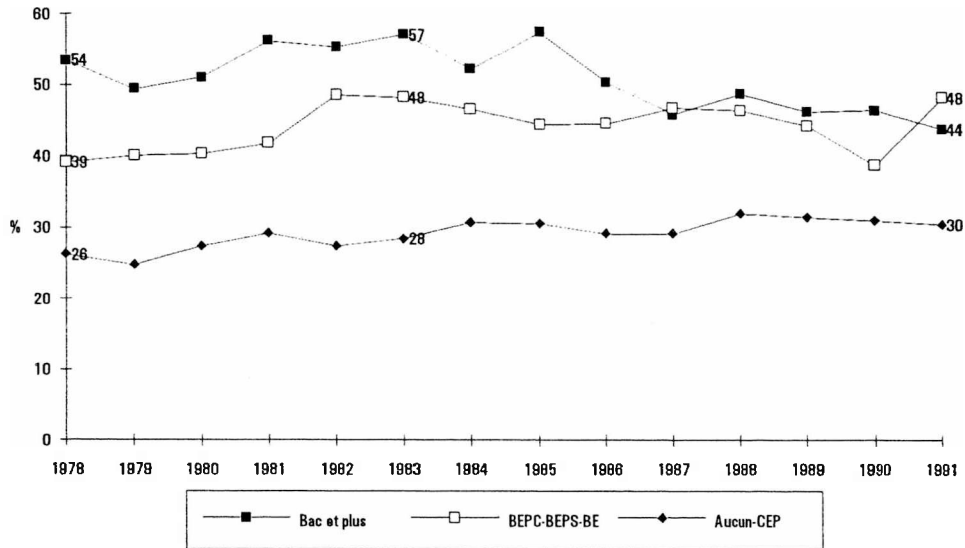
Pourcentage d'accord avec l'idée selon laquelle
"le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties"



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Dans le domaine des opinions concernant le mariage, les clivages qui étaient les plus pertinents en 1978 (diplôme, âge, lieu d'habitation) le restent donc en 1990. Mais les différences mises en évidence il y a une dizaine d'années se sont estompées, pour présenter une société française plus homogène de ce point de vue. Les évolutions sont ici similaires à celles des opinions sur la famille, mais sensiblement plus fortes.

Graphique 24
"Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties"
% d'accord selon le niveau de diplôme d'enseignement général



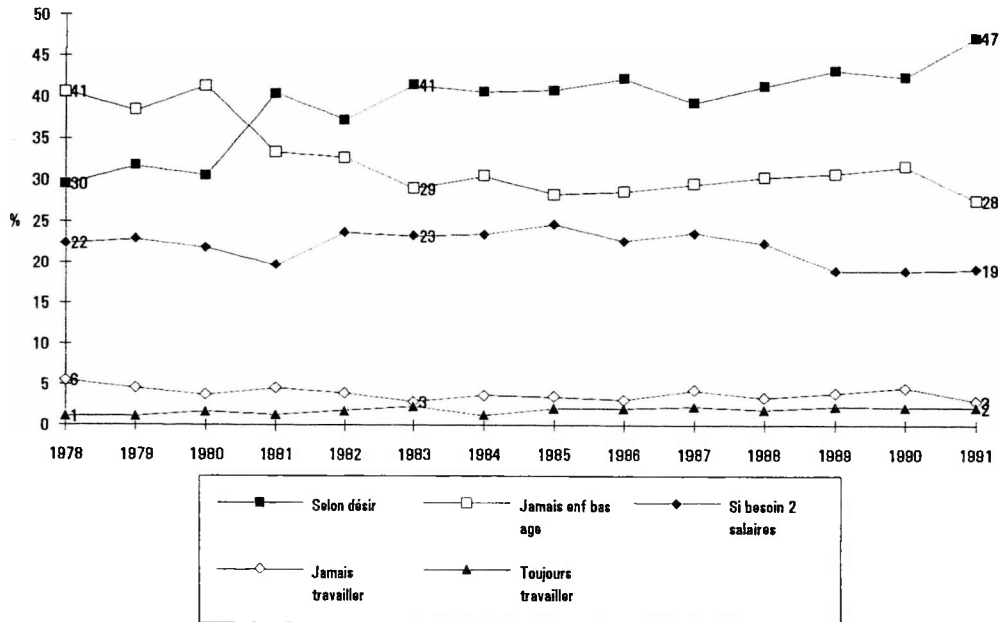
3 - Des opinions sur le travail des femmes bouleversées en 1981

Les transformations politiques qu'a connues la France en 1981 ont sans doute marqué l'évolution des opinions au sujet du travail des femmes. En 1980, plus de 40% des Français estimaient que les femmes ne devaient jamais travailler lorsqu'elles avaient des enfants en bas âge, et 30% qu'elles devaient travailler selon leur désir. A la fin de 1981, la hiérarchie est inversée : 40% d'opinions favorables au libre travail des femmes, 32% d'opinions opposées à leur travail en cas d'enfant en bas âge. Ces deux tendances, l'une à la hausse, l'autre à la baisse, se poursuivent tout au long de la décennie 80, bien que sur une pente plus légère. On parvient ainsi en 1990 à 43% de personnes favorables au libre travail des femmes, et 31% d'opposants à leur activité lorsqu'elles ont des enfants en bas âge. L'inversion des rapports de force intervenue en 1981 dans le domaine des opinions sur le travail des femmes, s'est donc durablement maintenue dans la société française¹. Parmi les trois opinions "modernistes", le libre travail des femmes est la seule qui progresse de façon sensible pendant les années 80 et au début des années 90, même si cette progression est lente.

¹G. HATCHUEL, "Activité féminine et jeune enfant", Crédoc, Collection des rapports, N° 95, Février 1991.

Graphique 25

Opinion sur le travail des femmes



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Cette légère progression s'explique à la fois par la diffusion d'opinions favorables au libre travail des femmes dans les catégories initialement les plus réfractaires (moins diplômés, personnes âgées, ruraux), et par la stagnation (et non le recul) du pourcentage d'opinions favorables au sein des catégories initialement les plus enthousiastes (diplômés de l'enseignement supérieur, Parisiens, jeunes). Les écarts restent bien sûr assez importants en 1990 selon chacun des critères (diplôme, âge, et, plus faiblement, lieu d'habitation). Cependant, une certaine homogénéisation a eu lieu sur ce thème, même si elle est de moindre ampleur que celle concernant les opinions sur la famille et le mariage, car elle est unilatérale : seuls les Français initialement les plus défavorables au libre travail féminin se sont rapprochés de la moyenne.

4 - Conclusion du chapitre

Il ne faudrait certes pas exagérer l'impact de la tendance à l'uniformisation des opinions sur la famille, le mariage et le travail féminin (cf tableau de synthèse sur les évolutions). Les points de vue restent en effet parmi les plus fortement liés aux caractéristiques socio-démographiques des répondants au début des années 90 (cf tableau 14)¹

D'autre part, les liens entre ces trois opinions sont de moins en moins étroits : l'affaiblissement du pôle moderniste à la fin des années 80 et la stagnation du noyau traditionaliste marquent peut-être le début d'une dissociation entre des tendances divergentes. Ainsi, les opinions favorables au libre travail féminin sont relativement peu menacées dans leur développement, puisqu'elles restent très majoritairement soutenues par les jeunes et les diplômés et que les groupes les moins favorables tendent à se rapprocher de la moyenne. En revanche, la dissolubilité du mariage par simple accord des deux parties est rejetée par une part croissante des jeunes et des diplômés. D'autre part, une question sur les raisons du mariage est posée depuis quelques années dans l'enquête "conditions de vie et aspirations des Français". Elle montre que ceux qui désignent "l'engagement profond" comme raison principale sont en augmentation régulière : 48% en 1987 et 52% en 1990. La "pression de la famille" et "l'intérêt des enfants" sont en diminution. Toutes ces raisons conduisent à faire l'hypothèse que la fidélité dans le couple (marié ou non) est une valeur en hausse de façon non conjoncturelle et qu'un renversement de tendance a eu lieu.

Tableau 13

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille agglo.	diplôme	PCS
modernisme/traditionalisme	—	—	—	—
opinion sur la famille	—	—	—	—
opinion sur le mariage	—	—	—	—
opinion sur le libre travail des femmes	=	—	—	=

¹ Ce sont les seules variables d'opinion dont le croisement avec des variables socio-démographiques telles l'âge, la PCS, le niveau d'études, le degré d'urbanisation, obtiennent des valeurs tests supérieures à 10 dans les années récentes. Seul l'optimisme sur les conditions de vie futures croisé avec l'âge obtient un tel score.

Tableau 14

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
modernisme/traditionalisme	****	**	****	***
opinion sur la famille	****	**	****	****
opinion sur le mariage	****	*	***	***
opinion sur le libre travail des femmes	***	*	****	****

Chapitre 5

Utilité des découvertes scientifiques et opinions sur la diffusion de l'informatique

Les opinions des Français sur le progrès technique ont l'allure d'un compromis qui résulterait d'une forte contradiction entre la satisfaction du consommateur et la méfiance du travailleur. D'un côté, les Français déclarent, en 1990 comme avant, que les découvertes scientifiques améliorent la vie. Ce point de vue s'exprime avec modération, les réponses "améliorent un peu la vie" l'emportant sur les positions plus tranchées ("améliorent beaucoup la vie").

Tableau 15

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation
vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne ?

Années	en %													
	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Un peu	53	50	52	53	56	54	57	56	55	54	56	59	56	58
Beaucoup	33	37	36	35	31	32	30	33	31	31	28	29	32	33
Pas du tout	14	12	12	11	13	14	12	11	13	14	15	11	11	10
Ensemble (y.c. non-réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

D'un autre côté, l'évolution des opinions sur la diffusion de l'informatique est différente selon la période d'étude : de plus en plus souvent tenue pour souhaitable entre 1979 et 1984, cette diffusion est, depuis lors, de moins en moins désirée par les Français. Cette évolution significative ne change pas cependant l'ordre de préférence entre les trois adjectifs proposés pour caractériser cette diffusion : elle est en premier lieu considérée comme "inévitabile", puis comme "souhaitable", enfin comme "regrettable".

Tableau 16
Considérez-vous la diffusion de l'informatique comme une chose...?

Années	79	80	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Souhaitable	22	27	29	34	39	40	36	36	36	36	33	33
Peu souhaitable, mais inévitable	54	47	47	48	46	48	50	51	52	51	52	54
Regrettable et dangereuse	20	21	22	15	13	9	13	11	11	12	14	13
Ensemble (y.c. non-réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC

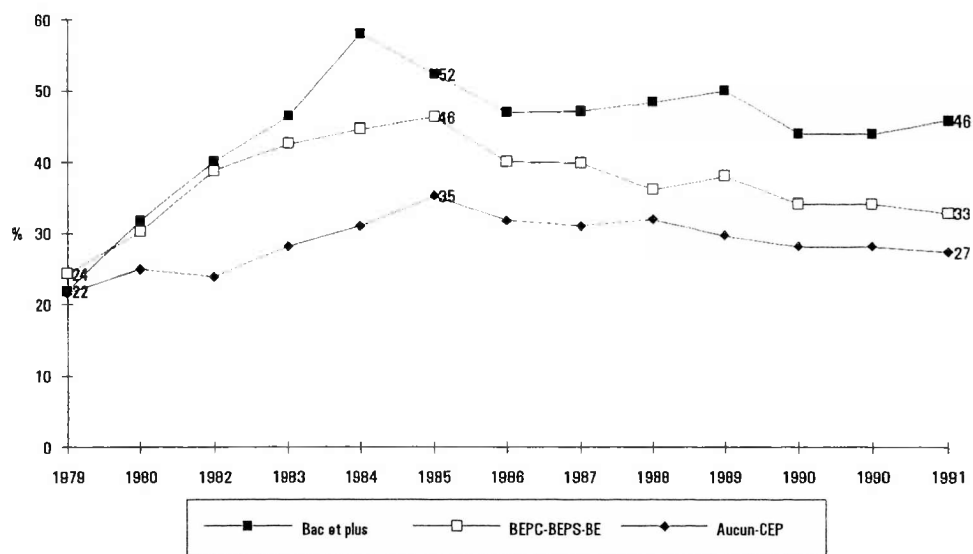
Mais, pour les deux questions, des différences de point de vue se manifestent notamment selon le niveau d'études et depuis les années 83-84 : **les diplômés se distinguent par une appréciation nettement plus positive que l'ensemble de la population.**

1 - La diffusion de l'informatique :

Dans la première période d'augmentation des souhaits de la diffusion de l'informatique (1979-1984), les écarts d'appréciation selon le niveau de diplôme et l'âge ont eu tendance à s'accroître régulièrement. Les oppositions étaient de plus en plus sensibles entre diplômés et non-diplômés.

A partir de 1985, les disparités d'opinions selon le niveau de diplôme sont restées stationnaires, mais avec l'apparition d'un glissement structurel : les Français de niveau d'études moyen (BEPC) se sont éloignés des bacheliers et leurs opinions se sont rapprochées de celles des diplômés du seul CEP (graphique 26). Ces deux phénomènes caractéristiques de chacune des deux périodes sont autant visibles dans l'ensemble de la population que pour chaque classe d'âge.

Graphique 26
Pourcentage de Français qui considèrent la diffusion de l'informatique
comme une chose souhaitable



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

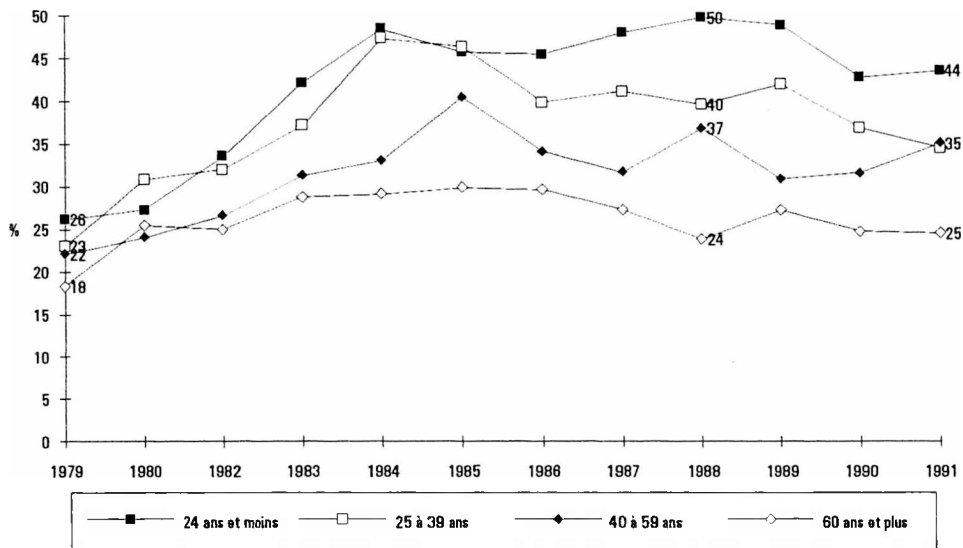
On ne s'étonnera pas que les ouvriers et les employés soient plus dubitatifs vis-à-vis de la diffusion de l'informatique que les cadres et professions libérales. Mais ces disparités selon la PCS sont restées stationnaires : les cadres supérieurs et les professions libérales sont toujours les plus favorables à la diffusion de l'informatique et les ouvriers et les employés les plus sceptiques.

L'effet de l'âge est certes en grande partie lié à celui du niveau d'études, mais il n'en reste pas moins qu'à niveau d'études égal, les plus jeunes et les 30-49 ans sont davantage favorables à la diffusion de l'informatique que les plus âgés. Les écarts entre générations se sont d'ailleurs accrus dans la première moitié des années 80 et sont restés stables depuis (graphique 27) mise à part la dernière année d'observation (fin 1991).

Enfin, les disparités d'opinions au sujet de l'informatique ont tendance à s'amenuiser selon le lieu de résidence : l'écart entre parisiens et ruraux était sensible au début des années 80, il l'est nettement moins au début des années 90.

Graphique 27

L'informatique est une chose souhaitable :
accroissement des écarts entre classes d'âge



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

2 - Opinions sur les découvertes scientifiques

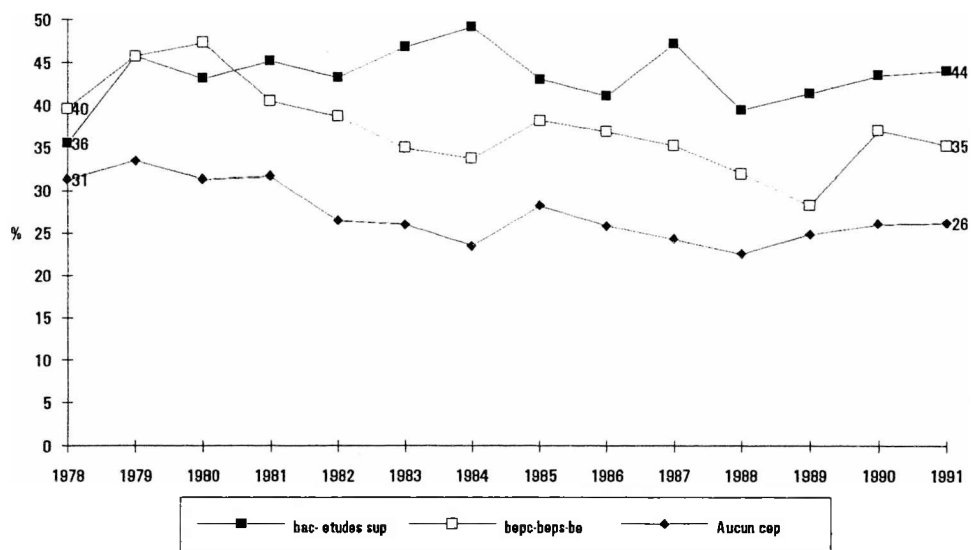
Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation paraissent-elles conduire à une amélioration de la vie quotidienne ?

A cette question, les interviewés de l'enquête "Aspirations et conditions de vie" peuvent répondre par "beaucoup", "un peu" ou "pas du tout". Ils sont environ un sur trois à manifester le plus d'enthousiasme, un sur deux à choisir la position médiane et un sur dix à n'être pas du tout convaincu de l'utilité des découvertes scientifiques.

Les opinions sur ce sujet ne varient pas selon l'âge. Aucun effet de génération ne peut donc venir modifier à moyen terme la stabilité actuelle. Cependant, l'absence d'évolution générale masque ici aussi l'accroissement d'un clivage selon le niveau de formation : quel que soit leur âge, les diplômés du Bac ou d'études supérieures sont restés assez enthousiastes vis-à-vis des découvertes scientifiques, voire même le sont devenus encore plus, comparativement à l'ensemble de la population. Cette

amélioration relative de l'appréciation de l'utilité des découvertes scientifiques chez les plus diplômés peut être sans doute mise en relation avec l'abandon partiel des attitudes "anti-nucléaires" qui caractérisaient il y a dix ans la frange "moderniste" de cette catégorie sociale¹. A l'opposé, les Français non-diplômés sont devenus plus dubitatifs vis-à-vis de l'utilité des découvertes scientifiques.

Graphique 28
Part des Français qui considèrent que les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

3 - Conclusion du chapitre "progrès technique"

Déception vis-à-vis des produits électroniques domestiques ou inquiétude à l'égard de l'informatique ? La prise de recul des "peu diplômés" vis-à-vis du progrès technique est une tendance constante et régulière, masquée par les opinions au contraire favorables des diplômés et l'augmentation générale du niveau d'études. Les points de vue sur l'utilité des découvertes scientifiques participent à la lente, mais régulière, émergence d'une fracture selon le niveau d'études personnel, qui apparaît aussi sur d'autres sujets. A des attitudes confiantes chez les diplômés du Bac ou d'études supérieures, s'opposent des opinions qui manifestent un mécontentement et une certaine méfiance dans le reste de la population.

¹ G. Hatchuel, J-L Volatier, "Les "nouveaux" inquiets", *Consommation et Modes de vie*, N°62, Novembre 1991.

Tableau 17

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
utilité des découvertes scientifiques	=	+	+	=
diffusion de l'informatique	+	—	+	=

L'évolution des opinions sur le thème de l'utilité des découvertes scientifiques et de la diffusion de l'informatique est fortement marquée par **le creusement d'un "dissensus", principalement selon le niveau d'études**, mais aussi dans certains cas selon l'âge, voire même la taille d'agglomération. Une seule évolution consensuelle est mise en évidence : les divergences d'opinions sur la diffusion de l'informatique décroissent selon le niveau d'urbanisation.

Tableau 18

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
utilité des découvertes scientifiques	0	*	***	**
diffusion de l'informatique	**	0	**	**

Chapitre 6

Souhaits de transformation de la société : les non-diplômés de plus en plus radicaux

L'enquête "Aspirations et conditions de vie" permet d'apprécier, par deux types d'informations, l'évolution des opinions générales sur le fonctionnement de la société:

- Les besoins de transformation de la société ressentis par les Français et les types de réformes attendues (réformes progressives ou radicales).
- Les opinions sur la justice et sur son fonctionnement. Cette opinion est bien plus générale qu'elle ne peut le paraître, car à travers cette prise de position, c'est bien souvent sur l'Etat que l'on porte un jugement.

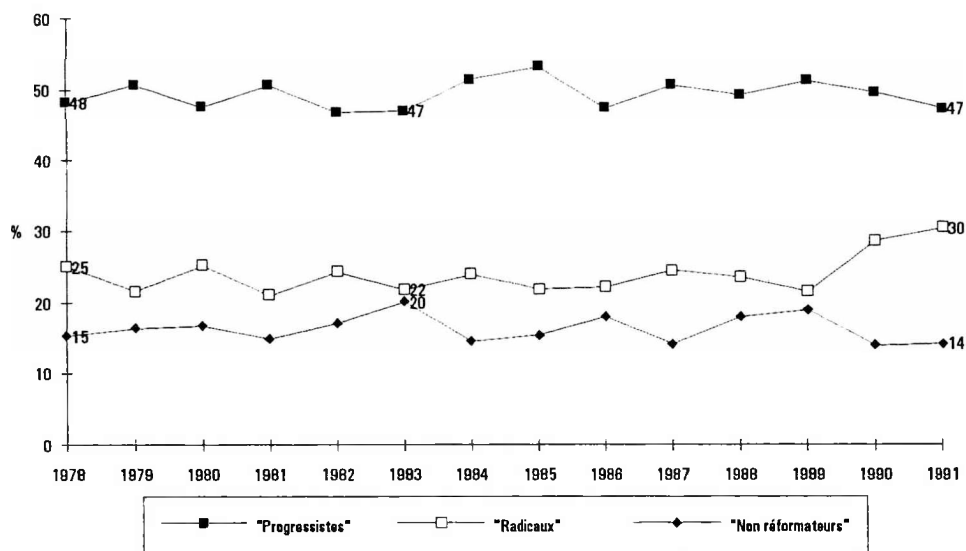
Globalement, les évolutions des opinions sur ces deux thèmes sont très régulières de 1978 à 1989. Les souhaits de transformation de la société sont en effet stables et les opinions sur le fonctionnement sur la justice s'améliorent lentement, mais régulièrement. Contrastant avec cette quasi-stabilité, l'année 1990 a été marquée par une brusque augmentation du nombre de partisans de réformes radicales et par une détérioration simultanée des opinions sur le fonctionnement de la justice. Conformément aux objectifs assignés à ce rapport, nous analyserons plus en détail les évolutions de moyen terme. Les modifications intervenues en fin 1990 seront cependant soulignées.

1 - Selon les Français, la société a besoin de se transformer par des réformes progressives

Une large majorité de Français estime que la société a besoin de se transformer, mais par des réformes plus progressives que radicales. Cette préférence affichée pour un réformisme tempéré est constante sur toute la période 1978-1989 : les proportions de "non réformateurs"¹, de "progressistes" et de "radicaux" ne fluctuent pas dans ces années, malgré les changements importants des contextes politiques national et international (Cf graphique 29).

Graphique 29

Souhaits de transformation de la société



source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

¹ Les "non réformateurs" sont les Français qui estiment que "la société n'a pas besoin de se transformer profondément". Les "progressistes" sont ceux qui considèrent plutôt que "la société a besoin de se transformer profondément mais qui sont "pour des réformes progressives". Les "radicaux" sont pour "des changements radicaux".

Un phénomène tout aussi peu évident *a priori* a affecté les opinions sur le fonctionnement de la justice : elles se sont améliorées lentement, mais très régulièrement, de 1978 à 1989. Malgré les nombreuses mises en cause par les médias et les "affaires" soulevées périodiquement, l'institution judiciaire et bien souvent, à travers elle, l'Etat, ont bénéficié d'opinions certes défavorables, mais en amélioration progressive.

Tableau 19
Etant donné ce que vous connaissez de la justice,
comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France ?

Années	en %													
	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Bien	22	26	23	23	25	25	29	28	31	33	30	33	17	23
Mal	67	64	70	67	65	66	62	64	59	58	63	61	76	71
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

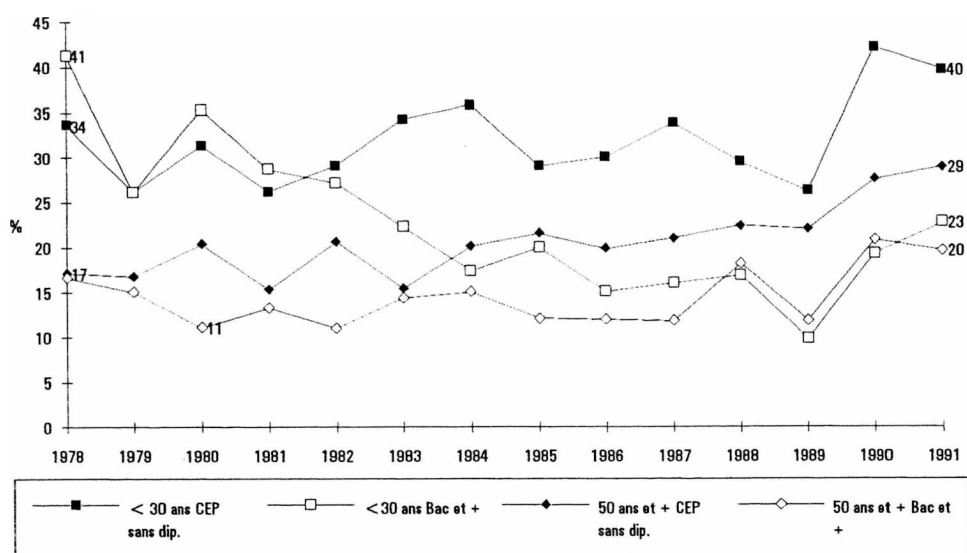
Cette stabilité globale des opinions formulées sur ces deux thèmes masque néanmoins des mouvements structurels importants.

2 - Le "nouveau radicalisme" des non-diplômés

Au début des années 80, le besoin de réformes radicales était le plus fortement exprimé par les jeunes. Parallèlement, les Français plus âgés ne considéraient souvent pas les transformations de la société comme nécessaires. Cette opposition entre générations n'existe pratiquement plus aujourd'hui. Progressivement, une nouvelle fracture s'est creusée entre les Français les moins diplômés (niveau CEP) et les diplômés du Bac ou d'études supérieures : au fil des ans, les jeunes diplômés ont rejoint les souhaits de non-transformation ou de réformisme progressif de leurs aînés et les jeunes au niveau d'études faible ont été rejoints, dans leur radicalisme, par les plus âgés de même niveau (cf graphique 30).

A un clivage jeunes/personnes âgées s'est donc substituée progressivement une opposition diplômé/non diplômé.

Graphique 30
Les partisans de réformes radicales :
les jeunes jusqu'en 1982-83,
les non-diplômés depuis



Les disparités d'attitudes politiques selon l'âge ont donc fortement décliné à la fin des années 1980, sans pour autant complètement disparaître. Un autre indicateur permet de mettre en évidence la plus grande implication des personnes âgées dans le "politique" au sens le plus large : Les réponses "ne sait pas" des plus âgés ont assez régulièrement décliné dans les années 80 en ce qui concerne les questions sur les transformations à apporter à la société et au type de réformes à mettre en oeuvre. Traditionnellement nombreuses à ne pas se prononcer, ces personnes ont ainsi progressivement rejoint les autres classes d'âge.

On ne peut donc pas dire que les Français, et les personnes âgées en particulier, se désintéressent du fonctionnement de la société et de la "politique" au sens large. La tendance de moyen terme est au contraire plutôt à l'accroissement des prises de position.

Un autre phénomène structurellement important concerne la disparition des clivages selon la taille d'agglomération : les habitants des grandes villes, et en particulier de la région parisienne, se caractérisaient, à la fin des années 70 et au début des années 80, par l'expression de souhaits de transformation radicale de la société. Alors que cette opinion a progressivement décliné dans cette catégorie, les ruraux sont au contraire devenus de plus en plus souvent "radicaux". On peut bien sûr s'interroger sur la nature de ce double mouvement : participe-t-il d'une homogénéisation plus générale des opinions selon la taille d'agglomération ou bien s'agit-il d'un transfert du

mécontentement "radical" des grandes villes vers les campagnes ? La poursuite éventuelle du mouvement permettra seule de répondre à cette question.

En résumé, les souhaits de transformation de la société sont toujours fortement liés aux caractéristiques socio-démographiques. Des transformations structurelles de grande ampleur ont cependant eu lieu dans les 15 dernières années : le principal glissement structurel est la substitution progressive d'un clivage selon le niveau d'études à l'ancienne différenciation selon l'âge.

Il ne faut pas sous-estimer pour autant le fait que les jeunes non diplômés restent plus fortement "radicaux" que leurs aînés : à la fois moins au fait des données économiques et plus fortement confrontés aux difficultés de trouver un emploi, ils sont certainement bien placés pour critiquer les effets de l'économie de marché ou l'impuissance des politiques de lutte contre le chômage.

3 - L'augmentation des opinions radicales de 1990-91

Dans ce contexte d'émergence d'une fracture opposant les diplômés relativement satisfaits et "néo-conservateurs" aux non-diplômés plus radicaux, un changement brutal des opinions a eu lieu à la fin de l'année 1990, qui a touché toutes les couches de la société. De façon concomitante, les points de vue sur le fonctionnement de la justice se sont soudainement dégradés et les souhaits de transformation de la société par des réformes radicales ont augmenté.

Le souhait de réformer radicalement le fonctionnement de la société est une opinion contestataire qui peut avoir, au niveau individuel, une multitude de raisons diverses, d'ailleurs pas nécessairement cohérentes entre elles. Le système d'enquêtes "Aspirations et conditions de vie" permet ainsi de mettre en évidence de nombreux liens statistiques entre ce souhait de réformes "radicales" et diverses opinions, que l'on dira négatives. Les attitudes sur le fonctionnement de la justice sont celles qui sont les plus corrélées avec les jugements sur les changements de la société. Mais d'autres sont aussi significativement liées à ce souhait de réformes radicales. Certaines de ces opinions "statistiquement associées" au radicalisme ont augmenté en 1990-1991, d'autres pas.

Ont augmenté le plus significativement (du plus significatif au moins significatif¹) :

- L'inquiétude vis-à-vis de la guerre
- L'anticipation d'une augmentation du chômage
- Les opinions négatives sur le fonctionnement de la justice
- L'anticipation d'une dégradation future des conditions de vie personnelles
- La perception d'une dégradation passée du niveau de vie des Français

Ont augmenté moins significativement :

- La perception d'une dégradation passée du niveau de vie personnel.
- Certains symptômes psychosomatiques (nervosité, dépression).
- Le sentiment de difficultés budgétaires (restrictions, dépenses de logement lourdes).

Enfin, n'ont pas augmenté significativement :

- Les inquiétudes vis-à-vis de la maladie grave, de l'accident de centrale nucléaire, de l'accident de la route, du chômage, de l'agression dans la rue.
- le regret de la diffusion de l'informatique.
- la dénonciation d'inégalités d'accès aux soins médicaux.
- l'insatisfaction à l'égard du cadre de vie quotidien.

Il est intéressant de souligner que les menaces de guerre n'ont donc pas entraîné le développement des autres sujets d'inquiétudes. En particulier, la crainte d'une agression dans la rue a plutôt diminué, comme si la focalisation sur un sujet de préoccupation principal en faisait oublier d'autres. De même, l'insatisfaction vis-à-vis du cadre de vie et les opinions défavorables à la diffusion de l'informatique n'ont pas augmenté. A l'opposé, parmi les opinions qui se sont le plus diffusées pendant l'hiver 1990-91, il faut noter les anticipations du chômage et des conditions de vie qui ont joué très négativement.

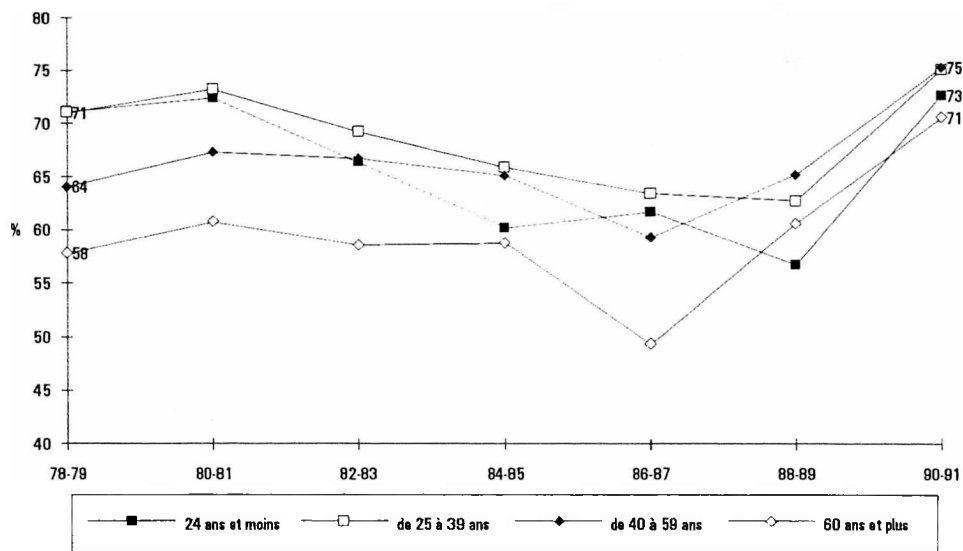
¹ On a classé les augmentations de pourcentage d'accords selon l'augmentation du logit du pourcentage.

Même si l'on ne peut pas établir de relations de cause à effet, il est frappant de constater que ce sont principalement les opinions sur la situation économique présente et future qui se sont dégradées en même temps que les revendications de transformations radicales de la société, comme si un certain pessimisme économique s'était emparée d'une partie de nos concitoyens, sans que pour autant la perception de leurs conditions de vie personnelles se soit dégradée.

4 - La lente amélioration des opinions sur le fonctionnement de la justice est stoppée en 1990

Les opinions négatives sur le fonctionnement de la justice l'emportent habituellement sur les positions favorables. Mais les points de vue ont cependant eu tendance à s'améliorer progressivement de 1978 à 1989. Ces mouvements globaux, lents et réguliers, dissimulent des changements de la structure des réponses selon les critères socio-démographiques. Cependant, les écarts d'opinions sur ce sujet sont relativement faibles comparativement à ceux qui peuvent être identifiés pour d'autres thèmes. Ceux-ci se sont d'ailleurs encore plutôt réduits dans la période. En particulier, les différences d'opinions entre générations ont ici pratiquement disparu : à la fin des années 70, les plus jeunes figuraient parmi les plus critiques; ce n'est plus le cas au début des années 90.

Graphique 31
Part des opinions défavorables au fonctionnement
de la justice, selon l'âge



Les différences d'opinions sur le fonctionnement de la justice se sont par ailleurs plutôt réduites selon la taille de l'agglomération et la PCS.

4 - Conclusion du chapitre sur les transformations sociétales

Ici, l'influence du niveau de diplôme et, dans certains cas, de la PCS, est croissante. C'est le phénomène qui apparaît le plus clairement dans le tableau de synthèse. Les disparités d'opinions entre générations d'une part, villes et campagnes d'autre part, ont en revanche diminué.

Tableau 20

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
transformations à apporter à la société	—	—	+	=
opinions sur le fonctionnement de la justice	—	—	=	—

De ces évolutions contrastées, il ressort que les écarts d'opinions les plus importants en fin de période sont relatifs aux souhaits de transformation de la société, plus forts dans les catégories de non-diplômés, d'ouvriers ou d'employés que chez les cadres ou les bacheliers. Les différences d'opinions sur le fonctionnement de la justice sont en revanche relativement faibles.

Tableau 21

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
transformations à apporter à la société	*	0	**	**
opinions sur le fonctionnement de la justice	0	0	*	*

Chapitre 7

Opinions sur le système de santé

1 - Perception des inégalités d'accès au système de soins

Les opinions des Français sur le caractère plus ou moins inégalitaire du système de santé sont globalement très stables de 1978 à 1991. Chacune des trois modalités¹ de la question étudiée ici obtient environ le même nombre de suffrages tout au long de la période.

Tableau 22

Certains pensent que quand on a de l'argent et des relations on est mieux soigné. Etes-vous ...

Années	en %													
	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
D'accord (1)	59	54	59	64	62	60	60	59	61	57	54	61	62	60
Pas d'accord	41	46	41	36	38	40	40	41	39	43	46	39	38	40
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) - Somme des réponses "tout à fait d'accord" et "assez d'accord".

Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

La dénonciation d'inégalités dans l'accès au système de santé est associée à plusieurs facteurs assez différents les uns des autres :

- Un certain mécontentement vis-à-vis du fonctionnement général de la société. Celui-ci conduit à une réponse qui traduit plus une mauvaise humeur à l'égard des institutions qu'une analyse du fonctionnement du système de santé en particulier. Dans le début des années 80 en particulier, la contestation des inégalités d'accès au système de santé était liée à un certain mécontentement "moderniste" vis-à-vis de la société. Les jeunes diplômés et les étudiants participaient alors à ce mouvement de contestation. Au début des années 90, les jeunes et les étudiants ne dénoncent plus particulièrement les inégalités du système de soins.

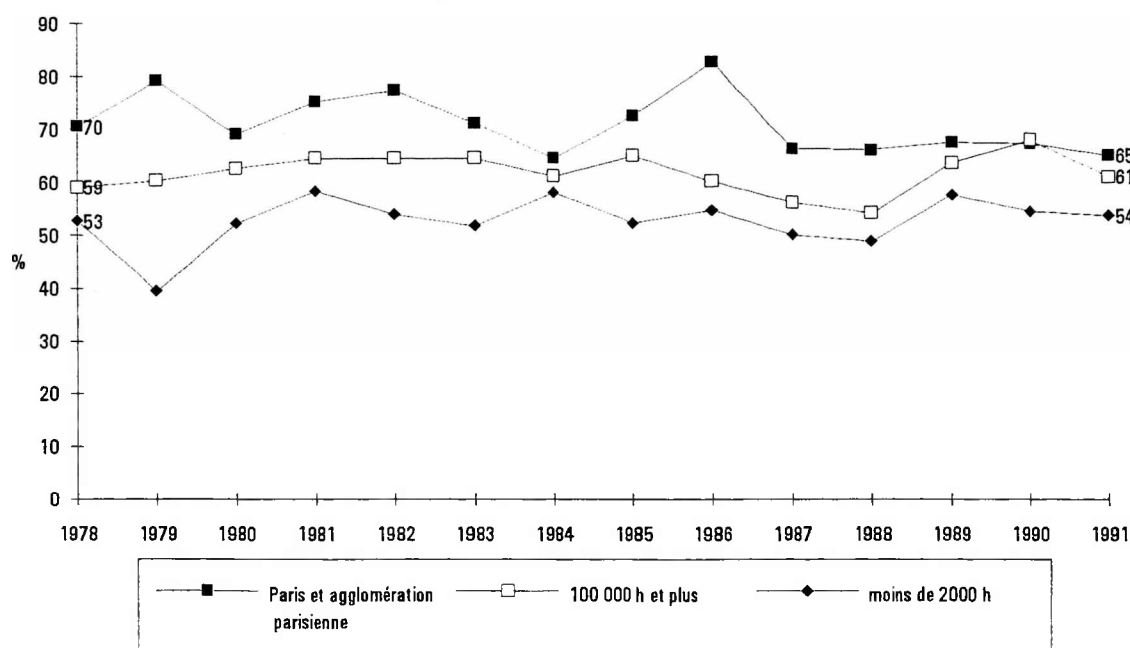
¹ La question utilisée dans ce chapitre est la suivante : "Certains pensent que quand on a de l'argent et des relations, on est mieux soigné. Etes-vous ... Tout à fait d'accord, Assez d'accord ou Pas du tout d'accord". Cette formulation assez inhabituelle, avec trois items de réponse, peut paraître étrange, mais elle est simplement due à des circonstances historiques. Le commentaire des résultats d'une année isolée nécessite une certaine prudence, mais l'étude en évolution permet de dégager quelques enseignements.

- La difficulté réelle à accéder au système de soins pour une petite minorité de la population : ceux qui se restreignent sur les soins de santé, les handicapés et les invalides, en bref, ceux qui subissent un mauvais niveau de remboursement pour tel ou tel soin précis.
- L'utilisation de soins spécialisés et de haut niveau. Ce n'est ici qu'une hypothèse mais il est difficile d'expliquer autrement que les actifs de milieu socio-culturel élevé sont, sur toute la période, plus dénonciateurs des inégalités d'accès aux soins que les personnes âgées et les jeunes, ou que les habitants de la région parisienne le soient plus que les ruraux. Globalement, ces populations utilisent plus de soins spécialisés et cherchent sans doute plus que d'autres à s'informer et à bénéficier des techniques de pointe.

Dans l'ensemble, cette question est assez peu liée aux caractéristiques socio-démographiques, surtout depuis 1982. Les opinions sur les inégalités d'accès au système de santé varient certes, sur l'ensemble de la période, avec le niveau d'urbanisation (et donc sans doute avec l'offre de soins) : les habitants de la région parisienne dénoncent plus fréquemment ces inégalités que les ruraux. Cependant, l'intensité de ces liens est globalement en baisse. Il existe donc un mouvement consensuel entre les différents groupes de population au sujet des inégalités d'accès à la santé.

Graphique 32

Part des Français d'accord avec l'existence d'inégalités
d'accès au système de santé



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

2 - La reconnaissance de l'autorité médicale

Le maintien en bonne santé est-il l'affaire des médecins ? Sur cette question, les Français sont partagés, depuis 13 ans, en deux groupes de taille égale. Les succès croissants de la médecine technique ne semblent pas arriver à convaincre une majorité de la population de s'en remettre entre ses mains. A l'opposé, le développement des pratiques "hygiéniques" (diététique, entretien de la forme physique), qui mettent en avant le rôle de la responsabilité individuelle, ne conduit pas non plus à une remise en cause majoritaire du rôle essentiel du système de santé.

Si la tendance de moyen-long-terme est relativement stable, on peut noter cependant des fluctuations conjoncturelles : de 1978 à 1981, la tendance était plutôt à la contestation du rôle principal des médecins. En 1981-82 un retournement s'opère. Etait-ce l'influence du changement de majorité présidentielle ? La reconnaissance de l'autorité médicale se met à augmenter jusqu'en 1985, puis se stabilise ou recommence peut-être même à décroître légèrement.

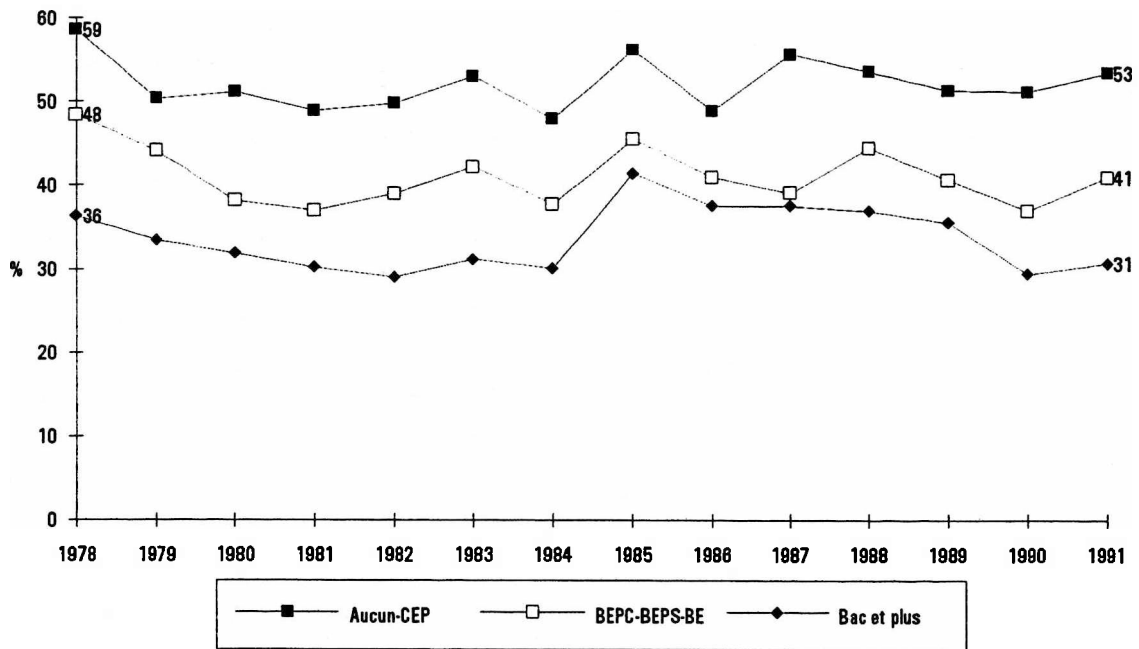
Tableau 23
Etes-vous d'accord avec l'opinion suivante :
le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins ?

Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
D'accord	53	46	46	44	44	47	43	51	45	49	48	46	43	45
Pas d'accord	47	54	54	56	56	53	57	49	55	51	52	54	57	55
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Pendant toute cette période, les disparités selon le niveau d'études sont parfaitement stables : les diplômés sont toujours les moins nombreux à accorder aux médecins la responsabilité du maintien en bonne santé ; les sans-diplômes ou les détenteurs du seul CEP sont majoritairement de l'avis contraire. Les personnes âgées, très souvent en contact régulier avec un médecin, sont plus nombreuses à reconnaître le rôle primordial du corps médical.

En résumé, cette opinion est stable globalement et en structure. Cet équilibre est assez exceptionnel dans le système d'enquêtes. Il est sans doute la conséquence de la neutralisation de tendances contradictoires : responsabilisation accrue des individus et efficacité croissante du système médical. Les découvertes de prédispositions génétiques dans des cas de plus en plus nombreux conduiront-elles à relativiser davantage la responsabilité individuelle des hommes et à renvoyer dos à dos médecins et patients ?

Graphique 33
Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins :
pourcentage d'accord



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

3 - Conclusion du chapitre "opinions sur le système de santé"

Globalement, le tableau 24 montre que les disparités d'opinions sur le thème de la santé sont stables ou en baisse. D'ailleurs, à la fin des années 80, les variations d'opinion entre groupes sociaux sur le thème du système de santé sont faibles, comparativement à d'autres sujets.

Tableau 24

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
inégalités d'accès aux soins	-	-	-	=
reconnaissance de l'autorité médicale	=	-	=	=

Tableau 25

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
inégalités d'accès aux soins	0	*	0	*
reconnaissance de l'autorité médicale	**	0	**	*

Conclusion des deux premières parties

Ces premières parties ont pu mettre en évidence quelques évolutions incontestables : opposition croissante entre les opinions des diplômés et celles des non-diplômés, atténuation des différences de perception ou de position entre jeunes et personnes âgées et selon la profession ou la catégorie professionnelle. Enfin, les écarts d'opinions entre ruraux et habitants de la région parisienne se sont fortement réduits dans les années 80.

La méthode utilisée pour mesurer ces évolutions mérite cependant d'être perfectionnée, peut-être en travaillant modalités de réponse par modalité, au lieu d'étudier des liens statistiques globaux entre questions d'opinion et "variables socio-démographiques".

Dans la troisième partie de ce rapport, l'utilisation de méthodes multi-dimensionnelles va permettre de confirmer les tendances décelées, et de mieux relier les uns aux autres les mouvements identifiés dans les différents chapitres de cette deuxième partie.

TROISIEME PARTIE

L'EVOLUTION DES DIFFERENTS GROUPES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DANS L'ESPACE DES OPINIONS

1 - Objectifs

Le but de cette dernière partie est de synthétiser, d'une façon différente, les évolutions des opinions des différents groupes socio-démographiques présentées dans la première partie. On a pu mettre en évidence, dans les chapitres précédents, certaines régularités dans les évolutions observées, notamment **des écarts d'opinion croissants entre diplômés et non-diplômés** et **une diminution des différences entre urbains et ruraux**. La mise en oeuvre d'une analyse multidimensionnelle sur le même matériel d'enquêtes est une autre méthode pour étudier simultanément les liens existant entre l'ensemble des questions d'opinion et toutes les caractéristiques socio-démographiques. On peut ainsi en quelque sorte visualiser de façon synthétique les disparités d'opinions entre catégories socio-démographiques et confirmer les évolutions qui ont été mises en évidence précédemment thème par thème.

La relative stabilité de la structure annuelle des opinions sur les différents thèmes abordés dans l'enquête tous les ans depuis 1978¹ nous autorise à effectuer une seule analyse factorielle portant sur l'ensemble des 14 années d'enquêtes (voir ci-après § 3). Cette analyse sera réalisée à partir d'une quinzaine de questions présentes dans l'enquête depuis son origine. Ces questions ont été étudiées dans la première partie de ce rapport. Rappelons qu'elles recouvrent aussi bien les opinions sur des grands sujets de société tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations de la société, mais aussi sur la perception des conditions de vie personnelles ou du cadre de vie, la satisfaction vis-à-vis de son état de santé, l'imposition de certaines restrictions sur des postes du budget. En tout état de cause, il ne s'agit donc jamais d'informations en rapport avec des situations objectives, mais bien de la **perception** que les enquêtés ont de leur situation personnelle et de leurs **opinions** générales sur différents thèmes de société. Dans une première étape, on décrira une "structure" des opinions "moyenne" sur la période 1978-1991 et les différences d'opinions moyennes entre catégories sociales dans cette période. On pourra apprécier, dans une seconde étape, l'évolution au cours du temps du "centre de gravité" de l'opinion française en décrivant la trajectoire de l'ensemble de la population dans l'espace des opinions².

¹ Cf. annexe 2, les résultats synthétiques des ACM effectuées sur chaque année.

² On reprend ici la technique déjà employée dans le passé à deux reprises. Cf. *"Sept ans de perceptions - Evolution des opinions en France de 1978 à 1984"*, L. Lebart, Crédoc, Mai 1986 et *"La post-modernité des Français - La trajectoire des opinions de 1978 à 1987"*, Equipe "Aspirations", Collection des Rapports du Crédoc, n°57, Mars 1989.

Mais ce sont surtout les **trajectoires des différents groupes socio-démographiques, dans le plan principal des opinions**, qui seront les plus intéressantes pour nous dans l'optique poursuivie. De cette manière, les convergences ou divergences d'opinions des différentes catégories socio-démographiques au cours des 14 années d'enquêtes pourront être visualisées dans l'espace des opinions.

2 - Variables sélectionnées pour l'analyse

Les variables actives, celles qui sont déterminantes dans l'élaboration des axes de l'analyse des correspondances multiples, sont toutes celles qui ont été étudiées dans les deux premières parties du rapport mais qui, de plus, sont présentes sans exception tout au long des 14 années d'enquêtes. Certaines questions n'ont donc pas pu être retenues comme variables actives dans l'analyse car elles étaient absentes pour certaines années¹. Elles seront néanmoins projetées dans le plan principal comme variables illustratives, afin que l'on puisse observer leurs positions dans l'espace des opinions. Finalement, les variables actives retenues sont au nombre de 16 :

- * Evolution du niveau de vie personnel au cours des 10 dernières années.
- * Evolution du niveau de vie des Français au cours des 10 dernières années.
- * Evolution des conditions de vie au cours des 5 prochaines années.
- * Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- * Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- * Opinion sur les dépenses de logement.
- * Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- * Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre parmi : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- * Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu".
- * Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.

¹ C'est le cas de la perception de la taille du logement, de l'opinion sur la diffusion de l'informatique, de l'opinion sur les prestations familiales, de l'opinion sur le mode de calcul des allocations familiales ou encore des inquiétudes ressenties à l'égard de la maladie grave, de l'agression, de l'accident de la route ou de l'accident de centrale nucléaire.

- * Opinion sur le travail des femmes.
- * Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques sur l'amélioration de la vie quotidienne.
- * Opinion sur les transformations de la société.
- * Opinion sur la justice.
- * Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- * Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

Nous n'insisterons pas sur la justification méthodologique du choix des questions. Des études approfondies ont déjà été menées à plusieurs reprises sur différents corpus de questions actives¹. Ces études ont montré que l'espace des opinions se découpe pratiquement toujours de la même façon². Nous nous attacherons plutôt ici à observer les différences d'évolutions des opinions entre groupes socio-démographiques.

Les caractéristiques socio-démographiques analysées sont l'âge, la PCS, le niveau de diplôme, la taille d'agglomération, une variable croisant l'âge et le diplôme, le sexe et le nombre de personnes vivant au foyer.

3 - L'espace général des opinions dans la période 1978-1991

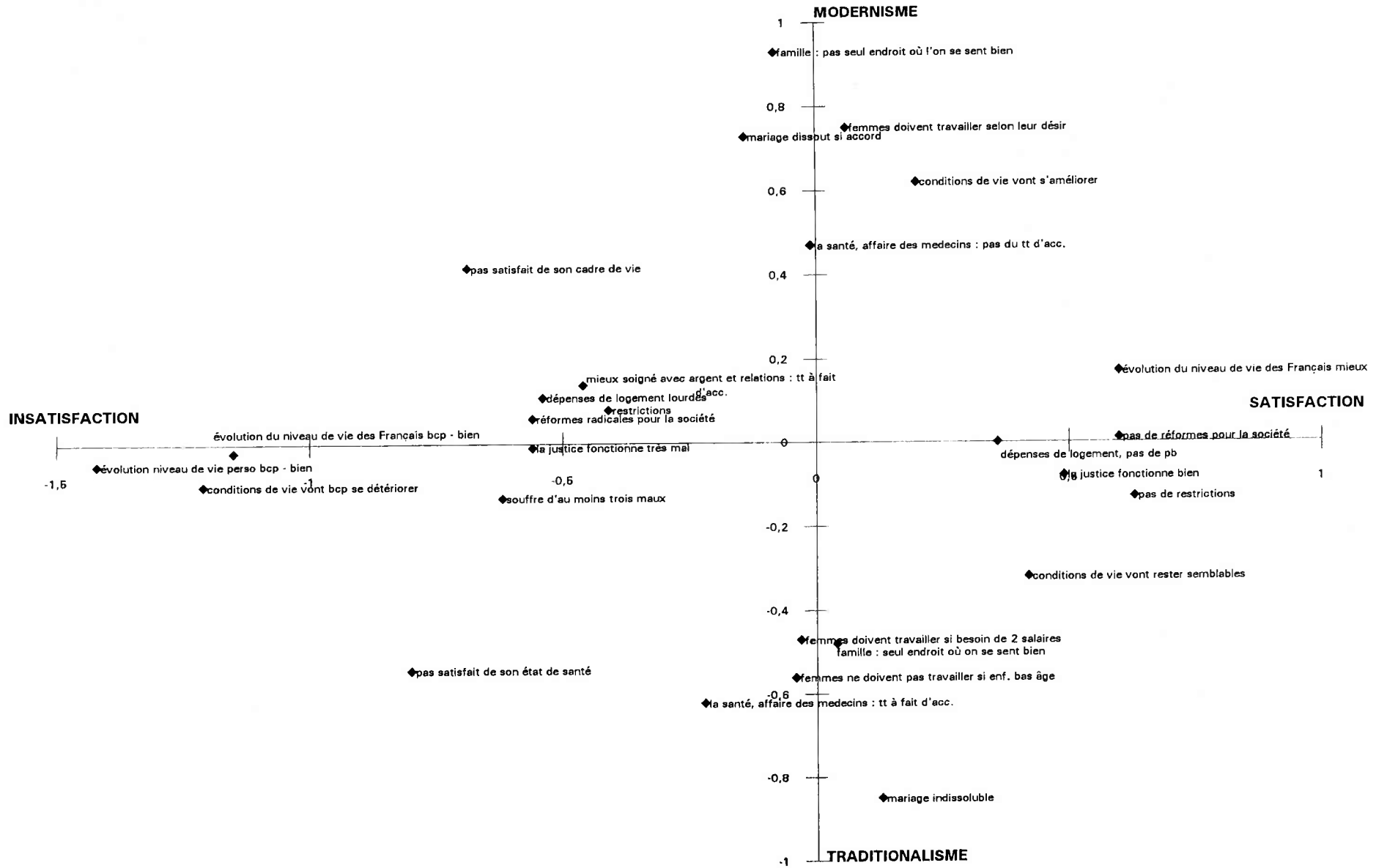
Avant d'analyser les tendances, la stabilité dans le temps des corrélations entre opinions autorise à étudier les clivages d'opinions "moyens" sur l'ensemble de la période, toutes années confondues.

Le premier plan factoriel met en évidence quatre zones d'opinions très marquées qui proviennent de la combinaison des deux clivages **satisfaction/insatisfaction** et **modernisme/traditionalisme** (cf. Graphique 34).

¹ Cf. "Sept ans de perceptions", "La post-modernité des Français", déjà cités et "Les opinions des Français fin 1989 et une comparaison 1981-1989", L. Clerc, O. Martin, G. Hatchuel, Cahier de Recherche, n° 11, Crédoc, Février 1991.

² Les deux principaux clivages d'opinions opposent les individus satisfaits dans tous les domaines aux "insatisfaits" et les "modernistes" aux "traditionalistes". Nous reviendrons plus loin sur les définitions de ces quatre zones.

Graphique 34 : Projection des variables actives dans le premier plan factoriel



Une grande stabilité temporelle des corrélations entre opinions

La projection des variables actives par année dans le premier plan factoriel montre qu'il y a une grande stabilité de la "structure des opinions" tout au long des 14 années: les variables décomposées par année se projettent bien toutes dans la même zone que la variable créée sur les 14 années regroupées. Cette vérification a été opérée pour chaque variable active afin de garantir la robustesse de l'analyse effectuée sur la fusion de toutes les vagues d'enquêtes. **Les variables actives sont toutes très stables.** L'exception à la règle concerne les opinions sur les transformations de la société : entre 1978 et 1991, les individus qui ne réclamaient pas de réformes de la société française sont passés du camp des traditionalistes à celui des modernistes. A l'inverse, les partisans de réformes radicales, qui se trouvaient en début de période du côté du modernisme, sont désormais dans la sphère du traditionalisme et de l'insatisfaction¹. L'aspect très généraliste de cette question (probablement la plus généraliste de toutes celles posées dans l'enquête) a conduit à une évolution dans son interprétation et sa compréhension. La contestation n'est plus aujourd'hui synonyme de modernisme². L'émergence d'un nouveau radicalisme prend désormais sa place au sein d'une population plus marquée par des opinions traditionnelles.

L'inconvénient apporté par cette évolution dans l'interprétation de cette question n'est pas majeur. En effet, une analyse réalisée sans cette dernière (donc avec 15 questions actives au lieu de 16) a fourni exactement les mêmes résultats généraux. Il n'est donc pas gênant d'avoir introduit cette question dans le corpus de variables sélectionnées pour l'ACM.

¹ Voir en annexe 3, le graphique représentant la projection de cette variable dans le premier plan principal.

² Cf. G. Hatchuel, J.L. Volatier : "En dix ans, la contestation a changé de camp", *Consommation et Modes de Vie*, n°71, Crédoc, Octobre 1992.

3.1 - Le premier axe est un axe de satisfaction/insatisfaction.

Le premier axe (axe horizontal) oppose les individus satisfaits de leurs conditions de vie personnelles et du fonctionnement de la société à ceux qui témoignent d'une insatisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinion sur la justice, sur les transformations de la société, ...) sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à l'Ouest du graphique 34, se trouvent les individus "mécontents" qui pensent que le niveau de vie de l'ensemble des Français est beaucoup moins bon depuis 10 ans et que leurs conditions de vie personnelles vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur cadre de vie, de leur état de santé personnel par rapport aux personnes du même âge et souffrent plus fréquemment d'au moins trois maux (mal de dos, mal de tête, nervosité, état dépressif, insomnies). Ils déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante. Enfin, ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé, se situe la zone dite "de satisfaction" qui est au contraire marquée par un relatif optimisme : on pense davantage que le niveau de vie des Français va mieux depuis 10 ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables dans les cinq prochaines années. Les indicateurs de satisfaction personnelle montrent que les dépenses de logement ne sont pas ressenties comme un gros problème, et que les individus de cette zone ne s'imposent pas de restrictions. Enfin, le fonctionnement de la justice est jugé de façon positive. Globalement, la satisfaction se traduit aussi par une absence d'esprit contestataire : les "satisfaits" n'estiment pas souvent que la société française a besoin de transformations profondes.

3.2 - Le deuxième axe est celui du traditionalisme/modernisme.

Le deuxième axe, dont le contenu est résumé, pour simplifier, par l'opposition "modernisme"/"traditionalisme", se détermine essentiellement à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes. Au Nord du graphique 34,

se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes doivent toujours travailler ou travailler quand elles le désirent. A ces opinions s'ajoute un total désaccord avec l'idée que "la santé, c'est l'affaire des médecins". Les opinions modernistes s'accompagnent aussi d'un certain optimisme sur les conditions de vie personnelles futures : les individus de cette zone pensent plutôt que celles-ci vont s'améliorer dans les cinq années à venir.

Les traditionalistes, à l'inverse, estiment que "le mariage est indissoluble", que "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu", que "les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge" ou bien "qu'elles doivent travailler que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire". Ils ont totalement confiance dans l'autorité médicale puisqu'ils sont tout à fait d'accord avec l'idée que "la santé, c'est l'affaire des médecins".

Enfin, il est intéressant de constater que le mécontentement "moderniste" porte plus sur le cadre de vie (quadrant Nord-Ouest). A l'opposé, le mécontentement "traditionaliste" se focalise plutôt sur l'état de santé personnel (quadrant Sud-Ouest).

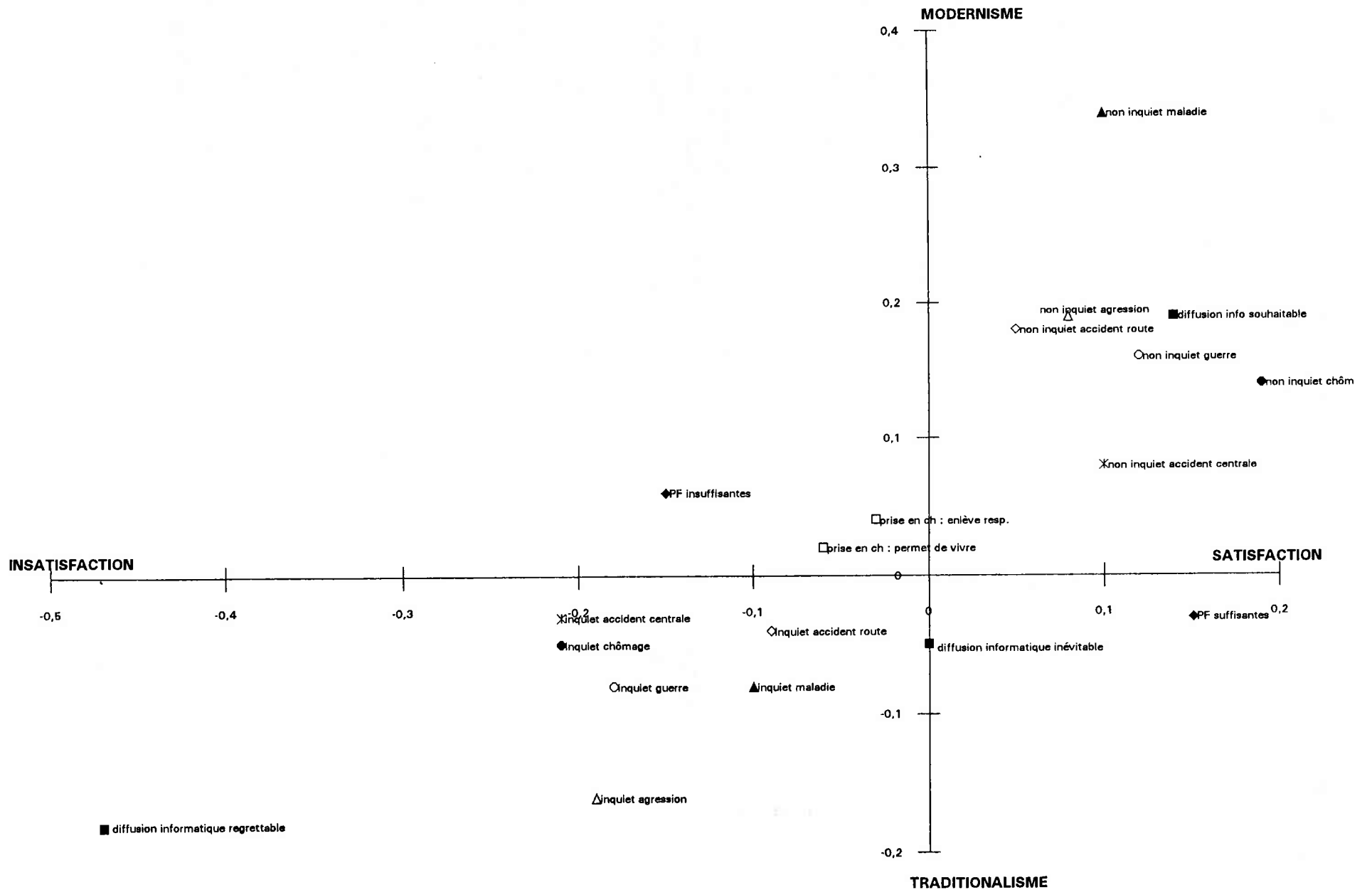
3.3 - Le troisième axe : opinions tranchées contre opinions nuancées.

Cet axe oppose des opinions extrêmes, et donc parfois opposées entre elles, à des opinions médianes, plus nuancées. Ainsi, d'un côté, se trouvent les individus qui ne sont *pas du tout d'accord* avec l'idée que la santé est l'affaire des médecins, qui pensent que leur niveau de vie personnel est *beaucoup moins bon* depuis 10 ans ou qu'il est *beaucoup mieux* ; ils sont aussi *très satisfaits* de leur cadre de vie, *très satisfaits* de leur état de santé par rapport aux personnes du même âge, ils estiment que la justice fonctionne *très mal*. De l'autre côté de l'axe, on trouve des personnes *assez d'accord* avec l'idée que l'on est mieux soigné si on a de l'argent et des relations ; ces personnes estiment que la justice fonctionne *assez mal*, pensent que les conditions de vie vont *un peu* se détériorer dans les cinq prochaines années, que le niveau de vie des Français est *un peu* moins bien depuis 10 ans. Nous n'étudierons pas en détail cet axe, plus difficile à interpréter que les deux premiers.

3.4 - Quelques opinions caractéristiques n'ayant pas participé à l'analyse

Quelques variables d'opinions inactives dans l'analyse (manquantes pour certaines années d'enquêtes) ont été projetées sur le premier plan principal (Cf. graphique 35) : il s'agit des opinions concernant la diffusion de l'informatique, les prestations familiales, le fait de prendre en charge les familles défavorisées et l'inquiétude éprouvée face à quelques menaces individuelles ou collectives. Les "non-inquiets", que ce soit vis-à-vis du chômage, d'une agression dans la rue, d'un accident de la route, de la guerre, d'une maladie grave ou d'un accident de centrale nucléaire se situent dans la zone de satisfaction. Ceux qui souhaitent que l'informatique se diffuse sont aussi plutôt satisfaits et modernistes, tandis que ceux qui jugent cette diffusion regrettable éprouvent une plus grande insatisfaction. Les "inquiets" sont en revanche insatisfaits, tout comme ceux qui estiment que les prestations familiales sont insuffisantes. Les deux opinions au sujet de la prise en charge des familles les plus défavorisées ("cela leur permet de vivre" ou "cela leur enlève le sens des responsabilités") ne se distinguent pas vraiment l'une de l'autre et occupent une position au centre du graphique.

Graphique 35 : Projection des variables d'opinions supplémentaires



4 - Les différences d'opinions entre groupes socio-démographiques dans le premier plan principal : positions moyennes dans la période 1978-1991

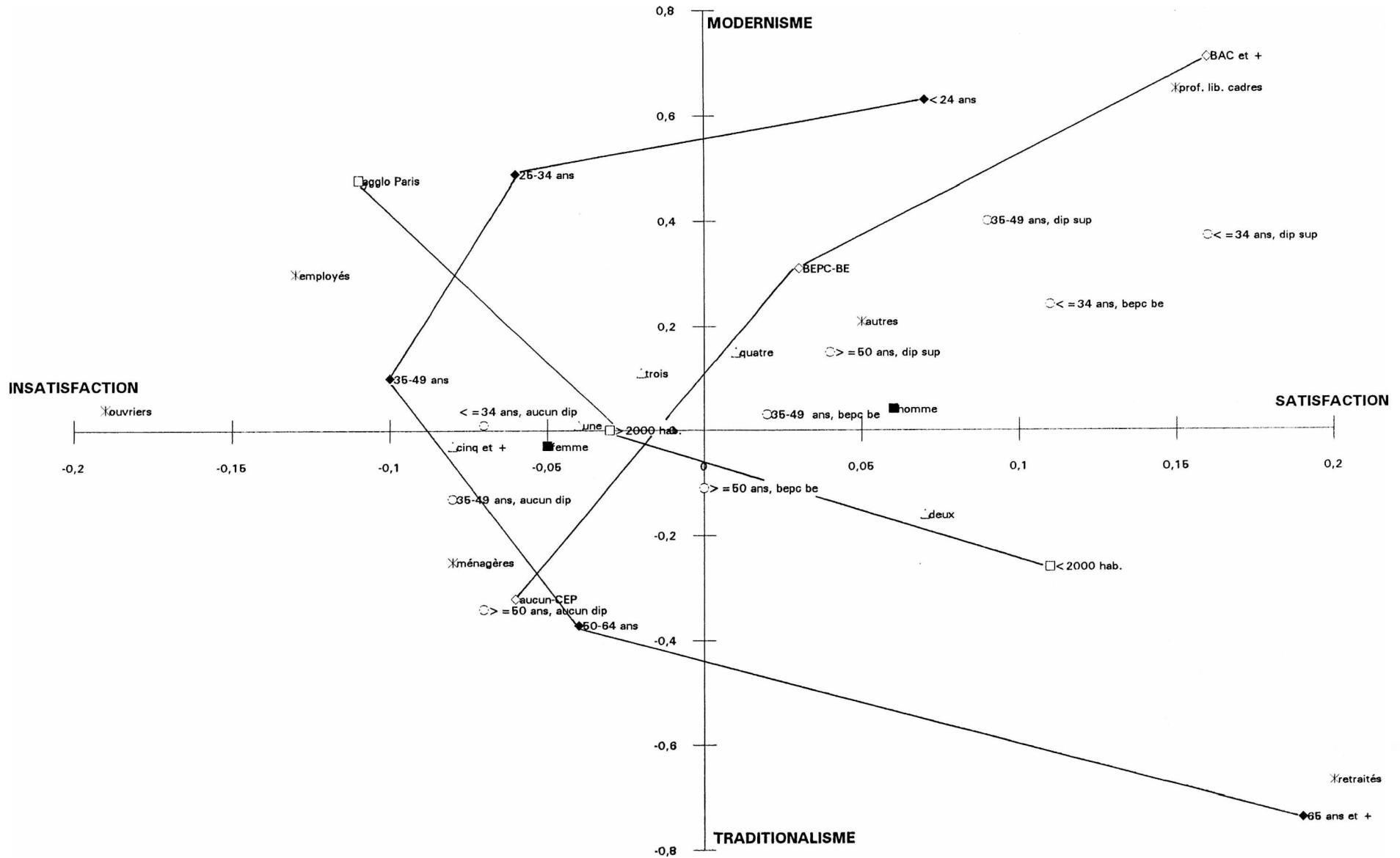
La projection des caractéristiques socio-démographiques dans le premier plan factoriel des opinions fait apparaître des clivages très prononcés (Cf. graphique 36) :

- * Les classes d'âge décrivent une courbe en U du quadrat "modernisme-satisfaction" chez les plus jeunes au "traditionalisme-satisfaction" chez les plus âgés, en passant par le pôle de mécontentement aux âges médians. Ainsi, **les plus jeunes (moins de 24 ans) se situent dans le quadrat moderniste/satisfait**. Les 25-34 ans sont encore modernistes, mais passent du côté de l'insatisfaction. **Les 35-49 ans sont résolument dans la zone de mécontentement/insatisfaction**. Les 50-64 ans sont assez insatisfaits, mais expriment des opinions traditionalistes. Enfin, la dernière classe d'âge (les plus de 65 ans) se situe franchement dans la zone traditionalisme/satisfaction. Ainsi, avec l'âge, on passe du modernisme à l'insatisfaction, puis de l'insatisfaction au traditionalisme et au contentement.
- * **Les individus non-diplômés et les détenteurs du certificat d'études situés dans le quadrat traditionalisme/insatisfaction s'opposent aux personnes diplômées du bac et du supérieur, qui se trouvent dans la zone modernisme/satisfaction.**
- * En moyenne, sur la période 1978-1991, les ruraux sont plutôt satisfaits et traditionalistes, tandis que les habitants de l'agglomération parisienne sont plus souvent modernistes et insatisfaits. On verra plus loin que cette opposition a fortement évolué dans le temps.
- * **Les ouvriers constituent la catégorie de personnes la plus éloignée vers le pôle d'insatisfaction.** Les employés sont assez proches d'eux, mais ils se situent aussi du côté du modernisme. A l'opposé de ces deux catégories, **les cadres et professions libérales se retrouvent à côté des diplômés du supérieur dans le quadrat modernisme/satisfaction.** Les retraités expriment, quant à eux, une forte satisfaction accompagnée d'un profond traditionalisme. Ils sont, bien sûr, très proches des "plus de 65 ans". Enfin, les femmes au foyer font preuve, elles aussi, d'un esprit plutôt "traditionaliste", mais montrent plus d'insatisfaction que les retraités.

- * La différence entre hommes et femmes est très peu perceptible. Tout au plus peut-on remarquer que les femmes sont un peu plus du côté de l'insatisfaction que les hommes.

- * Enfin, les positions des différents types de ménages sont bien distinctes. Les foyers de deux personnes émettent plus souvent des opinions proches du pôle satisfaction/traditionalisme. Il s'agit en grande partie de couples et, en particulier, de couples de retraités. Les familles de trois ou quatre personnes semblent légèrement plus modernistes, mais au-delà de cinq, c'est une nette insatisfaction qui prend le dessus.

Graphique 36 : Projection des variables socio-démographiques dans le premier plan factoriel



5 - Evolution des opinions, de 1978 à 1991, pour l'ensemble de la population

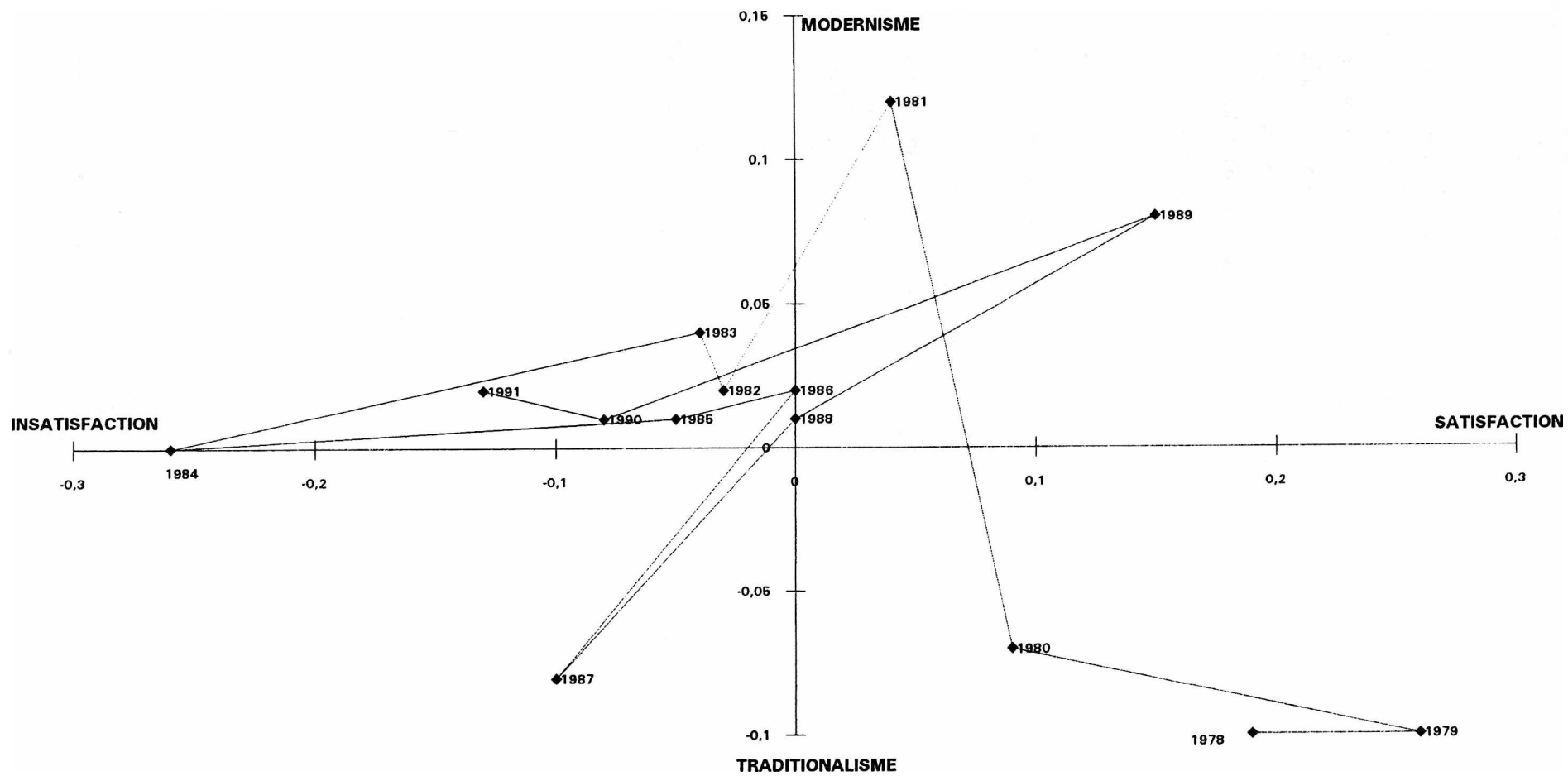
La projection de la variable "année" en point supplémentaire permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française durant ces 14 dernières années (1978 à 1991) dans l'espace des opinions. Si l'on se contente de relier par un segment de droite les points extrêmes 1978 et 1991, on conclut globalement à une **insatisfaction croissante et à moins de traditionalisme**. Si l'on étudie dans le détail l'évolution année par année, l'analyse est beaucoup moins simple, car on assiste à de nombreux revirements et changements de directions. Six grandes phases se distinguent grosso-modo sur l'ensemble de la période (cf. graphique 37).

- 1 - Entre 1978 et 1981, une large diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage, le travail des femmes se produit. 1981 représente le point culminant du mouvement vers le modernisme.
- 2 - De 1981 à 1984, les opinions modernistes sont en perte de vitesse et font place à un net mouvement vers l'insatisfaction. 1984 se trouve être l'année du plus fort mécontentement dans la population française sur les 14 dernières années.
- 3 - En 1985 et 1986, on assiste à un recentrage des opinions. Ces deux années se trouvent graphiquement très près de la position "moyenne" dans la période, à l'intersection des deux axes.
- 4 - 1987 semble être une année de retour aux valeurs traditionnelles. C'est une année un peu atypique, car immédiatement après on repart dans la partie supérieure du graphique, c'est-à-dire plutôt du côté moderniste.
- 5 - De 1987 à 1989, on assiste à un retour au modernisme accompagné d'une certaine satisfaction.
- 6 - L'évolution récente entre 1989 et 1991 se caractérise par un net retour vers l'insatisfaction qui s'accompagne d'une montée des inquiétudes¹.

Nous allons voir maintenant que ces évolutions "moyennes" cachent des différences importantes de trajectoires selon les groupes sociaux.

¹ Cela a été mis en évidence à plusieurs reprises, Cf. G. Hatchuel : *"Décembre 1990 : craintes et pessimisme accrus"*, rapport sur les premiers résultats de la Phase XIII, Collection des Rapports du Crédoc, n°97, Mars 1991 et G. Hatchuel, J.L. Volatier : *"Janvier 1992 : le pessimisme continue à s'accroître même si la crainte de la guerre tend à s'apaiser"*, rapport sur les premiers résultats de la Phase XIV, Collection des Rapports du Crédoc, n°114, Mars 1992.

Graphique 37 : Projection de la variable "année d'enquête"



6 - Evolution des différences d'opinions entre catégories socio-démographiques

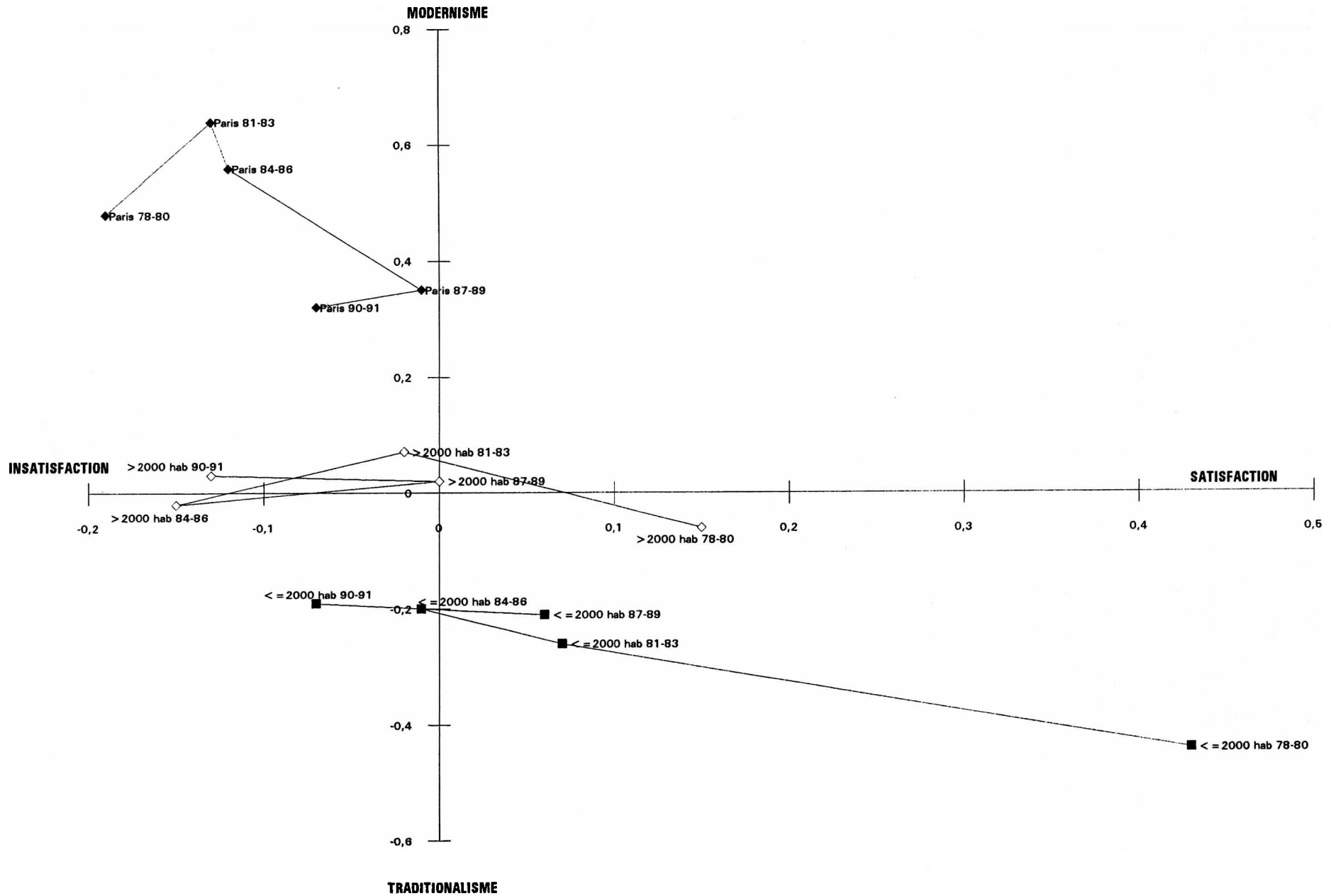
Afin de ne pas alourdir les graphiques, on n'a pas représenté les 14 positions de chaque groupe social au fil des ans. On a donc effectué des regroupements d'années, trois par trois, sauf pour la dernière période qui ne recouvre que les deux dernières années (fin 1990 et fin 1991). Pour chaque groupe socio-démographique, on dispose donc de cinq points pour suivre son évolution dans l'espace des opinions au cours de la période : 1978-80, 1981-83, 1984-86, 1987-89, 1990-91.

D'une manière générale, on peut dire que les évolutions se font nettement plus le long de l'axe horizontal (axe de satisfaction/insatisfaction), et plus précisément dans la direction de l'insatisfaction, que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme). Globalement, en 14 années, on assiste à une dégradation progressive de la satisfaction des Français sur leur niveau de vie, leurs conditions de vie et de tout ce qui fait leur quotidien (cadre de vie, état de santé, ...), quel que soit le critère observé (sauf dans les années 1987-89 et sauf pour les parisiens). Analysons donc un à un chacun des grands groupes socio-démographiques retenus.

6.1 - Les ruraux et les "urbains"

Un resserrement des opinions entre les ruraux et les parisiens apparaît clairement. En effet, les habitants de Paris et de son agglomération ont évolué vers moins de modernisme et d'insatisfaction, alors que les ruraux ont évolué dans le sens contraire, vers moins de traditionalisme et surtout vers plus d'insatisfaction (cf. graphique 38). **Les ruraux sont en effet nettement plus insatisfaits, depuis 1981 notamment, qu'ils ne l'étaient à la fin des années 70.**

Graphique 38 : projection de la variable "taille d'agglomération*année"



Les parisiens sont passés, dans la même période, à moins de modernisme et à moins d'insatisfaction, tout en restant, cependant, dans le quadrangle modernisme/insatisfaction (cf. graphique 38). Souvenons-nous qu'ils sont de moins en moins insatisfaits de leur cadre de vie, même s'ils sont plus mécontents de celui-ci que les ruraux (cf. première partie). Ils connaissent donc globalement une évolution "positive" à contre-courant de la tendance générale. Les habitants des autres agglomérations de plus de 2000 habitants se positionnent entre les deux catégories extrêmes, mais ils connaissent une évolution plus proche de celle des ruraux que de celle des parisiens, c'est-à-dire une progressive évolution vers l'insatisfaction. Par ailleurs, ils n'adoptent pas de position, ni "moderniste", ni "traditionaliste" particulière, vraisemblablement en raison du très large champ de personnes englobées dans cette catégorie (personnes habitant dans une agglomération de plus de 2000 habitants hors Paris et région parisienne).

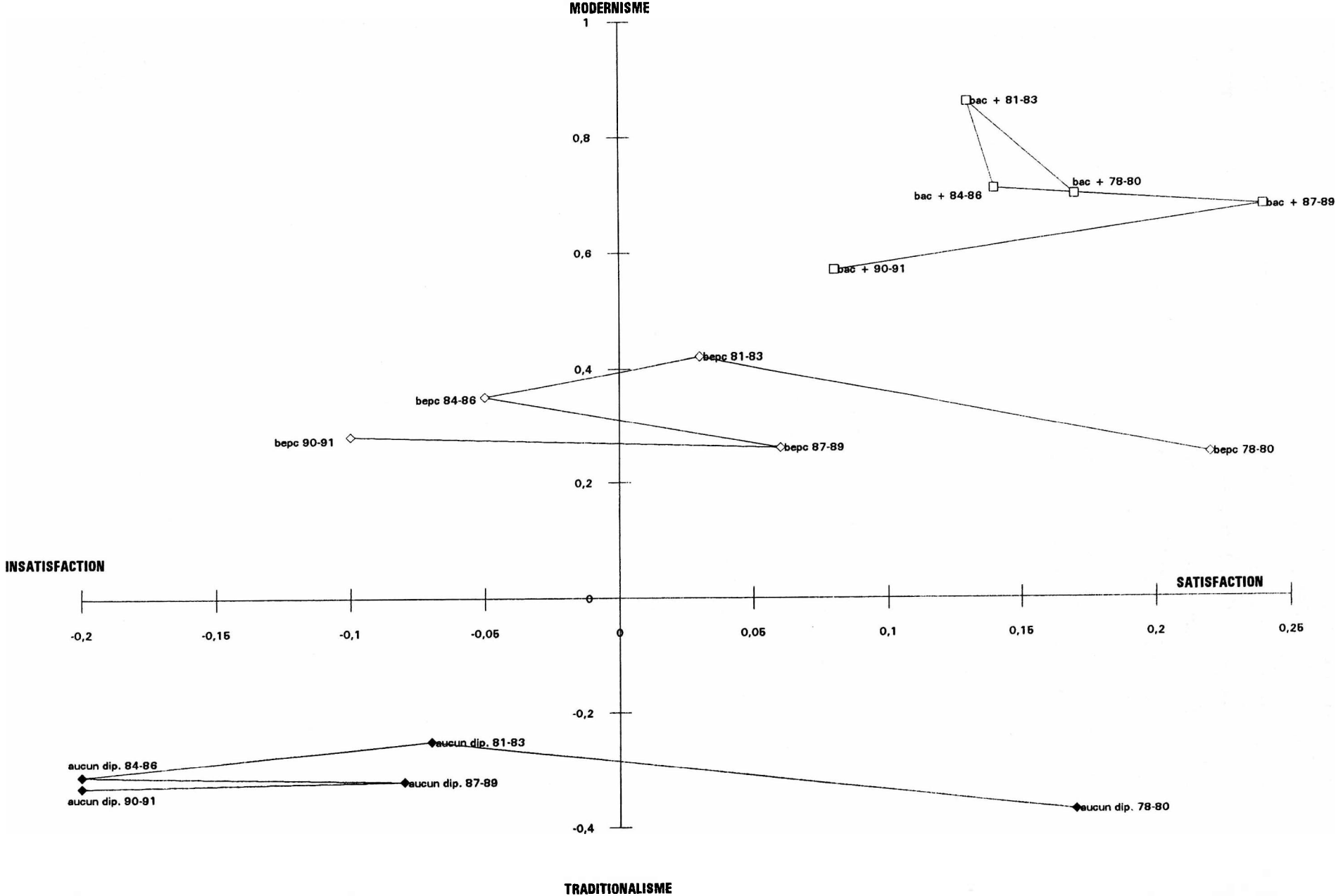
Toutes ces observations confirment parfaitement les résultats auxquels nous étions parvenus dans les pages précédentes.

6.2 - Un nouveau clivage diplômés/non-diplômés

Les trois catégories de niveaux de diplôme retenues sont les suivantes : les personnes sans diplômes ou disposant du CEP seulement, que l'on appellera pour simplifier les "non-diplômés", les titulaires du brevet élémentaire, du BEPC ou d'un BEP et enfin, ceux qui ont obtenu le baccalauréat ou un diplôme d'études supérieures, que l'on appellera schématiquement "les diplômés".

Une des évolutions majeures décrite dans les deux premières parties de ce rapport avait trait *aux divergences d'opinions apparues de 1978 à 1991 entre non-diplômés et diplômés*. Cette évolution se confirme au vu du graphique 39 : les points "aucun diplôme*90-91" et "diplômé bac + de 90-91" sont bien plus éloignés dans le plan que ne l'étaient les points "aucun diplôme*78-80" et "diplômé bac + de 78-80". Alors qu'en 1978, ces deux catégories se situaient dans la zone de satisfaction et que la différence entre elles portait sur le degré de "modernisme", elles s'opposent en 1991 sur les deux critères à la fois.

Graphique 39 : projection de la variable "diplôme*année"



Les non-diplômés sont passés globalement d'une certaine satisfaction en 1978 à l'état opposé d'insatisfaction en 1991. Comme les ruraux, les "non-diplômés" sont surtout devenus "insatisfaits" entre 1978-80 et 1981-83. Les diplômés du supérieur, quant à eux, ont globalement évolué vers moins de satisfaction, mais aussi simultanément vers moins de modernisme. Ce sont eux qui ont connu l'évolution la plus erratique : forte poussée vers le modernisme en début de période, retour vers une grande satisfaction en 1987-89 (plus grande encore qu'en 1978-80), pour enfin repartir vers l'insatisfaction plus récemment. Les fluctuations de la satisfaction des "diplômés" semblent ainsi liées aux variations de la conjoncture économique. Enfin, les individus de diplômes intermédiaires ont une position médiane : ils se situent plutôt du côté du modernisme, comme les diplômés du supérieur, mais ont connu une assez forte poussée d'insatisfaction entre 1978 et 1991, comme les non-diplômés.

6.3 - Le mécontentement des 35-64 ans¹

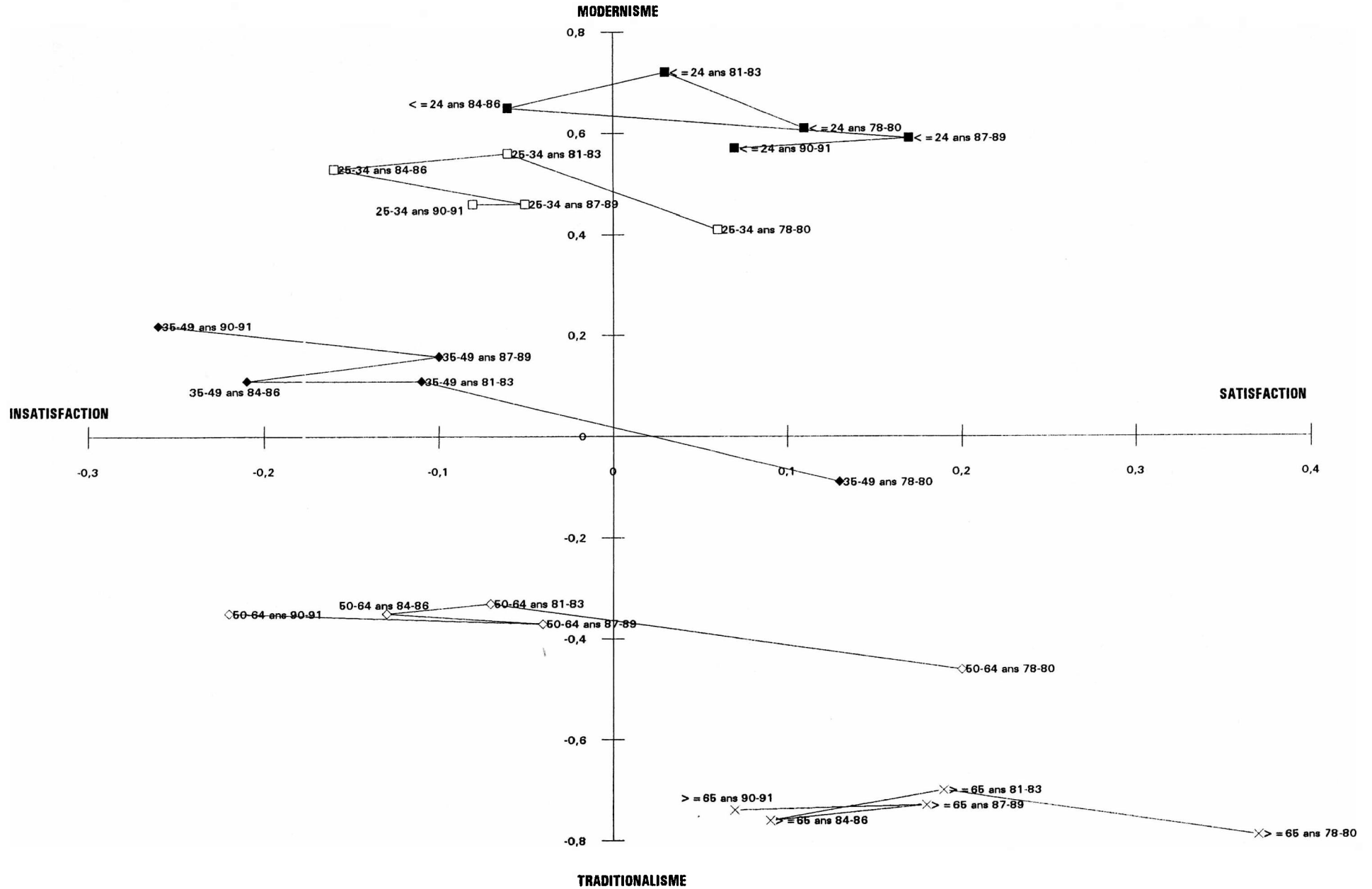
Les cinq classes d'âge retenues (24 ans et moins, 25-34 ans, 35-49 ans, 50-64 ans et 65 ans et plus) ont toutes des positions bien différentes les unes des autres dans le premier plan principal des opinions. Mais globalement, on peut conclure à un léger resserrement, dans la période, des opinions des différentes classes d'âge, entre "modernistes" et traditionalistes" (cf. graphique 40).

En revanche, si toutes les générations ont évolué vers plus d'insatisfaction, **le mécontentement des catégories médianes, 35-49 ans et 50-64 ans, s'est accru davantage que celui des plus jeunes et des plus âgés.**

La position des personnes âgées (65 ans et plus) a relativement peu évolué : entre 1978 et 1991 (avec l'habituelle parenthèse en 1987-89), les plus âgés sont devenus de moins en moins satisfaits. En revanche, les 50-64 ans ont connu une évolution plus prononcée, passant entièrement de la zone de satisfaction à celle de l'insatisfaction. Les 35-49 ans ont subi, quant à eux, une double évolution : ils sont passés du quadrans satisfaction/traditionalisme à celui de l'insatisfaction et du modernisme. Les deux classes les plus jeunes ont peu bougé. En particulier, la progression récente vers l'insatisfaction est beaucoup moins forte pour les plus jeunes que pour leurs aînés.

¹ Cf. annexe 4, le graphique de la variable croisée âge*diplôme

Graphique 40 : projection de la variable "âge*année"



6.4 - Les désillusions des employés, ouvriers et femmes au foyer

Les diverses catégories socio-professionnelles se positionnent également de manière très distincte les unes des autres dans l'espace des opinions (cf. graphique 41).

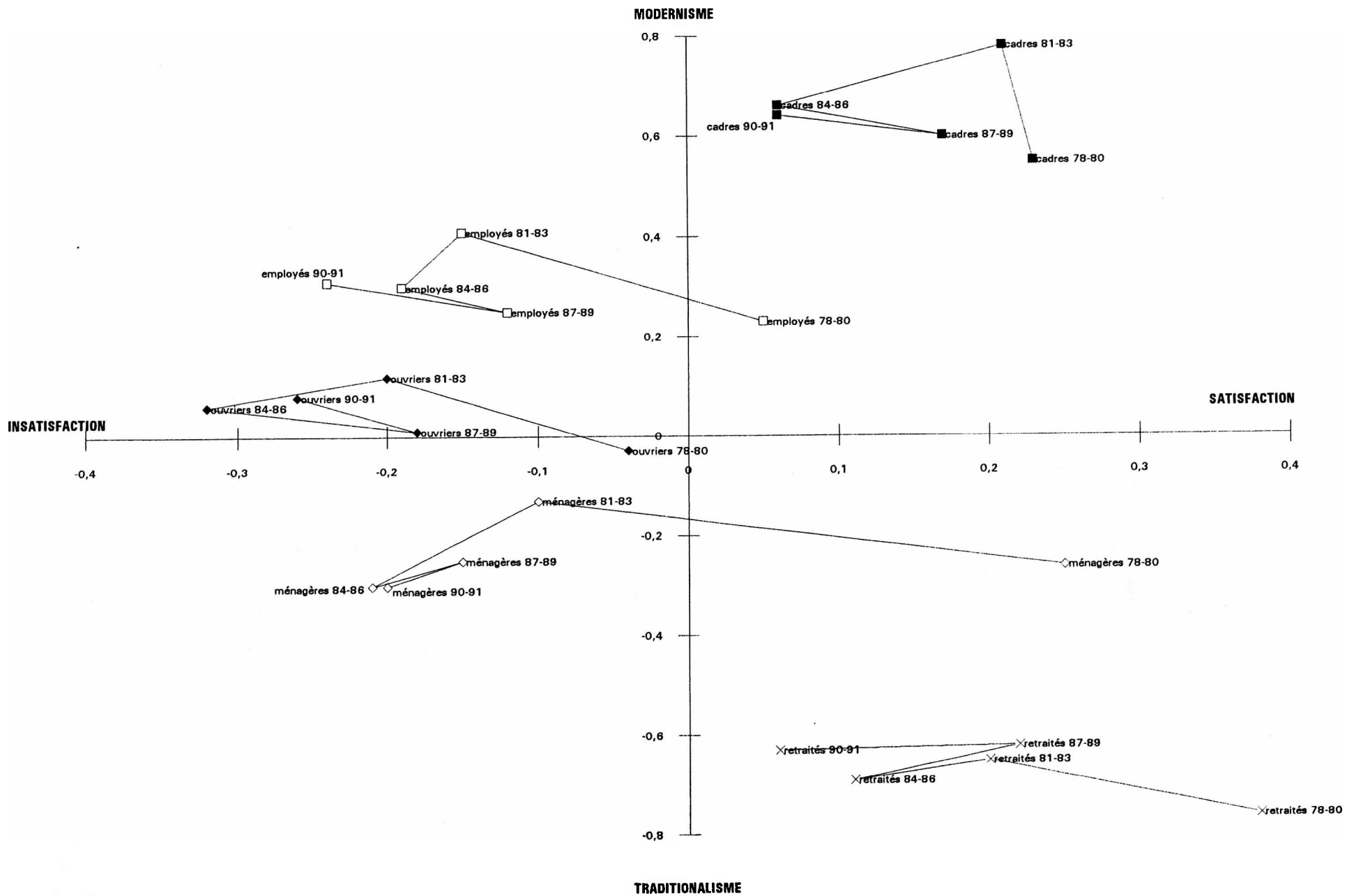
Les retraités ont, bien entendu, évolué de la même manière que les plus de 65 ans, c'est-à-dire, modérément, vers moins de satisfaction. Les cadres connaissent en fin de période un peu moins de contentement, comme en 1984-1986. Ouvriers et employés, qui étaient insatisfaits en début de période, le sont encore plus à la fin. Enfin, les ménagères forment la catégorie socio-professionnelle qui a le plus évolué : ce groupe est en effet le seul à avoir nettement changé de quadrans dans la période, passant de la satisfaction à l'insatisfaction. Ce passage s'est produit très tôt en début de période, entre 1978-80 et 1981-83.

Dans tous les cas, on constate un certain retour en arrière dans les années 1987-89 (vers une satisfaction plus proche de celle des années de début de période (1978-80)). Ceci se voit de façon plus ou moins marquée selon les catégories socio-professionnelles, et le point des années 1990-91 est systématiquement plus à gauche sur le graphique, c'est-à-dire vers une insatisfaction croissante, que celui des années 1987-89.

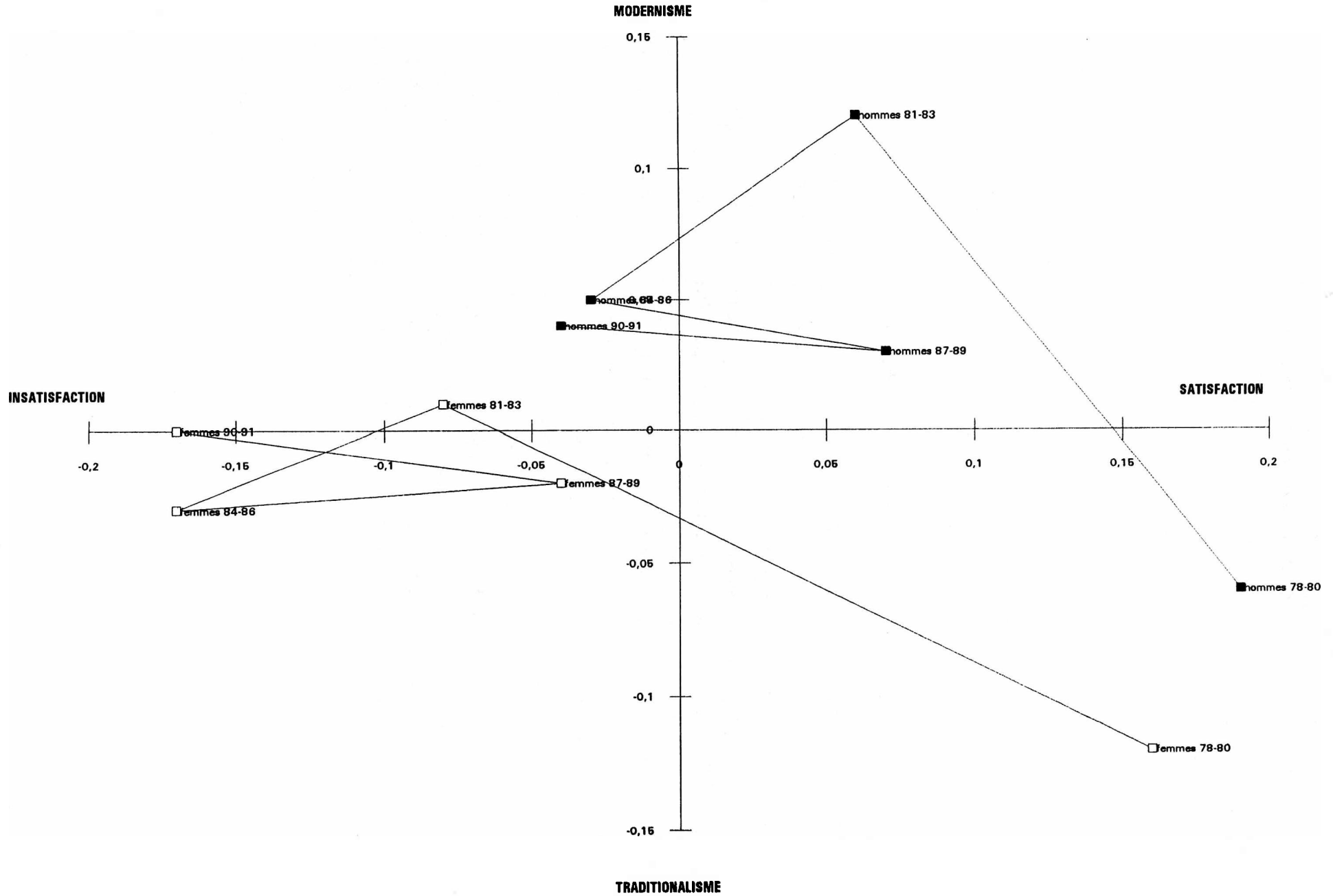
6.5 - Les femmes plus insatisfaites que les hommes

Hommes et femmes ont connu dans la période la même évolution vers l'insatisfaction, mais avec une plus forte amplitude pour les femmes et plus tôt (cf. graphique 42). Par contre, la poussée vers le modernisme a eu plus d'ampleur chez les hommes. Il semble finalement que les opinions "moyennes" des hommes et des femmes étaient plus proches en 1978 qu'elles ne le sont en 1991. En effet, dans les années 1978-80, les "centres de gravité" des populations masculines et féminines étaient dans le quadrans satisfaction/ traditionalisme; en fin de période, les femmes sont relativement moins "traditionalistes", mais sont devenues surtout très insatisfaites, tandis que les hommes, devenus davantage "modernistes", n'expriment pas d'insatisfaction spécifique.

Graphique 41 : projection de la variable "CSP*année"



Graphique 42 : projection de la variable "sexe*année"



6.6 - Les familles de plus en plus insatisfaites

Quand l'analyse est menée selon la taille du ménage (cf. graphique 43) il apparaît principalement deux types d'évolutions différentes : d'un côté, les célibataires et les couples (ménages d'une ou deux personnes) ont assez peu bougé entre 1978 et 1991 ; leur insatisfaction s'est légèrement accrue ; de l'autre côté, les familles qui comportent trois, quatre, cinq personnes ou plus, ont subi davantage la tendance générale de l'insatisfaction grandissante.

Remarquons enfin la tendance à un modernisme accru dans les foyers de trois ou quatre personnes.

6.7 - Une "carte" des opinions des groupes sociaux renouvelée en 14 ans

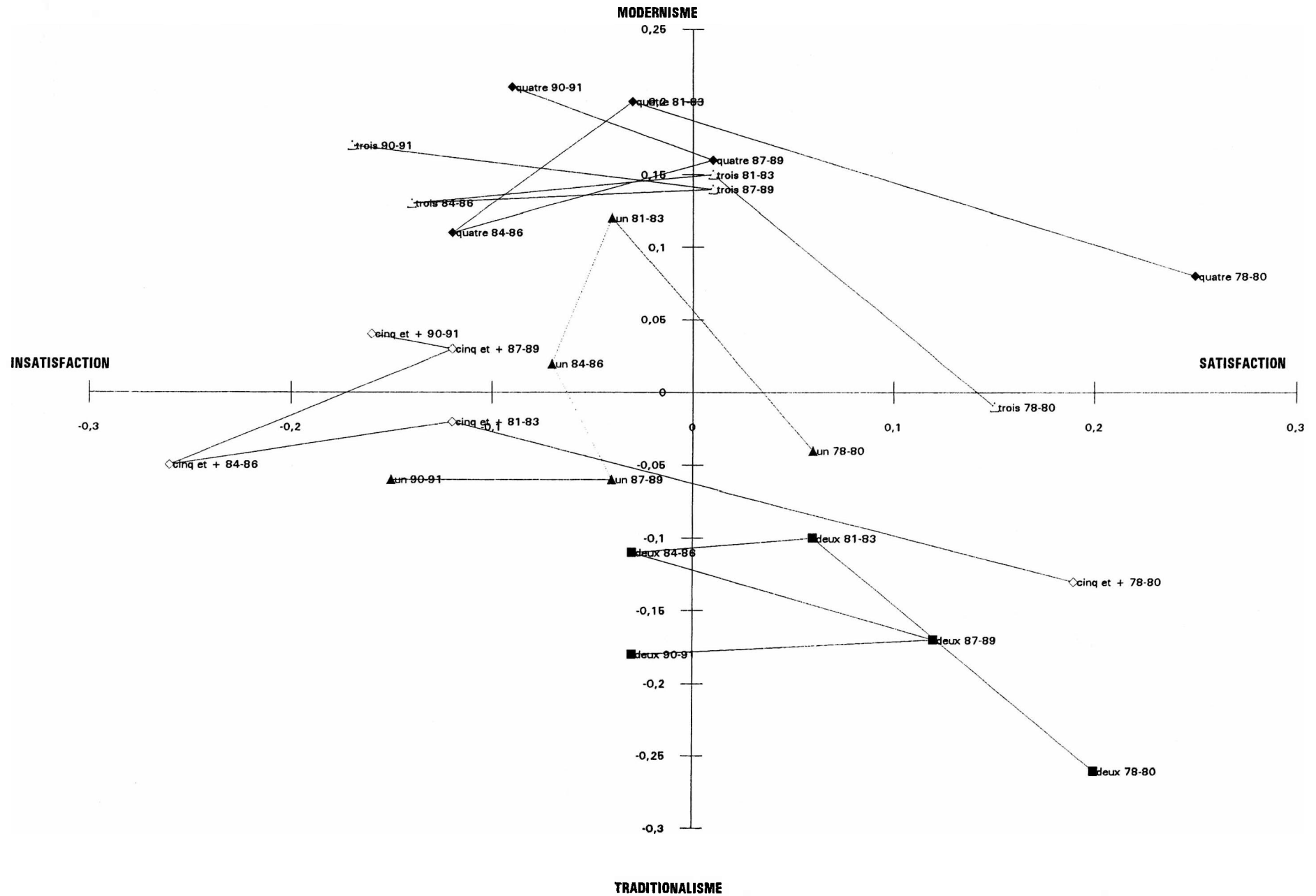
En conclusion, la synthèse effectuée par le biais de l'analyse multidimensionnelle vient confirmer les résultats formulés dans les premières parties du rapport. Même si l'évolution des opinions n'a pas été la même pour toutes les catégories socio-démographiques, quelques changements incontestables peuvent être mis en évidence. Trois d'entre eux méritent plus particulièrement d'être soulignés :

* Il est globalement apparu entre 1978 et 1991 une dégradation générale du sentiment de satisfaction des Français sur leurs conditions de vie personnelles et, dans une conception plus large, des opinions sur le fonctionnement de la société. En effet, toutes les catégories étudiées ici ont connu un déplacement, dans le plan principal des opinions, dans la direction "Nord-Ouest" (quadrant de l'insatisfaction/modernisme), sauf trois : d'une part, les parisiens ont suivi une évolution totalement inverse au mouvement général (direction "Sud-Est", ceci traduisant un recul des opinions modernistes et une plus grande satisfaction) ; d'autre part, les diplômés du supérieur et les jeunes de moins de 25 ans ont évolué, eux, vers le "Sud-Ouest", (léger recul de leurs positions modernistes). S'agit-il, en ce qui concerne les parisiens, d'un effet de structure, dans la mesure où ils sont de plus en plus nombreux à appartenir aux catégories diplômées et âgées ? Ou bien, cette évolution singulière peut-elle être interprétée comme une conséquence de l'amélioration des conditions et du cadre de vie des "Franciliens" ? Il serait intéressant, en tout état de cause, d'approfondir l'étude de cette population à la trajectoire atypique.

- * L'homogénéisation des opinions la plus perceptible dans cette synthèse est celle qui s'est produit entre les ruraux et les habitants des grosses agglomérations. Il est apparu un net resserrement des opinions entre ces deux catégories, un peu sur tous les sujets. Les ruraux ont en particulier rejoint les catégories les plus insatisfaites.

- * En revanche, l'écart entre diplômés et non-diplômés semble plutôt s'être creusé dans la période étudiée. Les "sans diplômes" ont connu une assez forte progression vers l'insatisfaction : ils sont passés d'un état de satisfaction à un net mécontentement. Les diplômés ont subi dans le même temps un recul modéré sur l'axe du modernisme et sont devenus un peu moins satisfaits.

Graphique 43 : projection de la variable "nombre de personnes au foyer*année"



ANNEXES

Annexe 1

**Méthode de mesure des évolutions des liens statistiques
entre opinions ou perceptions
et caractéristiques socio-démographiques**

1. Principe général

La méthode comprend deux phases. Dans un premier temps, on a calculé les liens statistiques au moyen du test du X^2 entre les 23 questions d'opinion et les 4 caractéristiques socio-démographiques croisées deux à deux pour chacune des 13 années, soit au total $23 \times 4 \times 13 = 1196$ liens regroupés en $23 \times 4 = 92$ séries temporelles de 13 années chacune.

Dans un second temps, on a conclu, pour chacune des 92 séries, à une diminution, une stabilité ou une augmentation de l'intensité du lien statistique mesuré en procédant à des régressions du lien en fonction du temps.

2. Calcul des liens statistiques

Ce calcul est basé sur le test très classique du Khi^2 . On dispose en effet dans cette étude de variables qualitatives pas toujours ordonnées. On estime, dans un premier temps, les valeurs du test obtenues pour chaque croisement "opinion x variable socio-démographique". A cette valeur du Khi^2 correspond une probabilité p associée à l'hypothèse d'indépendance entre la variable d'opinion et la caractéristique socio-démographique considérée (probabilité qu'on ait obtenu sous cette hypothèse d'indépendance un lien statistique d'intensité supérieure ou égale à celle qu'on a réellement obtenu). Dans le cas de différences d'opinions fortes, cette probabilité est particulièrement faible. Pour pouvoir mener plus facilement des comparaisons entre probabilités obtenues, on effectue une transformation monotone inverse par l'intermédiaire d'un logit ($\log(1-p)/p$).

On obtient ainsi une "valeur-test" qui est d'autant plus forte que l'existence d'un lien statistique est probable. Son ordre de grandeur est assez stable (entre -5 et 15, souvent entre 1 et 10). On peut facilement suivre les "valeurs-test" en évolution.

3. Mesure des évolutions

On a effectué deux types de mesure. La première, plus subjective, consiste à "regarder" les graphes d'évolution des valeurs-tests et à conclure à une augmentation, une diminution ou une stabilité. La seconde consiste à effectuer une régression des valeurs-tests en fonction du temps et à recueillir la pente de la tendance d'évolution estimée et la significativité de la différence de cette pente par rapport à 0 (test de Student). Il ne s'agit pas évidemment d'une modélisation sophistiquée à l'aide de méthodes d'analyse de séries temporelles (on ne dispose que de 13 points !) mais simplement d'un moyen de mieux contrôler les "dérapages" interprétatifs visuels éventuels.

Les deux méthodes concordent dans plus de neuf cas sur dix pour un niveau de significativité du test de Student assez peu restrictif (20%). En prenant un niveau plus faible (on a essayé avec 10% et 5%), on augmente évidemment le nombre de stabilités diagnostiquées, mais la comparaison entre le nombre d'augmentations et le nombre de diminutions conduit aux mêmes conclusions générales¹. Or c'est plus ce différentiel qui nous intéresse ici. Dans les rares cas de discordance et seulement dans ces quelques cas (moins de 10), on a tranché selon la régularité de la tendance (si la courbe est en "U", on a privilégié l'évolution la plus récente), mais globalement ces discordances ne vont pas systématiquement dans le même sens. Les résultats globaux sont donc identiques selon les deux méthodes et le compromis final qu'induit cette introduction d'une plus grande objectivité n'apporte pas finalement de modification aux conclusions générales. Cette méthode reste cependant nécessaire car elle constitue un moyen de contrôler des interprétations abusives éventuelles.

¹ Un seuil plus faible conduit en fait à ne prendre principalement en compte que les évolutions linéaires en fonction du temps. On souhaite ici étudier les tendances générales des 92 séries.

Tableau d'évolution des valeurs-tests associées au Khi2

m87-90 : moyenne des valeurs-tests de 1987 à 1990

m : moyenne des valeurs-tests sur toute la période d'étude

penne : coefficient de la régression linéaire fonction du temps

T : student de la penne

Perception du niveau et des conditions de vie

Perception du niveau de vie personnel passé

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	penne	T
âge	12,1	10,9	10,5	14,2	12,4	14,1	15,1	14,5	12,5	12,4	15,34	11,34	12,7	12,96	12,93	0,12	1
taille aggro	2,93	2,83	1,92	0,94	-1,2	1,97	1,45	2,18	0,12	0,07	0,48	-0,3	2,47	0,68	1,22	-0,13	-1,4
niveau d'études	0,8	2,68	2,31	2,98	2,99	3,46	5,88	6,52	-0,1	3,01	3,89	4,3	4,76	3,99	3,34	0,19	1,5
PCS	5,92	8,44	6,36	7,86	6,98	7,61	10,2	7,33	5,65	5,56	6,79	7,76	7,36	6,87	7,21	-0,02	-0,2

Perception du niveau de vie des Français passé

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	penne	T
âge	4,05	4,36	3,35	4,33	3,3	2,25	4,62	1,92	3,23	3,79	4,9	2,2	2	3,22	3,41	-0,10	-1,4
taille d'agglo	6,12	8,76	7,19	2,1	3,06	1,73	3,32	4,71	3,63	1,31	2,29	0,77	2,86	1,81	3,68	-0,43	-3,2
niveau d'étude	2,35	1,93	0,65	-0,9	2,36	0,42	4,41	3,4	1,88	1,79	2,35	4,16	2,31	2,65	2,09	0,15	1,5
PCS	5,57	6,6	4,4	2,16	3,8	2,36	3,48	3,38	2,33	2,95	5,31	2,78	4,23	3,82	3,80	-0,13	-1,3

conditions de vie personnelles à 5 ans

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
Âge	14,3	17,4	12,3	12,2	12,3	14,9	11,5	17,1	17,3	17,5	19,42	17,99	19,9	18,70	15,69	0,51	3,1
taille d'agglomération	3,71	4,6	4,83	2,52	1,97	5,29	3,48	5,08	1,68	1,67	4,94	3,82	2,16	3,15	3,52	-0,09	-0,9
niveau d'études	6,88	3,83	5,43	2,73	4,15	7,01	6,48	6,11	4,96	7,7	6,76	7,68	4,46	6,65	5,71	0,14	1,2
PCS	9,35	11,1	6,44	7,76	5,91	8,64	6,59	9,47	9,61	9,03	9,94	10,29	10,3	9,88	8,80	0,15	1,3

restrictions régulières

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
Âge	5,57	5,35	6,9	6,02	7,52	8,14	5,44	8,49	8,82	9	8,06	8,15	7,36	8,14	7,29	0,23	3
taille agglomération	5,93	6,38	3,29	-1,6	4,09	1,57	1,27	0,85	3,85	0,13	1,6	0,09	0,92	0,69	2,18	-0,35	-2,4
niveau d'études	-0,3	0,36	-0,5	0,75	-1,3	2,19	0,8	0,8	-0,2	1,83	1,59	-1,44	2,64	1,16	0,55	0,12	1,2
PCS	4,43	4,94	7,84	5,41	9,01	9,17	6,81	7,6	6,31	7,93	6,04	6,99	5,67	6,66	6,78	0,06	0,5

Perception du logement et du cadre de vie

Opinions sur le cadre de vie quotidien

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	ente	T
âge	8,23	6,93	8,87	6,89	3,77	6,4	4,2	6,22	4,61	5,2	5,56	3,26	3,66	5,68	4,42	-0,34	-3,8
taille aggro	9,43	8,22	9,44	5,43	6,61	7,41	8,83	8,48	5,91	3,43	5,08	4,95	5,95	6,86	4,85	-0,34	-3,1
niveau d'études	1,06	0,54	0,5	2,56	0,85	0,72	1,11	0,86	-0,3	0,84	0,79	0,89	-0,2	0,79	0,58	-0,07	-1,3
PCS	5,78	6,16	5,82	6,04	2,43	4,92	3,14	5,5	2,78	3,36	4,16	2	2,58	4,21	3,03	-0,29	-3,6

Opinion sur les dépenses de logement

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	8,06	7,49	9,04	4,68	8,76	10,2	7,06	8,18	9,22	8,55	11,36	11,99	9,57	10,37	8,78	0,28	2,4
taille aggro	6,15	4,92	6,36	2,95	3,75	5,38	3,73	7,49	5,01	2,57	2,03	3,74	2,39	2,68	4,34	-0,23	-2,1
niveau d'études	1,62	1,18	3,24	0,2	-0,1	2,47	1,48	1,94	2,37	2,96	0,32	1,32	3,55	2,04	1,74	0,07	0,8
PCS	7,72	7,45	9,77	4,48	9,72	13,8	8,83	6,29	7,32	6,85	10,43	9,53	5,47	8,07	8,28	-0,03	-0,2

Opinion sur la taille du logement

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	9,34	8,53	8,91	8,32	7,9	10	7,53	10,1	9,69	7,72	9,46	10,46	9,16	9,01	9,20	0,07	1
taille aggro	6,12	5,57	6,03	5,18	5,19	3,03	6,17	6,48	3,79	1,51	2,55	6,13	3,91	4,74	3,53	-0,19	-1,7
niveau d'études	2,5	-1,9	2,09	2,55	2,71	0,89	3,82	4,06	-1	1,3	0,92	1,01	2,31	1,64	1,39	0,00	0
PCS	7,7	6,21	5,14	5,54	5,8	6,8	4,78	6,8	5,12	5,73	4,4	4,61	4,38	5,62	4,78	-0,17	-2,9

Perception de l'état de santé

symptômes ou maux multiples

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	0,1	-1,8	2,05	0,51	1,02	1,66	2,36	0,39	0,13	0,53	1	3,37	0,22	1,28	0,89	0,11	1,1
taille aggro	2,72	1,05	2,6	0,54	4,02	4,43	2,51	3,75	1,29	1,12	3,54	0,14	2,33	1,78	2,31	-0,04	-0,4
niveau d'études	0,52	-1,5	0,85	1,48	-0,6	0,98	2,68	1,33	1,97	2,98	2,47	-0,52	1,89	1,71	1,11	0,16	1,7
PCS	2,64	3,34	1,24	2,41	3,79	7,41	3,69	2,65	5,33	0,84	4,92	6,64	5,87	4,57	3,91	0,24	1,8

état de santé subjectif par rapport aux personnes du même âge

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	6,67	5,44	5,35	6,34	6,19	3,91	7,45	5,60	3,39	5,22	6,84	3,63	5,33	5,26	5,49	-0,10	-1,1
taille aggro	1,96	-0,3	-0,2	-0,2	-0,9	-1,9	-0,7	-0,6	0,66	0,40	-0,08	-0,04	0,94	0,31	-0,07	0,01	0,1
niveau d'études	4,16	4,11	4,50	3,50	2,91	3,01	4,45	4,15	4,92	4,96	5,39	4,17	6,22	5,19	4,34	0,14	2,5
PCS	7,00	6,44	5,74	6,45	6,74	4,91	3,89	4,89	6,07	4,86	6,18	3,51	6,37	5,23	5,62	-0,13	-1,6

Opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes

modernisme/traditionalisme

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	13,6	11,9	16	15,6	14,9	15,6	15,8	14,3	13,7	12,1	11,86	13,93	13,1	12,75	14,03	-0,13	-1,2
taille agglo	11,6	12,7	12,2	10,3	10,1	11,6	11,6	12	7,72	3,76	7,84	3,92	6,07	5,40	9,35	-0,65	-4,5
niveau d'études	16,9	13,7	15,2	17,1	15,1	17,8	15,6	15,7	13,2	12,2	12,04	12,85	11,8	12,23	14,55	-0,37	-3,4
PCS	14,2	13,1	14	14,9	12,5	15,4	13,6	13	11,4	12,4	11,1	11,78	11,9	11,80	13,01	-0,24	-3,3

opinion sur le mariage

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	11,5	14,3	15,2	14,6	15,4	15,7	15,9	15,7	13,9	12,7	10,91	12,34	12	11,99	13,85	-0,18	-1,4
taille agglo	9,14	11	7,97	7,66	8,47	8,51	7,53	7,64	4,55	3,81	4,25	4,25	2,14	3,61	6,69	-0,61	-7,5
niveau d'études	9,87	9,7	9,27	9,35	11,1	11,7	8,72	10,1	8,64	8,57	7,13	7,96	7,57	7,81	9,20	-0,22	-2,8
PCS	10,1	12,4	10,8	11,2	12,4	13,9	10,6	10,7	8,48	9,1	8,23	8,92	10,5	9,19	10,57	-0,23	-2,2

opinion sur le travail des femmes

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	8,96	8,25	11,7	11,2	10,7	11,8	12,2	9,38	10,1	10,4	8,65	8,72	9,44	9,30	10,12	-0,07	-0,7
taille agglo	7,86	7,68	8,02	7,31	5,58	6,21	8,1	6,68	6,24	3,66	4,76	3,61	4,48	4,13	6,17	-0,35	-4,8
niveau d'études	15,5	13,3	15,2	16,8	13,9	16,6	17,3	15,6	11,7	14,3	12,56	12,63	12,2	12,92	14,42	-0,26	-2,1
PCS	10,9	10,3	12,6	11,5	10,8	12,7	12,7	10,6	9,61	12,3	9,78	9,16	11,8	10,75	11,13	-0,07	-0,8

opinion sur la famille

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	13,9	14	17,3	13,8	11,7	15,1	15,3	11,6	13,2	11,3	10,02	13,71	12	11,77	13,31	-0,27	-2,1
taille agglo	10,5	14,7	11	9,27	9,04	10,8	10,3	11,1	7,48	4,92	5,85	3,5	6,48	5,19	8,83	-0,64	-4,6
niveau d'études	16,7	15,8	14,5	15,7	12,9	18,8	16,9	14,9	13	12,9	12,97	15,76	13,5	13,78	14,95	-0,20	-1,6
PCS	13,5	14,2	13,1	12,8	9,68	14,8	13,9	13	10,7	11,8	10,16	12,32	11,6	11,47	12,43	-0,19	-1,8

Opinions sur le progrès technique

utilité des découvertes scientifiques

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	penne	T
âge	1,57	2,82	3,29	0,67	0,19	2,14	3,01	3,81	3,42	4,19	4,1	-0,86	-0,4	1,77	2,15	-0,04	-0,3
taille aggro	1,55	1,45	1,7	3,84	1,89	5,11	1,87	2,51	1,79	3,29	3,76	3,97	4,17	3,80	2,84	0,18	2,2
niveau d'études	2,21	4,73	5,54	4,28	5,75	7,97	9,7	6,3	6,82	9,3	7,43	7	6,75	7,62	6,44	0,34	2,8
PCS	2,92	3,75	2,94	2,55	1,89	6,77	5,24	5,92	5,68	6,91	4,45	4	2,55	4,48	4,27	0,14	1,1

souhails de diffusion de l'informatique

	1979	1980	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-9	m	penne	T
âge	4,66	6,07	3,31	5,7	7,8	6,63	5,03	5,77	7,07	7,2	4,53	6,143	5,8	0,11	0,73
taille aggro	3,33	6,07	4,12	6,42	3,47	4,78	2,91	1,82	0,98	3,16	1,38	1,835	3,49	-0,37	-2,93
niveau d'études	3,1	4,42	7,55	7,74	9,96	6,86	4,96	7,09	6,26	7,73	6,86	6,985	6,59	0,20	1,10
PCS	4,69	4,66	3	6,94	7,18	5,13	4,14	5,85	4,14	6,72	3,67	5,095	5,1	0,01	0,07

Opinions sur les transformations sociétales

opinions sur le fonctionnement de la justice

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	5,13	3,34	4,69	4,2	3,84	4,43	2,53	2,98	3,07	4,54	0,9	2,24	2,52	2,55	3,42	-0,21	-3,1
taille aggro	3,88	3,65	4,23	3,89	2,03	0,21	1,86	2,12	3,53	3,19	1,86	1,77	2,06	2,22	2,64	-0,15	-1,9
niveau d'études	3,17	2,32	1,38	1,29	3,34	3	3,93	4,57	2,12	3,77	3,69	2,45	2,98	3,22	2,92	0,08	1,2
PCS	4,99	5,1	3,38	2,87	3,88	2,73	3,91	2,99	2,24	4,65	2,59	4,21	1,71	3,29	3,48	-0,14	-1,9

souhaits de transformation de la société

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	7,51	5,27	5,65	7,6	5,72	5,79	6,79	4,46	3,59	6,69	4,34	3,88	3,17	4,52	5,42	-0,26	-3,1
taille aggro	6,99	4,47	3,53	5,42	2,73	3,15	2,47	1,66	4,23	1,58	1,15	2,42	2,43	1,90	3,25	-0,31	-3,6
niveau d'études	6,69	2,76	6,07	3,93	1,99	3,37	4,31	5,58	4,15	6,82	4,76	7,66	5,93	6,29	4,92	0,16	1,3
PCS	6,5	6,04	5,29	5,5	4,4	5,82	5,95	3,89	3,32	6,84	4,13	8,73	5,25	6,24	5,51	0,01	0,1

Opinions sur le système de santé

inégalités d'accès aux soins de santé

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pen	T
âge	3,42	3,66	2,89	0,55	0,5	2,04	0,47	0,04	1,29	1,04	0,86	1,45	0,99	1,09	1,48	-0,18	-2,5
taille d'agglomération	3,95	11,1	4,09	3,29	5,52	4,93	0,47	5,9	7,37	3,03	2,97	1,21	3,17	2,60	4,38	-0,30	-1,6
niveau d'étude	4,23	5,42	3,51	2,8	2,1	0,39	0,63	0,5	-0,2	1,14	2,07	3,17	1,94	2,08	2,13	-0,22	-2
PCS	1,97	4,13	8,05	2,62	2,12	2,14	0,66	1,81	1,32	0,58	3,47	0,78	5,35	2,55	2,69	-0,13	-0,8

La santé c'est l'affaire des médecins

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pen	T
âge	3,88	7,58	5,73	7,61	6,97	7,36	6,83	5,11	4,36	5,72	5,09	5,42	5,88	5,53	5,96	-0,08	-0,9
taille agglomération	3,47	4,76	3,1	2,67	2,61	2,65	2,59	2,31	3,33	1,35	1,72	0,39	0,92	1,10	2,45	-0,25	-5,2
niveau d'études	7,02	5,09	6	7,05	6,75	8,19	6,88	5,05	3,75	7,49	6,07	5,88	8,06	6,88	6,41	0,01	0,1
PCS	4,71	5,59	6,11	5,04	8,13	6,82	5,23	3,47	4,5	3,3	4,01	5,46	5,55	4,58	5,22	-0,11	-1,1

Inquiétudes

indicateur d'inquiétude

	1981	1982	1983	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-	m	pente	T
âge	4,21	6,92	3,03	4,79	1,23	3,74	1,98	-1,1	4,14	2,2	3,221	-0,46	-1,72
taille aggro	3,36	5,63	6,16	4,17	1,36	2,47	2,59	2,06	2,05	2,29	3,317	-0,41	-2,43
niveau d'études	6,66	7,15	6,97	6,49	4,26	9,06	8,21	6,29	7,38	7,74	6,941	0,09	0,49
PCS	3,76	6,7	5,66	5,11	3,85	5,06	6,04	3,98	5,31	5,1	5,052	-0,02	-0,15

Opinions sur la politique familiale

prise en charge des familles défavorisées

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-9	m	pen	T
âge	3,03	3,1	4,16	4,72	4,02	3,33	2,57	3,41	3,6	2,29	2,968	3,423	-0,1	-1,06
taille aggro	2,45	2,9	3,97	1,79	4,5	4,05	-1	2,21	0,39	1,96	0,898	2,325	-0,24	-1,34
niveau d'études	0,4	0,85	0,09	1,67	2,07	1,89	1,96	2,29	-1,5	0,5	0,823	1,026	-0,02	-0,16
PCS	3,84	3,22	3,98	2,73	5,37	2,53	0,88	2,02	2,63	2,76	2,073	2,996	-0,19	-1,56

prestations familiales suffisantes ou non

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-9	m	pen	T
âge	9,28	7,3	6,37	5,6	7,13	8,05	6,93	7,15	6,7	4,52	6,325	6,903	-0,2	-1,84
taille aggro	-0,5	3,94	0,69	3,62	4,61	2,64	0,66	2,22	0,1	2,26	1,31	2,023	-0,03	-0,15
niveau d'études	0,34	1,37	-0,1	1	0,71	2,12	0,87	1,42	2,99	1,55	1,708	1,228	0,19	2,35
PCS	6,97	6,77	7,95	5,11	4,33	5,72	7,39	5,98	6	5,97	6,335	6,219	-0,10	-0,80

prestations familiales fonction du revenu

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pen	T
âge	5,71	4,17	7,17	6,7	3,85	3,86	3,13	5,77	6,85	3,37	6,02	4,02	4,83	4,56	5,03	-0,07	-0,7
taille aggro	4,21	2,99	4,84	2,67	1,63	1,68	2,81	0,16	4,06	1,06	2,77	-0,66	2	1,29	2,32	-0,23	-2,2
niveau d'études	1,6	1,77	2,57	3,83	1,82	0,26	3,03	0,22	1,89	1,83	0,49	2,02	2,56	1,73	1,84	-0,04	-0,5
PCS	7,79	5,85	5,34	6,14	4,37	4,25	3,27	3,54	3,26	2,96	4,37	1,62	1,81	2,69	4,20	-0,40	-6,7

ANNEXE 2

Stabilité des premiers axes de l'analyse au fil des ans

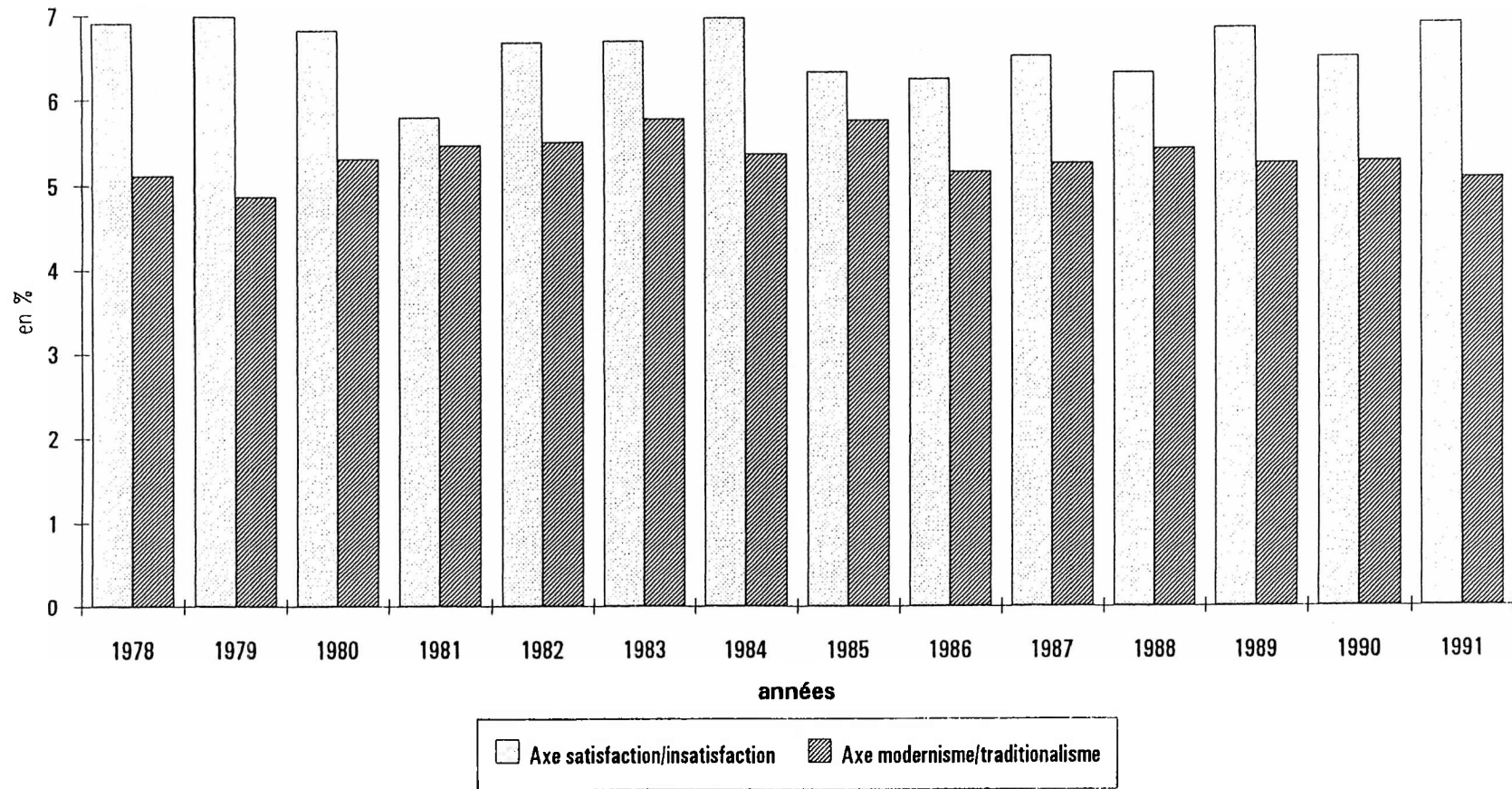
Nous avons réalisé ici 14 analyses factorielles avec les mêmes variables, chaque année, pour vérifier si la structure des opinions est restée identique d'une année à l'autre. C'est effectivement le cas. Pour toutes les années, c'est l'axe satisfaction/insatisfaction qui prédomine et qui apparaît donc en premier, le second étant celui qui oppose le modernisme au traditionalisme.

Le graphique suivant représente les pourcentages d'inerties expliqués par les deux premiers axes pour toutes les ACM effectuées annuellement.

Le pourcentage d'inertie expliqué par le premier axe (axe de satisfaction/insatisfaction) est globalement stable et toujours plus élevé que celui du deuxième axe (modernisme/ traditionalisme). Il varie cependant de façon conjoncturelle, l'année 1981 étant celle où les disparités de satisfaction dans la population sont minimales.

Le pourcentage d'inertie expliqué par l'axe modernisme/traditionalisme a tendance à augmenter jusqu'au milieu des années 80 et à diminuer depuis. Ce résultat est tout à fait cohérent avec l'étude de l'évolution des disparités d'opinions sur ce thème.

Pourcentages d'inertie des deux premiers axes de l'ACM



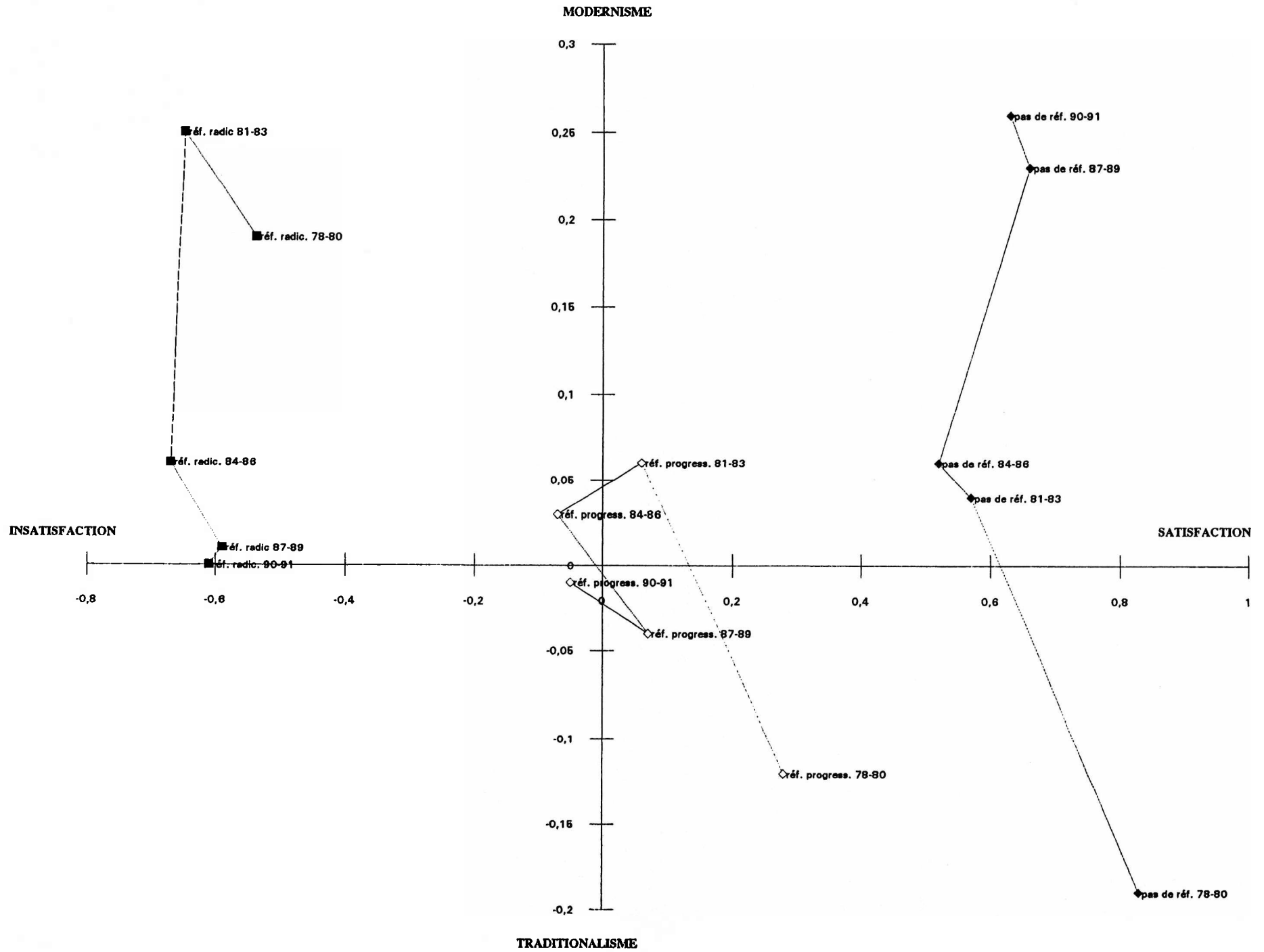
ANNEXE 3

Projection, dans le premier plan principal, des opinions sur les réformes de la société, année par année

On voit clairement, sur le graphique suivant, l'évolution, entre 1978 et 1991, de l'opinion des Français sur les transformations de la société française. Les deux positions extrêmes ("La société française n'a pas besoin de transformations" et "la société française a besoin de réformes radicales") ont évolué entre 1978 et 1991 dans un sens opposé, suivant l'axe vertical.

En 1978, ceux qui ne souhaitent pas de réformes de la société étaient du côté des "traditionalistes" ; en 1991, ils sont franchement passés du côté des "modernistes". Ceux qui réclament des réformes radicales ont globalement évolué dans le sens contraire, mais de manière un peu moins prononcée quoique nette. En début de période, ces "radicaux" se situaient dans le camp des "modernistes-insatisfaits; à la fin, ils ne sont pas réellement devenus traditionalistes, mais ils ne sont plus spécialement modernistes, tout en restant bien sûr particulièrement insatisfaits. Signalons, en effet, que durant toute la période étudiée, cette variable a essentiellement participé à la formation de l'axe de satisfaction/insatisfaction et très peu à celui qui oppose "modernisme et traditionalisme".

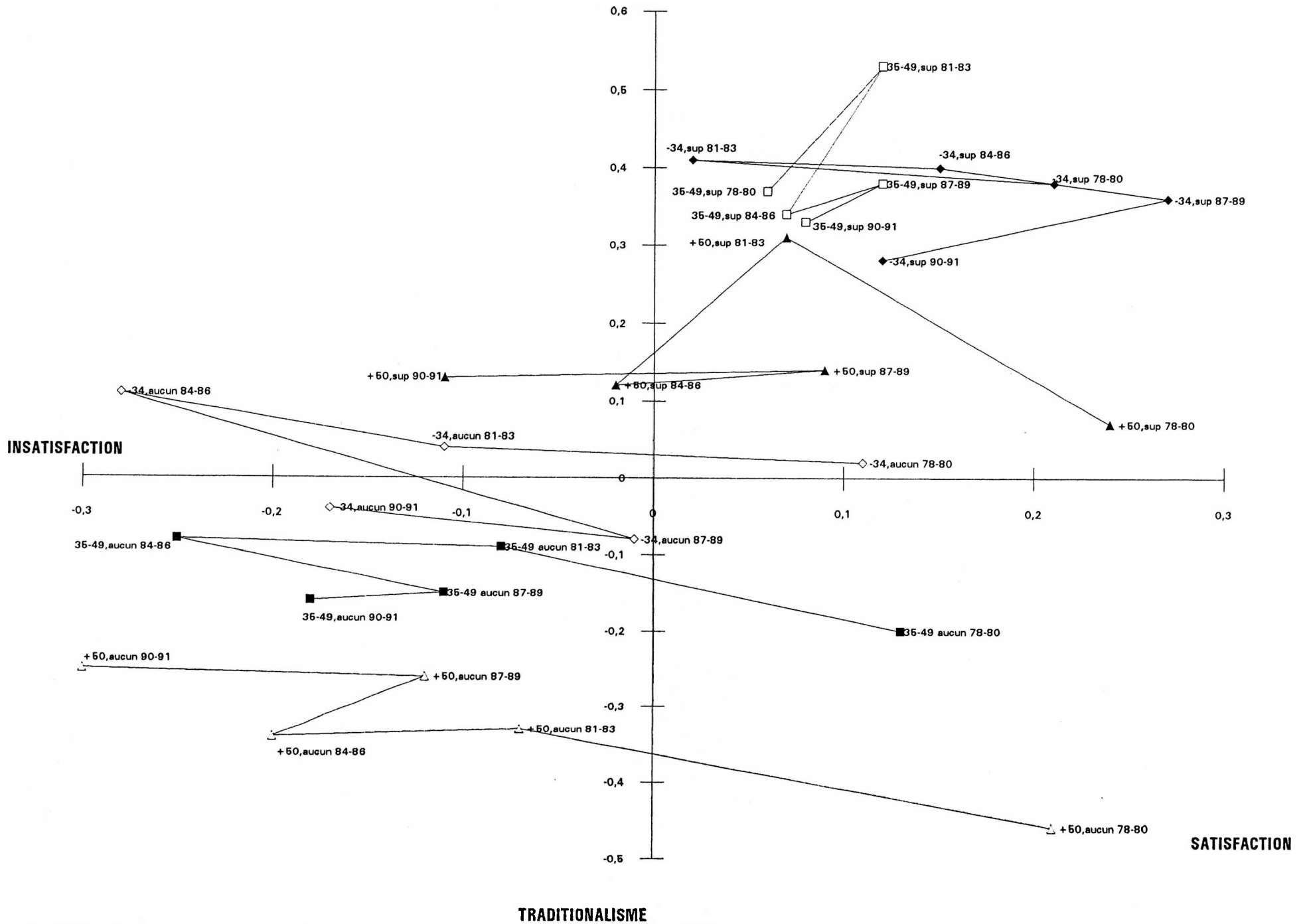
Enfin, l'opinion médiane qui consiste à demander des transformations de la société, mais par le biais de réformes progressives, a connu une évolution qui tourne autour du centre du graphique.



ANNEXE 4

**Projection, dans le premier plan principal,
de la variable âge*diplôme**

MODERNISME



BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Yankelovitch D., *"New Rules - Searching for Self - Fulfilment in a world turned upside down"*, Free Press, 1983.

Inglehart R., Rabier J.R., *"Les aspirations s'adaptent aux situations"*, *Futuribles*, N° 80, 1984.

Lebart L., *"Sept ans de perceptions - Evolution et structure des opinions en France de 1978 à 1984"*, Crédoc, Mai 1986.

Mendras H., *"Fluctuations et tendances longues des valeurs et des idéologies"*, *Observations et Diagnostics Economiques*, Revue de l'OFCE, Paris, N° 19, Avril 1987.

Equipe "Aspirations", *"La "Post-modernité" des Français - La trajectoire des opinions de 1978 à 1987"*, Crédoc, Mars 1989.

Dirn L., *"La société française en tendances"*, PUF, 1989.

Hatchuel G., Payet-Thouvenot V., Poquet G., *"Les inégalités en France et leur évolution depuis une dizaine d'années"*, Collection des Rapports du Crédoc, N° 8, Février 1990.

INSEE, *Données Sociales*, 1990.

Clerc L., Martin O., sous la direction de **Hatchuel G.**, *"Les opinions des Français fin 1989 et une comparaison 1981-1989"*, Cahier de Recherche du Crédoc, N° 11, Février 1991.

Hatchuel G., avec la collaboration de **Volatier J.L.**, *"Les grands courants d'opinions et de perceptions en France, de la fin des années 70 au début des années 90"*, Collection des Rapports du Crédoc, N° 116, Mars 1992.

CAHIER DE ReCHERCHE

Récemment parus :

Si/alors : "bien manger" ? - Application d'une nouvelle méthode d'analyse des représentations sociales à un corpus constitué des associations libres de 2000 individus, par Saadi Lahlou, N° 34, Avril 1992.

Analyse des relations entre l'épargne des ménages et le solde commercial (France, Irlande, Etats-Unis, Japon), par François Gardes, N° 35, Mai 1992.

Indicateurs sur la qualité de vie urbaine et sur l'environnement, par Georges Hatchuel, Guy Poquet, N° 36, Mai 1992.

Lignes de vie - Méthodologie de recueil et de traitement des données biographiques : le cas des carrières et trajectoires professionnelles, par Denise Bauer, Bruno Maresca, N° 37, Mai 1992.

Recours et adaptation en situation défavorisée, par Anastassios Iliakopoulos, Christine Labbé, Michel Legros, Jérôme Mainka, N° 38, Décembre 1992.

Comprendre et évaluer la qualité, par LES ATELIERS, ENSCI - Département Prospective de la Consommation du CREDOC - MIND MOVERS, N° 39, Décembre 1992.

Revenu minimum, seuils de pauvreté et indicateurs de satisfaction dans les enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français", par François Gardes, Jean-Luc Volatier, N° 40, Janvier 1993.

Président : Bernard SCHAEFER Directeur : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél. : (1) 40.77.85.00

CREDOC

Centre de recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie